

D E P A R T E M E N T D E L A H A U T E - S A V O I E

PERRIGNIER

REVISION DU POS / ELABORATION DU PLU



Rapport de présentation et d'évaluation environnementale



Certifié conforme, et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 25 janvier 2016, approuvant le PLU de PERRIGNIER.

Le Maire,
Claude MANILLIER.

PIÈCE N°1

- SOMMAIRE -

PREAMBULE	p. 1
1 – La révision du POS valant élaboration du P.L.U. : Pourquoi et Comment ?	p. 1
2 – La place et la portée du P.L.U.	p. 5
3 – Le contenu du P.L.U.	p. 6
4 – Le rapport de présentation et d'évaluation environnementale du P.L.U.	p. 8
1ère PARTIE : DIAGNOSTIC GENERAL	p. 10
0 – Préambule	p. 10
1 – La commune dans son contexte général	p. 11
1.1 Aperçu historique	p. 11
1.2 Le bassin de vie du Chablais	p. 14
1.3 Des territoires qui s'organisent et se fédèrent	p. 15
2 – La population et les logements	p. 17
2.1 Tendances démographiques	p. 17
2.2 Le parc de logements	p. 22
2.3 La consommation spatiale	p. 29
3 – L'emploi et les activités économiques	p. 33
3.1 La population active	p. 33
3.2 Les activités économiques et les emplois	p. 34
3.3 L'étude de positionnement économique	p. 38
3.4 Le diagnostic agricole	p. 41
4 – Le fonctionnement du territoire	p. 50
4.1 Equipements publics et collectifs	p. 50
4.2 Autres réseaux et ouvrages techniques	p. 53
4.3 Transports; déplacements et stationnements	p. 55
4.4 Réseaux sanitaires et déchets	p. 74

2ème PARTIE : ETAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT	p. 76
0 – Préambule	p. 76
1 –Biodiversité et dynamique écologique	p. 77
1.1 Présentation générale : milieux naturels	p. 77
1.2 Zones réglementaires et d'inventaires (<i>voir carte en annexe</i>)	p. 78
1.3 Dynamique écologique (<i>voir carte en annexe</i>)	p. 89
1.4 En résumé	p. 96
1.5 Conclusion	p. 97
2 –Sites, paysages et cadre bâti	p. 98
2.0 Préambule : pourquoi une approche paysagère ?	p. 98
2.1 Le socle : géologie, topographie et hydrographie	p. 100
2.2 Le couvert végétal	p. 102
2.3 Les principales entités territoriales	p. 106
2.4 Les axes majeurs de perception	p. 109
2.5 Le cadre bâti	p. 112
2.6 Un territoire à plusieurs facettes	p. 124
2.7 Conclusion	p. 129
3 – Ressources en eau	p. 137
3.1 Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée	p. 137
3.2 L'alimentation en eau potable (AEP)	p. 139
3.3 Conclusion	p. 140
4 – Assainissement / Eaux pluviales	p. 141
4.1 Assainissement collectif et non collectif	p. 141
4.2 Gestion des eaux pluviales	p. 142
4.3 Conclusion	p. 143

5 – Sols et sous-sols	p. 144
5.1 Etat des lieux sur la commune	p. 144
5.2 Conclusion	p. 144
6 – Energie et gaz à effet de serre	p. 145
6.1 Contexte national et international	p. 145
6.2 Données locales	p. 147
6.3 Conclusion	p. 150
7 – Déchets	p. 151
7.1 Le cadre réglementaire	p. 151
7.2 Les compétences	p. 151
7.3 Conclusion	p. 152
8 – Risques naturels et technologiques	p. 153
8.1 Les risques naturels	p. 153
8.2 Les risques technologiques (et autres nuisances	p. 156
8.3 Conclusion	p. 157
3ème PARTIE :	
EXPOSE DES CHOIX RETENUS ET MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'OCCUPATION DU SOL	p. 158
0 – Préambule	p. 158
1 – Les enjeux dégagés du diagnostic	p. 158
2 – Les motifs des choix du PADD	p. 174
2.1 Justification des orientations du PADD.	p. 174
2.2 Satisfaction du PADD au Code de l'urbanisme (article L 123.1.3)	p. 177

3 – Les traductions réglementaires et la justification des modifications apportées.....	p. 182
3.1 Traductions réglementaires du PADD	p. 182
3.2 Description des zones et motifs des changements apportés	p. 197
3.3 Dispositions graphiques particulières	p. 221
3.4 Les orientations transversales sur l'environnement et le paysage	p. 228
3.5 Synthèse des dispositions réglementaires générales	p. 230
3.6 Dispositions foncières et réglementaires particulières	p. 240
3.7 Informations graphiques complémentaires	p. 243
3.8 Servitudes d'utilité publique et autres annexes.	p. 244
4 – Justification du PLU au regard des besoins et des objectifs de modération de la consommation d'espace	p. 245
4.1 Sur le PADD	p. 245
4.2 Sur la détermination et la répartition des capacités d'accueil	p. 246
4.3 Sur l'équilibre entre les espaces	p. 253
4.4 Sur le phasage de l'urbanisation	p. 253
5 – Justification du PLU au regard de sa compatibilité avec les plans et programmes supra-communaux (et autres prises en compte)	p. 255
5.1 Compatibilité avec le SCOT du Chablais	p. 255
5.2 Compatibilité avec le SDAGE	p. 268
5.3 Prise en compte des autres plans, programmes et documents supra-communaux	p. 269
5.4 Prise en compte des servitudes d'utilité publique	p. 272
4ème PARTIE :	
INTEGRATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET ANALYSE DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	p. 273
1 – Description de la manière dont l'évaluation environnementale a été réalisée	p. 273
2 – Intégration des enjeux environnementaux dans le projet de révision du PLU	p. 276
2.1 Connectivité et dynamique fonctionnelle des systèmes écologiques terrestres et aquatiques	p. 276
2.2 Confortement et lisibilité des enveloppes urbaines, et qualification des marges paysagères	p. 281
2.3 Structuration du territoire et développement de formes urbaines et architecturales en faveur d'une mutation des modes de déplacements et de réduction des consommations énergétiques.	p. 282

3 – Incidences de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et les mesures complémentaires.....	p. 283
3.1 L'extension de la ZAE de Planbois (zone 1AUx)	p. 283
3.2 Le projet de 2x2 voies express MACHILLY-THONON.	p. 287
3.3 Le projet de développement des transports ferroviaires	p. 290

5ème PARTIE :**MESURES DE SUIVI POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLU** **p. 291**

1 – Les indicateurs environnementaux	p. 291
2 – Les indicateurs de suivi de la consommation d'espace	p. 291
3 – Indicateurs de suivi de la production de logements	p. 292

6ème PARTIE : RESUME NON TECHNIQUE **p. 295**

PREAMBULE

1 – La révision du POS valant élaboration du PLU : Pourquoi et comment ?

RAPPEL :

■ Du POS au PLU ...

La commune de PERRIGNIER s'est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols, approuvé le 11 avril 1989.

Il a fait l'objet de plusieurs modifications successives, d'une révision générale approuvée le 5 octobre 1993, et d'une révision simplifiée approuvée le 2 novembre 2009.

Dans "l'esprit" de la Décentralisation, l'existence du POS a permis à la commune d'exercer ses compétences en matière d'urbanisme, avec l'appui des services déconcentrés de l'Etat (DDE, DDAF, DDASS). Pour autant, il est apparu que le POS n'était plus adapté aux diverses évolutions constatées ces dernières années, qu'elles s'expriment en termes de prescriptions législatives et réglementaires ou de besoins pressentis à l'échelle communale, ou intercommunale.

En effet, depuis 1990, de nouvelles lois ont vu le jour (loi sur l'eau et l'assainissement, sur les paysages, sur le renforcement de la protection de l'environnement, loi d'orientation agricole, etc.).

En matière d'urbanisme, la plus importante des évolutions a été impulsée par la loi "Solidarité et Renouvellement Urbain" (dite loi "SRU") du 13 décembre 2000, complétée par la loi "Urbanisme et Habitat" (UH) du 02 juillet 2003.

La loi "SRU" allie pour la première fois, les questions d'urbanisme, de logements et de transports, dans une perspective de développement durable. Elle opère une réforme d'ensemble des documents d'urbanisme existants en remplaçant (notamment) le POS par le Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Plus récemment, deux textes ont fait évoluer de manière significative la politique d'aménagement du territoire, notamment sur les questions de prise

en compte de l'environnement au sens large, de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers, du logement, de la mobilité de demain, ou encore des économies d'énergies.

- La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite loi "ENE" ou "Grenelle 2", et ses décrets d'application.
- La loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové, dite loi "ALUR".

La commune de PERRIGNIER s'était dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 5 décembre 2011, et objet d'une délibération modificative du 6 février 2012.

Mais ce document a été annulé par le Tribunal administratif de Grenoble, dans sa décision du 30 janvier 2014.

Les conséquences de cette annulation ont été les suivantes :

- C'est le document d'urbanisme antérieur qui est redevenu opposable, c'est-à-dire le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 11 avril 1989 et révisé le 5 octobre 1993 (plusieurs fois modifié et objet d'une révision simplifiée approuvée en 2009).
- La procédure de révision du PLU, qui avait été engagée le 2 juillet 2012 (avec un projet de PLU arrêté le 6 mai 2013) s'est trouvée dépourvue de base légale, puisqu'elle visait à faire évoluer un document qui n'a plus de vie juridique.

Au regard du rôle attendu de PERRIGNIER dans la construction de l'armature urbaine du SCOT du Chablais, ainsi que du Projet d'Agglomération franco-valdo-genevois, des projets d'aménagement en gestation, certains d'échelle communale comme le confortement du centre bourg de Perrignier, mais d'autres de portée intercommunale comme le développement du parc d'activités économiques de Planbois, le confortement du pôle-gare et le projet de voie express Machilly-Thonon, il est apparu essentiel que ces orientations et ces projets s'inscrivent dans un contexte juridique actualisé, afin de sécuriser leur mise en œuvre compte-tenu des enjeux économiques qu'ils sous-tendent.

Une révision du POS valant élaboration du PLU est donc nécessaire, et a été prescrite par délibération en date du 5 mai 2014.

Cette délibération a précisé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec la population.

■ Les objectifs poursuivis ...

- Au regard du cadre légal applicable aux documents d'urbanisme, il s'agit tout à la fois, de :
- Prendre en compte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, notamment, adapter le document d'urbanisme aux lois SRU, ENE et ALUR susmentionnées, dans un nouveau cadre formel et procédural.

Cette prise en compte implique d'intégrer les préoccupations du développement durable qui doivent être aujourd'hui au cœur des préoccupations d'aménagement du territoire et donc du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune, notamment au regard de la nécessaire modération de la consommation de l'espace, des enjeux de la mobilité de demain en œuvrant pour le développement des transports collectifs à différentes échelles et le développement des mobilités douces sur le territoire communal, des économies d'énergie et de la mise en œuvre des énergies renouvelables, de la préservation de la biodiversité et des fonctionnalités écologiques ainsi que de l'accès de tous à un logement digne et abordable.

- Assurer la cohérence et la mise en compatibilité avec les orientations du SCOT du Chablais approuvé le 23 février 2012 en matière :
 - d'armature urbaine et de densification, en mettant en œuvre le rôle de PERRIGNIER comme «pôle secondaire» (bourg-centre), en lien direct avec les infrastructures et les centralités définies par le SCOT, et en déclinant les incidences en termes de croissance démographique, d'équipements et de développement commercial ;
 - de déplacements au sein et via le Chablais ;
 - d'équilibres agro-environnementaux urbains et paysagers ;
 - de gestion de la ressource en eau, de l'exploitation du sous-sol et des risques et nuisances ;
 - d'équilibre social de l'habitat ;
 - de développement économique.
- Assurer la compatibilité juridique du PLU avec d'autres plans et programmes tels que le PLH des Collines du Léman, et la prise en compte d'autres documents supracommunaux (intercommunaux, départementaux, régionaux) et des servitudes d'utilité publique applicables au territoire communal.
- Au regard du contexte territorial (communal et intercommunal), il s'agit tout à la fois, de :
- Participer au maintien et à la création d'emplois au service de la population locale, comme de l'ensemble du bassin de vie du Chablais, impliquant notamment de :
 - conforter le secteur économique de Planbois et associer son développement aux projets d'infrastructures routière et ferroviaire impactant le site en termes d'espace, de fonctionnement et d'image. Sur ce point, il conviendra de soutenir et accompagner le projet d'un nouveau parc d'activités intercommunal de Planbois ouest pour environ 16 ha, dans le cadre d'une approche environnementale de l'urbanisme ;
 - favoriser le maintien, voire l'installation des activités artisanales et de services de proximité au cœur de nos principaux lieux de vie, notamment au centre bourg ;

- Garantir les conditions de pérennité de l'activité agricole sur la commune et permettre sa diversification. Sur ce point, il conviendra de garantir le bon fonctionnement, voire le développement des exploitations agricoles, par la préservation de leurs "outils" de production (bâtiments et terres) et un développement urbain moins consommateur d'espace. Il conviendra également de reconnaître et gérer la spécificité du centre d'élevage et d'entraînement équin du domaine de l'abbaye ;
- Favoriser le développement du tourisme "vert" et "culturel" ainsi que des activités de "pleine nature", en complémentarité avec l'activité agricole et en compatibilité avec les sensibilités de l'environnement naturel. Sur ce point, il conviendra de soutenir l'accueil en milieu rural, "à la ferme" ou "chez l'habitant", la promotion des produits du terroir, la mise en valeur du patrimoine historique et rural, le développement des activités sportives et de loisirs de plein air.
- Conforter et structurer le centre-bourg de PERRIGNIER et renforcer son positionnement dans l'armature urbaine du Chablais, impliquant notamment de renforcer la centralité et le cadre villageois du chef-lieu en tant que lieu préférentiel de vie collective et de développement urbain structuré.

Sur ce point, et en corollaire, il s'agit de favoriser un recentrage de l'urbanisation et un "épaississement" du tissu urbain de part et d'autre de la RD 903 et de la rue des Varchères, développer une politique foncière d'accompagnement en faveur d'une mixité sociale de l'habitat, poursuivre une politique d'équipements et de confortement de l'armature des espaces publics et collectifs, maintenir et renforcer les fonctions économiques du centre-bourg. A titre secondaire, il s'agit de prévoir le confortement et l'extension maîtrisée du hameau de Brécorens (hameau le plus important de la commune). Et, en dernier lieu, d'opter pour une évolution plus modérée et mieux encadrée des autres "lieux de vie" de la commune.

- Valoriser et dynamiser notre cadre de vie et de travail, impliquant notamment de :
 - Préserver et valoriser une armature agro-environnementale, dans l'optique d'une gestion durable de notre territoire communal, devant concilier le maintien de la biodiversité et des

fonctionnalités écologiques, une exploitation agricole et forestière raisonnées, l'ouverture au public à des fins touristiques, éducatives, de loisirs ou de détente, dans des conditions de fréquentation "respectueuses", et en limitant les risques de conflits d'usages ;

- Maintenir, voire renforcer les fonctionnalités écologiques présentes sur notre commune en lien avec les territoires voisins, en s'appuyant notamment sur le réseau hydrographique, la couverture boisée la plus significative, les marais et zones humides reconnues d'intérêt écologique, ou encore certains espaces agricoles en lien avec les espaces naturels ;
- Mieux encadrer le développement de l'urbanisation en tenant compte des diverses contraintes et sensibilités reconnues, qu'elles soient agricoles, environnementales, paysagères et visuelles. Sur ce point, il conviendra en priorité d'optimiser l'enveloppe urbaine existante pour les besoins de développement de l'habitat ;
- Développer un habitat de qualité au sein d'une armature d'espaces publics et collectifs renforcée et valorisée ;
- Améliorer le cadre architectural et paysagé des zones activités ;
- Prévenir et limiter les sources de risques et de nuisances sur notre santé et sur nos milieux: risques naturels (mouvements de terrains, inondations, ...), risques et nuisances induits par le trafic routier, risques sanitaires, risques industriels et technologiques (canalisation de gaz principalement).
- Contribuer à l'amélioration et à la diversification des modes de déplacements et des transports sur notre commune et à l'échelle du Chablais :

- Soutenir la réalisation des projets routiers et ferroviaires inscrits ou pris en considération dans le SCOT du Chablais, et préserver leur faisabilité (voie nouvelle MACHILLY-THONON à statut de voie express, plateforme ferroviaire de fret de marchandises indissociable du projet routier, amélioration de l'offre ferroviaire liée au projet CEVA, modernisation de la ligne et de la gare ainsi que de son accessibilité ;
- Anticiper et intégrer les incidences prévisibles de ces nouvelles infrastructures sur : les fonctionnalités écologiques (espaces naturels et corridors majeurs) en cohérence avec l'étude d'impact réalisée sur le projet routier, le fonctionnement circulatorio de la commune: réseau viaire (communal et départemental), et carrefours réseau ferré, et en particulier les passages à niveau ;
- Faciliter la mobilité «virtuelle», c'est-à-dire le déploiement et l'accès aux réseaux et aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

LA CONCERTATION AVEC LA POPULATION.

Conformément aux articles L.123-6 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme la commune de PERRIGNIER a mis en œuvre un certain nombre de **moyens pour la concertation avec la population** :

- **Mise à disposition du public**, en mairie (aux jours et heures habituels d'ouverture) :
 - D'un registre de concertation destiné à recueillir les observations du public pendant toute la durée de la concertation.
 - D'un recueil de documents d'information sur la révision du PLU (communications de l'Etat, éléments de diagnostic, comptes rendus de réunions, PADD), alimenté au fur et à mesure de l'avancement des études et de la procédure.
- **Diffusion d'une lettre d'information** de la population sur le PADD et l'avant-projet de PLU.

- **Organisation d'une réunion publique** d'information et d'échanges avec la population sur l'avant-projet de PLU :
L'avis de cette réunion a été publié dans la presse et sur les lieux d'affichage officiels municipaux.



Les remarques recueillies par ces différents moyens ont été analysées dans le cadre de l'établissement du bilan de la concertation.

Ce bilan a été présenté par le Maire au Conseil Municipal, qui en a tiré un bilan globalement positif, préalablement à l'arrêt du projet de PLU.

LE DEBAT SUR LE PADD.

Conformément à l'article L 123.9 du Code de l'urbanisme, le Conseil Municipal de PERRIGNIER a débattu sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) en séance publique du 15 juillet 2014.

Ce PADD s'articule toujours autour de 4 axes majeurs, déclinés en orientations et objectifs de mise en oeuvre :

- I. Participer au maintien et à la création d'emplois, au service de la population locale, comme de l'ensemble du bassin de vie du Chablais.
- II. Conforter / structurer le centre-bourg de Perrignier, et renforcer son positionnement dans l'armature urbaine du Chablais.
- III. Valoriser et dynamiser notre cadre de vie et de travail.
- IV. Contribuer à l'amélioration et à la diversification des déplacements (dans tous leurs modes).

L'ARRÊT DU PROJET DE PLU.

Le projet de P.L.U. a été arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 23 février 2015.

Le dossier a été transmis pour avis aux personnes publiques associées, ainsi qu'à celles ayant demandé à être consultées, pour avis à émettre dans un délai de trois mois, suivant la réception du dossier de PLU.

LES CONSULTATIONS ET L'ENQUÊTE PUBLIQUE.

- Suite à l'arrêt du projet de P.L.U. par délibération du Conseil Municipal en date du 23 février 2015, le dossier a été transmis pour avis aux personnes publiques associées, ainsi qu'à celles ayant demandé à être consultées.
Ces personnes publiques ont transmis leur avis dans un délai de trois mois ; avis qui ont été annexés au dossier d'enquête publique.
- L'enquête publique sur le projet de P.L.U. s'est déroulée du 22 juin 2015 au 31 juillet 2015 inclus.
- Le projet de P.L.U. a fait l'objet d'un rapport et de conclusions motivées favorables du Commissaire Enquêteur (le 29 août 2015).

2 – La place et la portée du PLU

La loi "SRU", complétée par le décret n°2001 260 du 27 mars 2001, puis par la loi "UH" du 02 juillet 2003, et la loi "ENE" n° 2010-788 du 12 juillet 2010, a créé avec le PLU, un document fédérateur de l'ensemble des règles

- Le PLU est l'outil principal de définition et de mise en œuvre, à l'échelle communale, des politiques urbaines : il constitue un cadre de cohérence pour les différentes actions et opérations d'aménagement souhaitées par la collectivité dans le respect des principes définis par la loi.
- Le PLU précise le droit des sols et permet d'exprimer le projet de la commune sur l'intégralité de son territoire.
Il peut intégrer dans une présentation d'ensemble, tous les projets d'aménagement intéressant les communes, notamment les zones d'aménagement concerté (ZAC).
Il peut également exposer les actions et opérations envisagées en matière d'espaces publics, de transport, de paysage, d'environnement et de renouvellement urbain.
- Véritable plan d'urbanisme, le PLU est un document à la fois stratégique et opérationnel, énonçant des règles à court terme inscrites dans une vision prospective à moyen terme.
- Il se distingue des POS en privilégiant la prise en compte globale des enjeux et le projet urbain par rapport à une vision uniquement réglementaire.
- Plus lisible pour les citoyens, il facilite la concertation.

Le PLU est donc un document plus global, plus complet et plus opérationnel que ne l'était le POS.

Le PLU s'inscrit à la base d'une hiérarchie de normes, de principes et d'orientations de nature supra communale :

Il doit respecter les principes légaux fixés par le Code de l'Urbanisme : ces principes, qui sont énoncés dans les articles L.110 et L.121-1 du Code de l'urbanisme, s'imposent à l'Etat comme à toutes les collectivités territoriales.

- **L'article L110 du Code de l'Urbanisme** définit le territoire français comme le patrimoine commun de la nation, que les collectivités doivent gérer et garantir dans le cadre de leurs compétences.
Il demande également aux collectivités publiques d'harmoniser leurs prévisions et décisions en matière d'utilisation de l'espace, définit le principe de gestion économe des sols, dans plusieurs objectifs :
 - Aménager le cadre de vie,
 - Assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources,
 - Gérer le sol de façon économe,
 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre, réduire les consommations d'énergie et économiser les ressources fossiles,
 - Assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques,
 - Promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales,
 - Rationaliser la demande de déplacements.

De plus, l'action des collectivités publiques doit contribuer à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement.

- **L'article L 121-1 du Code de l'Urbanisme, modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014**, définit des principes qui précisent en matière d'urbanisme la notion de développement durable :
 - Assurer l'équilibre entre :
 - a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
 - b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
 - c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

- d) Les besoins en matière de mobilité.
- Assurer la qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville.
- Assurer la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
- Assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Le PLU doit respecter les orientations définies par les documents supra communaux, dans les conditions définies par les articles L 111-1-1 et L 123-1-9 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, le PLU doit-il être compatible avec les documents suivants :

- Le schéma de Cohérence Territoriale du Chablais (SCoT, approuvé le 23 février 2012) : le PLU doit être compatible avec les orientations définies par celui-ci, sans que la commune ait à vérifier la compatibilité avec la directive territoriale d'aménagement (DTA), si elle existe.
- Le Programme Local de l'Habitat (PLH, adopté le 12 décembre 2011) des Collines du Léman, établi pour une période de 6 ans.

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), du bassin Rhône-Méditerranée-Corse, adopté le 17 décembre 2009.

La commune de PERRIGNIER n'est couverte par aucun autre plan ou programme de rang supérieur juridiquement (tel qu'un Plan de Déplacement Urbain : PDU).

En outre, le PLU doit prendre en compte :

- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE° approuvé le 19 juin 2014.
- Les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national (article L121-2 du Code de l'urbanisme), s'ils existent;

3 – Le contenu du PLU

Depuis l'entrée en vigueur de la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Renouveau (dite loi "ALUR") du 24 mars 2014, les références au Code de l'urbanisme affichées dans le présent rapport, sont celles applicables à la date d'arrêt du projet de PLU (pour ce qui concerne la partie législative et dans l'attente des décrets d'application modificatifs de la partie réglementaire).

Le PLU de PERRIGNIER, se présente donc sous une forme "grenellisée" et "alourdie".

■ **Article L. 123-1-I :**

"Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes. Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques [...]".

■ Article R. 123-1 :

"Le plan local d'urbanisme comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation, dans les conditions prévues à l'article L. 123-1-4, un règlement, et le cas échéant, le ou les plans de secteurs prévus par l'article L. 123-1-1-1".

*Chacun de ces documents peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. [...].
Le plan local d'urbanisme est accompagné d'annexes".*

4 – Le rapport de présentation et d'évaluation environnementale du PLU

■ Article L. 123-1-2 :

"Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme.

Il justifie les objectifs compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques".

■ Article R. 123-2 :

"Le rapport de présentation :

- 1° Expose le diagnostic prévu au 1^{er} alinéa de l'article L. 123-1 ;
- 2° Analyse l'état initial de l'environnement ; présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifie les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard, notamment, des objectifs fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale, et des dynamiques économiques et démographiques ;
- 3° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et, le cas échéant, les orientations d'aménagement et de programmation ; il expose les motifs de la délimitation des zones, des orientations d'aménagement et de programmation [...], des règles qui y sont applicables, notamment au regard des objectifs et orientations du projet d'aménagement et de développement durables. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;
- 4° Evalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur ;
- 5° Précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L. 123-12-1".

En cas de modification, de révision ou de mise en compatibilité dans les cas prévus aux articles R. 123-23-1, R. 123-23-2, R. 123-23-3 et R. 123-23-4, il est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

■ Article R. 123-2-1 (modifié par décret du 14/02/2013) :

Comme c'est le cas pour PERRIGNIER ...

"Lorsque le PLU doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L. 121-10 et suivants, le rapport de présentation :

- 1° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-1-2 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;
- 2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
- 3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 214-18 à R. 214-22 (1) du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 ;
- 4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan..
Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement [...] ;

- 5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement
- 6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L. 123-12-2. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- 7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée".

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En cas de modification, de révision ou de mise en compatibilité, il est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

Il peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

Le rapport de présentation constitue donc à la fois, le document explicatif de l'analyse du territoire et de la politique d'aménagement retenue, et le relais explicatif entre d'une part le projet communal (PADD), et d'autre part les dispositions réglementaires mises en œuvre.

Il explique comment les grands objectifs du projet communal peuvent être déclinés en dispositions dans les différentes pièces constitutives du règlement écrit et graphique, ainsi que dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Mais, s'il représente une pièce essentielle et obligatoire du dossier de PLU, le rapport de présentation n'est pas un document opposable, contrairement au règlement et à ses documents graphiques.

1^{ère} PARTIE : DIAGNOSTIC

0 – Préambule : les multiples dimensions du diagnostic.

- **Sans diagnostic, pas de projet : de la qualité du diagnostic dépend la qualité du débat et la possibilité pour les élus de construire et de justifier leurs choix.**
- **Une démarche contextuelle et globale, évaluant le territoire dans ses multiples composants :**
 - Quantitatifs et statistiques : démographie, économie et emploi, fonctionnement (équipements, voirie, réseaux).
 - Qualitatifs et spatiaux : cadre physique, paysage et perceptions, cadre bâti, milieux naturels, risques et nuisances, ...
- **Les échelles d'évaluation : pour une vision plus élargie :**
 - Dans le temps : observer et analyser les mutations anciennes et récentes pour mieux prévoir ou influencer sur les mutations à venir.
 - Dans l'espace : intégrer les échelles les plus pertinentes (intercommunales, voire transfrontalières) pour l'analyse de certains thèmes (ex : emplois et logements).
- **Vers une "expertise" du diagnostic, avec :**
 - Le respect des principes de précaution et de rigueur méthodologique, comme composants essentiels d'une démarche qualitative.
 - Des thèmes abordés de plus en plus complexes et pointus, nécessitant le recours à des techniciens spécialisés.
- **Pour être "utile", le diagnostic s'est voulu à la fois pédagogique, partagé et "approprié" :**
 - Objectif et réaliste, mais respectant une certaine neutralité dans l'analyse des différents besoins et intérêts en présence (et donc des enjeux).
 - Compréhensible par tous, permettant aux acteurs de la concertation, et notamment aux habitants d'avoir un même niveau de référence, de partager cette connaissance du territoire.
 - Ayant constitué un véritable socle de la concertation, objet de présentations, de communication et de débats.
 - Et qui a débouché sur une vision commune des perspectives d'avenir et des enjeux, qui ont inspiré les choix d'aménagement et de développement durable.

Le diagnostic exposé dans le présent rapport n'a pas vocation à présenter une monographie de la commune, ni à l'exhaustivité des données disponibles (et notamment des données chiffrées) dont certaines sont difficilement actualisables pour les années les plus récentes.

Il a pour finalité essentielle de dégager les enjeux d'aménagement, de développement et de protection, qui sont du ressort d'un document d'urbanisme local tel que le PLU.

1 – La commune dans son contexte général

1.1. aperçu historique.

SOURCE : Histoire des communes savoyardes : le Chablais, Henri BAUD et Jean-Yves MARIOTTE.

1.1.1 – Les paroisses :

Jusqu'au XVI^e siècle, Perrignier et Brécœrens formèrent deux paroisses distinctes.

Depuis Innocent IV, pape de 1243 à 1254, celle de Perrignier dont l'église invoque le patronage de Saint Loup et de Saint Sylvestre, dépend matériellement et spirituellement de l'abbaye de Filly et c'est le plus souvent un chanoine de ce monastère qui en est le curé (1^{ère} mention en 1272).

En 1356, la paroisse a 39 feux. Son revenu est modeste et à la fin du XV^e siècle, ses ressources en font une des plus pauvres du Chablais. Sa population est tombée à 28 feux, après avoir décliné jusqu'à 20 feux en 1412. Brécœrens dépend de l'abbaye du Lieu. Elle invoque pour patron Saint Nicolas et sa population varie de 10 feux en 1356 à 8 feux en 1412 et 1518.

Par contre, son revenu est plus important que celui de sa voisine. L'ensemble des hameaux dépend de la châtellenie d'Allinges-Neuf, sauf trois feux qui ressortent avant 1355 à celle d'Allinges-Vieux.

Au XIV^e siècle, la condition des habitants paraît avoir été des plus misérables. En 1373, la moitié de la population est réduite à la mendicité. Une des causes de cette pauvreté est sans doute le poids excessif des multiples redevances perçues notamment par les communautés religieuses.

Un exemple paraît significatif.

Lors de la Visite Pastorale de 1413, le curé de Brécœrens fut accusé par ses paroissiens de montrer beaucoup de négligence dans l'exercice du culte divin et surtout d'avoir aliéné de façon définitive des propriétés appartenant à l'église, au préjudice de cette même église. Or, les moniales du Lieu, dont le couvent, il est vrai, montrait beaucoup de relâchement, firent l'éloge du curé. Quant à l'abbaye de Filly, elle possédait les cinq-sixièmes de la dîme, le moulin de la Rochette, de nombreux pâturages en montagne ainsi que l'eau du Redon venant de Draillant et allant actionner son moulin de Jussy.

Enfin, des terres appartenaient à une petite noblesse locale, de Perrignier même ou des environs, tels les nobles de Brécœrens et de Cervens. Il est difficile d'évaluer quelle était alors la proportion des terres incultes par rapport aux surfaces cultivées, mais les lieux dits teppes ou tattes sont restés nombreux. En 1759, encore, broussailles, marais et mauvaises terres correspondaient au tiers des champs cultivés et à l'équivalent des prés. Quelques vignes étaient situées sur les versants les mieux exposés, notamment à Brécœrens, et sans doute cultivées en huttes.

Le vin de Perrignier servait surtout à couper les vins plus corsés.

Enfin, le territoire comportait encore des biens communaux, bois et pâturages appartenant collectivement soit aux communiens du chef-lieu, soit à ceux des différents hameaux, qui élaient pour les gérer, des syndics et conseillers.

En 1400, le comte de Savoie avait accensé à certains habitants le droit d'affouage dans les bois des Moises, moyennant une légère redevance annuelle et un droit d'introge (taxe perçue à l'entrée en possession).

Une tuilière existait déjà à l'époque romaine à la limite de Brécœrens et de Perrignier; puis il faut attendre le XVII^e siècle pour retrouver la fabrication des tuiles. La tuilière appartient alors à la communauté de Brécœrens qui devant les difficultés d'exploitation la donne à bail aux chanoines de Montjoux. Ceux-ci l'exploitent jusqu'au début du XVIII^e siècle.

Elle connut ensuite des fortunes diverses.

1.1.2 – La Maladière :

La Maladière de Monthoux aménagée dans la colline dominant Mésinges et comportant sa propre chapelle, eut une part importante dans l'histoire de Perrignier. En 1443, le recteur en est le curé de cette paroisse et en 1520, c'est le vicaire, originaire de Brécœrens qui y fait office de chapelain.

1.1.3 – Le XVI^e ème siècle et les temps modernes :

L'occupation bernoise de 1536 apporta de profondes transformations tant sur le plan féodal que sur le plan paroissial.

Les biens de l'abbaye de Filly y compris les hommes qui en dépendent, sont cédés à Ne François d'Allinges-Coudrée qui a embrassé la Réforme. La

paroisse de Brécœrens cesse en fait d'exister et Perrignier est desservi par un pasteur qui a également juridiction sur Cervens.

Après la conversion du Chablais par Saint François de Sales, le culte catholique est officiellement rétabli le 25 octobre 1600, mais l'église de Brécœrens devient une simple chapelle. Mariages et baptêmes n'y seront plus célébrés, mais l'évêque, lors de sa visite pastorale, continuera à venir l'inspecter jusqu'en 1718, et le cimetière qui l'entoure recevra les défunts jusqu'au XXe siècle.

Le curé de Perrignier est pourtant tenu de dire à Brécœrens une messe par semaine ainsi qu'à la fête de saint Nicolas (6 décembre).

A la fin du XVIe siècle, l'état des bâtiments du culte est d'ailleurs déplorable et le restera de nombreuses années puisqu'en 1624 à Perrignier église et clocher sont très délabrés tant les murailles que bâtiments de bois.

A Brécœrens il n'y a que le chœur, la nef étant réduite en mesure dans laquelle il y a près de la porte, une pièce de fonts baptismaux.

Au siècle dernier, l'église se trouva très insuffisante devant l'accroissement de la population qui culmine en 1848 à 816 habitants.

Son entretien était en outre très onéreux.

Aussi, une nouvelle église fut-elle édifiée de 1848 à 1851, sur un emplacement différent de la précédente.

Le montant des travaux dépassa 40000 livres auxquelles il faut ajouter l'achat des cloches (1865), la construction du clocher en 1868 (14737L.) et la clôture du cimetière.

L'autel en marbre fut exécuté par le sculpteur Jotterand de Lyon.



A moment de l'Annexion de la Savoie à la France (1861), PERRIGNIER comptait 668 habitants, et environ 100 ans plus tard (1962), 1007 habitants ; effectif qui a diminué dans les années 60 (avec 954 habitants recensés en 1954).

1.1.4 – L'abbaye du Lieu :

Notre-Dame du Lieu, prieuré de moniales cisterciennes fondé en 1150 fut élevé au rang d'abbaye sans doute à la fin du XIIIe siècle.

Elle fut subordonnée pour la direction spirituelle et matérielle d'abord à l'abbé d'Aulps de 1150 à 1443 puis à celui de Tamié, jusqu'à sa disparition en 1538. Objet des libéralités des seigneurs locaux puis des princes de la Maison de Savoie, notamment d'Amédée VIII et de son épouse Marie de Bourgogne, ses ressources devinrent importantes. Accueillant surtout des jeunes filles nobles, elle connut très vite un relâchement des murs monastiques et il s'y introduisit une certaine vie mondaine qui obligea le chapitre général en 1472 à rappeler les moniales à l'ordre, leur prescrivant de revenir à des usages vestimentaires plus simples.

C'est de l'abbaye que dépendait, nous l'avons vu, la désignation du curé de Brécœrens, qui était le chapelain du monastère. L'occupation du Chablais par les Bernois lui fut fatale. Une partie des bâtiments fut fortement endommagée et Ne François d'Allinges obtint que lui soient attribués sous certaines réserves les fiefs et domaines directs affectés au monastère.

L'église dont il reste actuellement la presque totalité, quoique dans un état de délabrement très avancé, fut construite au XIIe siècle, puis exhauscée au XVe siècle en même temps qu'on y ouvrait, dans la façade nord, trois hautes fenêtres ogivales. Le portail ouvert sur la façade ouest est en partie du XIIe siècle, en partie du XVe siècle, notamment la console en molasse placée sur le tympan, qui est orné de trois petits personnages en costume bourgeois du XVe siècle.

La rosace est également de cette époque et a probablement remplacé un oculus plus modeste.

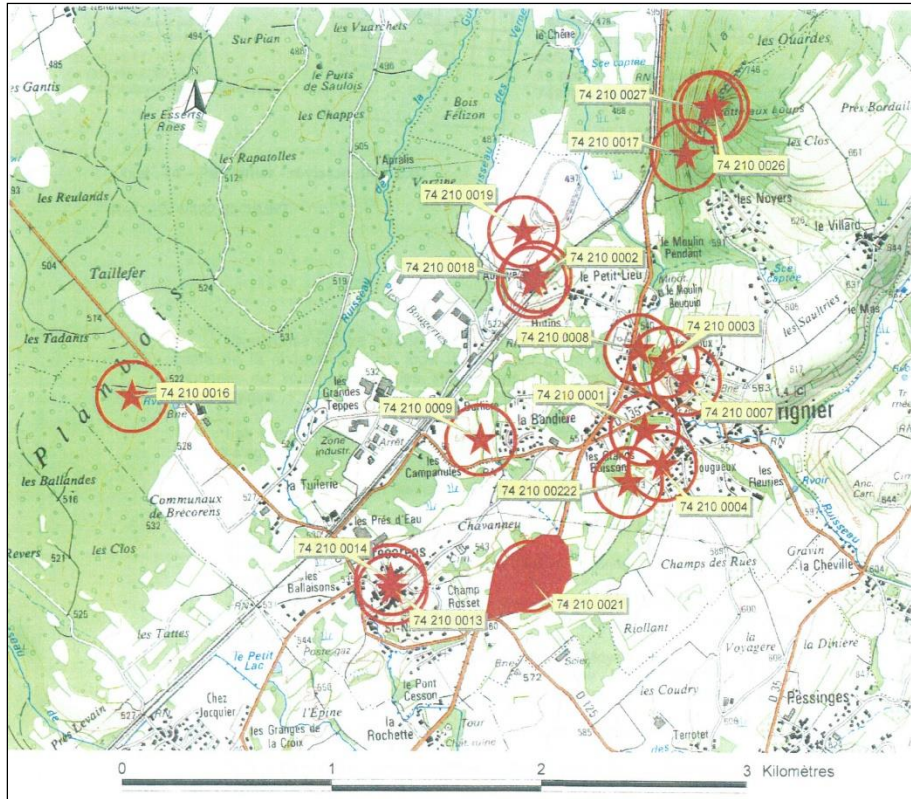
Il ne reste à peu près rien des bâtiments conventuels.

Quelques ruines adossées à la façade méridionale du chœur abritaient vraisemblablement la salle du chapitre.



1.1.5 – Les sites archéologiques recensés :

Bien qu'ayant laissé peu de traces visibles, leur présence (plus d'une quinzaine de sites), atteste de l'ancienneté d'occupation des lieux, à l'époque gallo-romaine, et surtout au Moyen-Âge.



SOURCE : Direction régionale des affaires culturelles Rhône-Alpes, Service régional de l'archéologie.

Les dispositions relatives à la protection du patrimoine archéologique et à sa prise en compte dans les opérations d'urbanisme peuvent être mise en œuvre par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme (article R 111-4 du Code de l'urbanisme, livre V du Code du patrimoine).

- 74 210 0001 / ancien lieu-dit "Crêt-Marchand" / coffre funéraire / Haut Moyen Âge ?
- 74 210 0002 / Lieu / L'abbaye / église / grange dimière / Moyen Âge classique - Époque moderne
- 74 210 0003 / Perny ou Crêt à Perny (lieu-dit inconnu) / tumulus ? / Époque indéterminée
- 74 210 0004 / Hameau de Fougueux / maison forte / Bas Moyen Âge
- 74 210 0007 / Saint-Loup et Saint-Etienne / Chef-lieu / église / Bas Moyen Âge - Époque moderne
- 74 210 0008 / Moulin Bastian / moulin à eau / Bas Moyen Âge
- 74 210 0009 / Tour du Coucou / Venay / Moyen Âge - Période récente ? / tour
- 74 210 0013 / Saint-Nicolas / Hameau de Brecorens / église / Moyen Âge - Période récente
- 74 210 0014 / La Tour de Brecorens / Hameau de Brecorens / maison forte ? / Moyen Âge
- 74 210 0016 / Les Pierres des Prés Cornus / Dans la forêt de Plambois / Époque indéterminée / bloc gravé
- 74 210 0017 / Pierre du Dîner et Pierre Gianola / La Maladière / Époque indéterminée / bloc gravé
- 74 210 0018 / Lieu / L'abbaye / prieuré / monastère / Moyen Âge classique - Époque moderne
- 74 210 0019 / Pierre de L'Abbaye / Époque indéterminée / bloc gravé
- 74 210 0021 / Ancien village de Brecorens / Château Folliet / village ? / Moyen Âge ?
- 74 210 0022 / Les Chainettes / aménagement du terrain / Moyen Âge ?
- 74 210 0026 / Grotte / La Maladière / léproserie ? / chapelle ? / Moyen Âge ?
- 74 210 0027 / La Grotte aux Loups / Mont de la Maladière / carrière de meules / Bas Moyen Âge

1.1.6 – L'association Perrignier / Drailant :

La commune voisine de Drailant a été réunie à PERRIGNIER par arrêté préfectoral du 29 novembre 1973.
L'ensemble recensé en 1975 est alors de 1 067 habitants (dont 293 à Drailant), et de 1 400 en 1982 (dont environ 310 à Drailant).
Mais depuis mars 2001, Drailant est désassociée de PERRIGNIER.

A noter : jusqu'en 1999, les recensements généraux de l'INSEE intégraient donc la commune de Drailant ; avant cette date, les statistiques démographiques officielles ne permettent pas de dissocier les deux communes.

1.2. Le bassin de vie DU CHABLAIS :

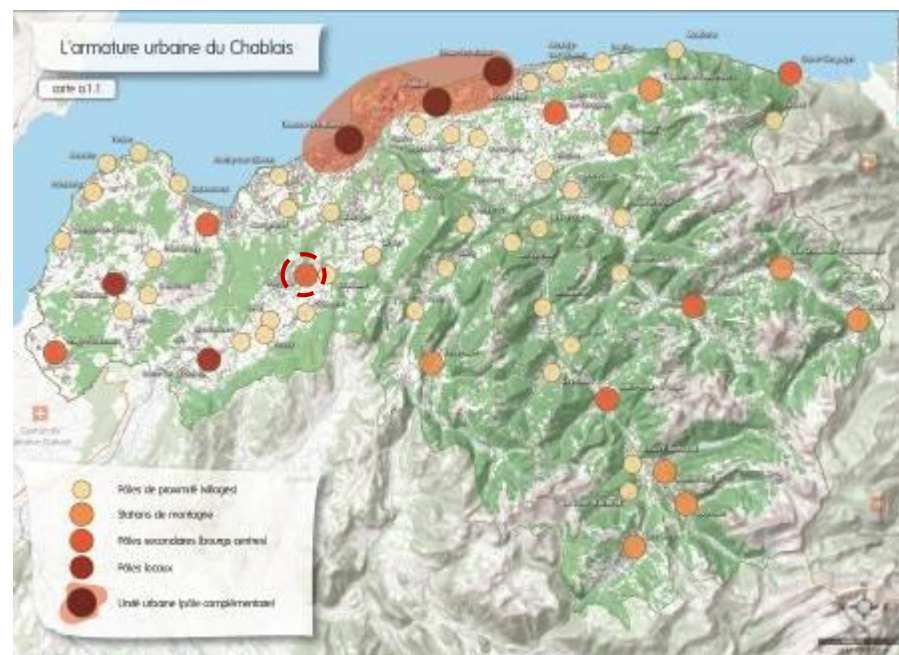
PERRIGNIER appartient au territoire du Chablais, un bassin de vie en forte évolution, attractif de par la qualité du site et son dynamisme économique. Le Chablais (62 communes) accueillait en 2013, près de 134 000 habitants, sur 871 km², soit :

- Environ 17,5 % de la population du département.
- Une densité d'environ 158 habitants au km², mais très inégalement répartie sur le territoire.
- Environ 27 800 habitants supplémentaires entre 1999 et 2013.
- Une croissance moyenne annuelle de 1,68 % durant cette période.



Mais le développement du Chablais doit s'organiser dans un espace limité et contraint (entre lac et montagnes), donc rare, générant de fortes pressions foncières, parfois des conflits d'usage et impliquant une communauté d'intérêts dans l'aménagement de ce territoire.

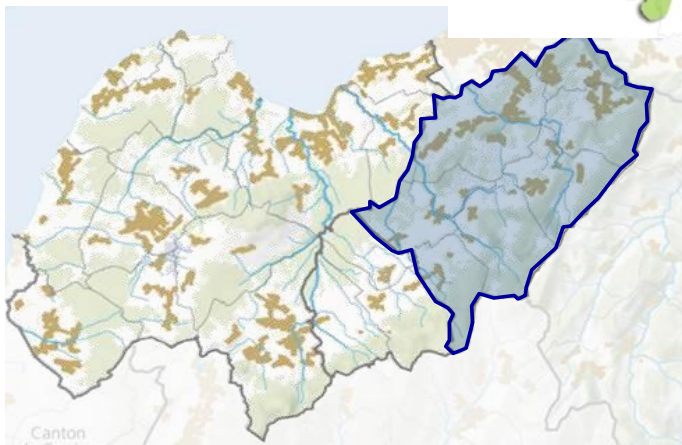
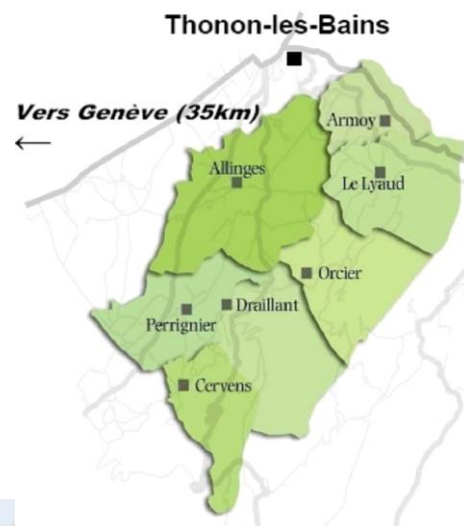
PERRIGNIER occupe la position de bourg-centre au sein de l'armature urbaine du Chablais, zone d'influence des villes de Thonon et Evian, impliquant un rôle de proximité et de centralité secondaire, des possibilités mais aussi certaines "obligations".



SOURCE cartographique : SIAC.

1.3. Des territoires qui s'organisent et se fédèrent :

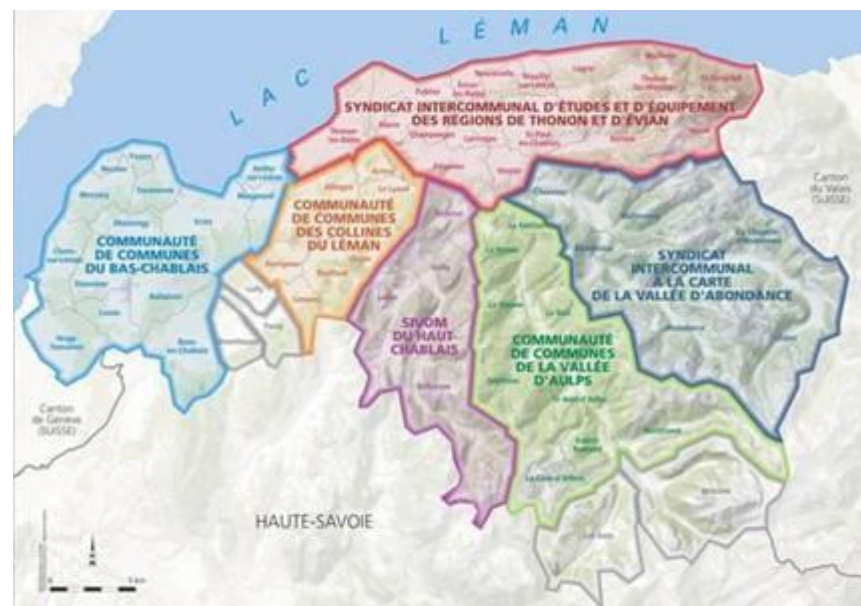
Depuis 2004, PERRIGNIER est membre de la Communauté de Communes des Collines du Léman (qui a succédé au Syndicat Intercommunal du Pays de la Côte et du Redon) regroupant 7 communes et 11 237 habitants en 2013 (soit environ 2 900 habitants supplémentaires depuis 1999), soit environ 8,4 % de la population chablaisienne.



La CCCL possède des compétences notamment en termes d'aménagement de l'espace, de développement économique, de gestion des équipements, d'habitat (PLH, OPAH), de transports, d'assainissement ... En 2014, cet EPCI s'est dotée de la compétence d'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Depuis 2003 PERRIGNIER est aussi membre, du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), fédérant 62 communes (6 EPCI + 5 communes seules) et ayant en charge, notamment :

- L'application du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé le 23 février 2012 (avec lequel le PLU doit être compatible), et en cours de révision.
- La mise en œuvre du Contrat de Développement Durable (CDDRA) du Chablais avec la Région Rhône-Alpes ;
- Toutes actions, y compris touristiques, liées au Géopark du Chablais.
- La participation à la concertation et à l'élaboration du schéma multimodal de déplacements et de transports et la participation à la réalisation des infrastructures routières nécessaires au désenclavement du Chablais.



SOURCE cartographique : SIAC.

Le SIAC a récemment élargi ses compétences, qui ont été actées par l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2014.

Enfin, depuis 2002, les EPCI français limitrophes du Canton de Genève, dont la CCCL, se sont regroupés sous le sigle de l'ARC (Assemblée Régionale de Coopération, Syndicat mixte), afin de répondre à l'initiative du Canton de Genève pour la réalisation d'un Projet d'Agglomération commun, et ainsi peser davantage dans les décisions les concernant, en particulier sur le plan transfrontalier.

Les objectifs de l'ARC sont de :

- Coordonner l'action et la réflexion de ses adhérents qui ont à traiter au sein des instances politiques françaises et transfrontalières des sujets liés à l'aménagement et au développement du territoire français.
- Organiser des rencontres contribuant à une meilleure prise en compte des thématiques pour tous les acteurs du territoire.
- Recueillir, synthétiser et diffuser l'ensemble des informations nécessaires pour une appropriation par les responsables politiques des enjeux de développement du territoire.

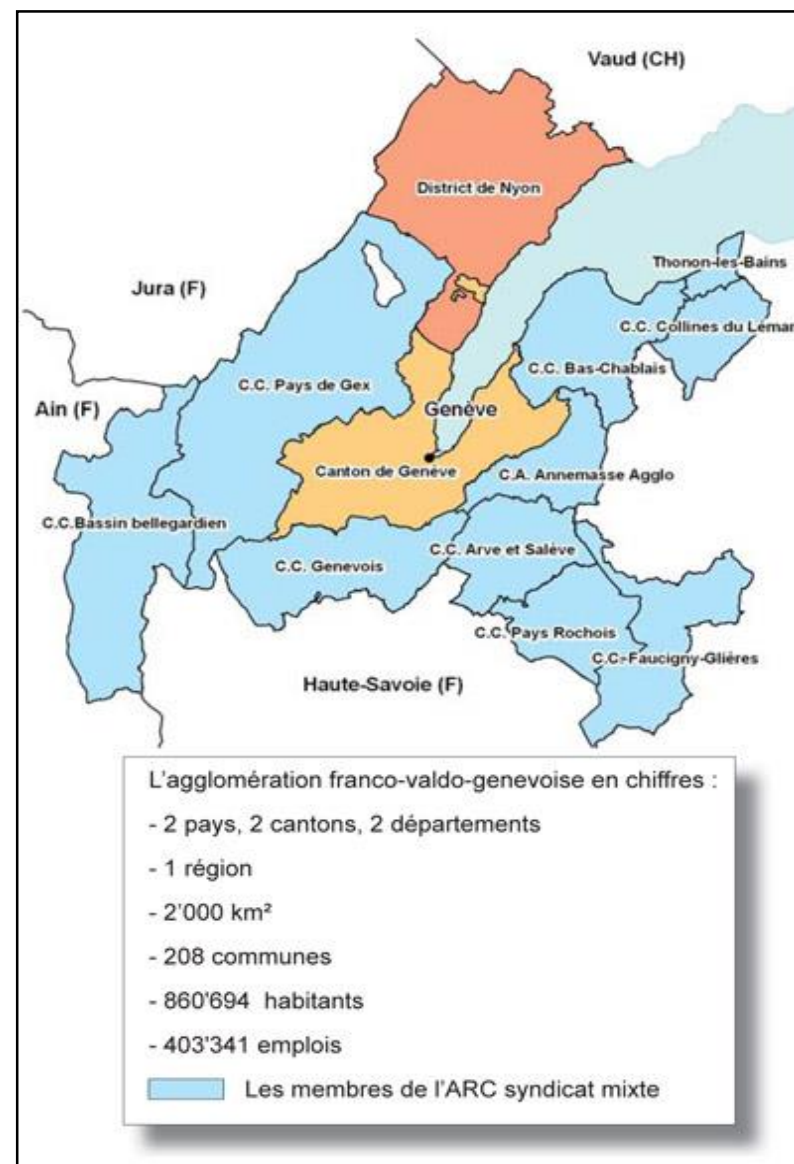
Un projet de "Lignes Directrices" pour le Chablais a esquissé des principes d'organisation territoriale à l'horizon 2030, affirmant notamment celui d'une *"organisation urbaine hiérarchisée et polarisée, intimement liée aux capacités de desserte par les transports collectifs"*.

La commune de PERRIGNIER figure parmi les pôles identifiés de l'ouest chablaisien, avec en particulier, *"un enjeu de structuration d'un développement urbain éclaté"* (enjeu partagé avec les communes de Machilly, Veigy-Foncenex et Sciez).

L'avenir de PERRIGNIER, à travers son P.L.U., ne peut donc s'envisager, sans tenir compte :

- D'un contexte supra-communal de plus en plus influent, à différentes échelles territoriales.
- Des rapports de dépendance et de coopération qu'il implique.
- Des nouveaux besoins à satisfaire à l'échelle du bassin de vie :

logements adaptés aux jeunes, aux nouveaux types de ménages, aux aînés, services et équipements de proximité, développement de l'emploi, amélioration des déplacements, qualité du cadre de vie, ...



Source : ARC, données 2010.

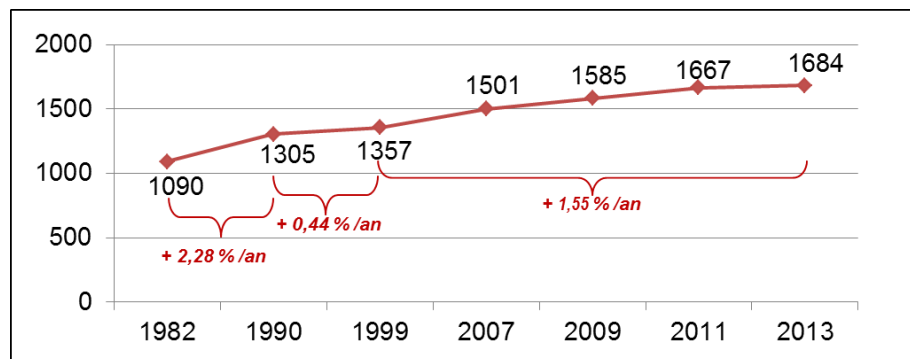
2 – La population et les logements

L'analyse ci-dessous s'appuie principalement sur les recensements de l'INSEE et de COMETE, et des données de l'Observatoire départemental du Conseil Général, ainsi que du SIAC.

2.1. TENDANCES DEMOGRAPHIQUES.

2.1.1 – Evolution de la population :

- Une croissance démographique soutenue ...
Avec une population totale de près de 1700 habitants en 2013, PERRIGNIER a connu une progression démographique importante et régulière depuis 1975.
A noter toutefois, que les chiffres de 1990 et 1999 intègrent la commune (aujourd'hui désassociée) de Draillant.



- ... Mais qui reste inférieure aux moyennes :

Si l'évolution démographique s'est accentuée durant la dernière décennie, elle n'atteint pas le taux enregistré entre 1982 et 1990.

Elle reste en outre, inférieure aux évolutions moyennes annuelles observées à l'échelle des Collines du Léman (CCCL) et du Chablais (SIAC).

Taux de croissance annuels : évolutions comparées, en %		
	1990/1999	1999/2013
PERRIGNIER	+ 0,44	+ 1,55
CCCL	+ 1,72	+ 2,15
SIAC	+ 0,95	+ 1,68
Haute-Savoie	+ 1,18	+ 1,40

- Un poids démographique qui tend à s'affaiblir :
Si PERRIGNIER est la deuxième commune de la CCCL, assez loin derrière ALLINGES, sa représentation au sein de la population communautaire, tendrait à diminuer, mais se stabilisant autour de 15 % de la population communautaire en 2013.¹
- Une densité d'occupation assez importante :
La superficie du territoire est modeste avec 7,85 km² (soit 12,4 % du territoire de la CCCL), et la densité d'occupation supérieure aux moyennes, avec :

214 habitants au km² en 2013 (contre 191 en 2007 et près de 170 en 1999), face à une moyenne de 178 à l'échelle de la CCCL et de 154 à l'échelle du Chablais.

Densité (nombre d'habitants au km ²)			
1990	1999	2007	2013
166	173	191	214
114	132	162	178
112	122	141	154
<div> ◆ PERRIGNIER ◆ CCCL ◆ SIAC </div>			

¹ Poids démographique de PERRIGNIER au sein de la CCCL : 18,2 % en 1990, 16,3 % en 1999, 14,9 % en 2007 et 2009.

- Des facteurs de croissance contrastés, mais qui tendent à s'équilibrer :

Si le solde migratoire était près de 4 fois supérieur au solde naturel entre 1982 et 1989, les origines de la croissance se sont modifiées à partir de 1990.

Entre 1990 et 1998, le solde naturel s'est accentué, pour dépasser un solde migratoire en régression. L'évolution naturelle est alors devenue supérieure à l'évolution migratoire.

Depuis 1999, le solde naturel continue de progresser sous l'effet principal d'un accroissement du taux de natalité (17,92 pour 1000 entre 1999 et 2012, contre 13,36 entre 1990 et 1999), signe d'une démographie dynamique, porteuse de son renouvellement. Mais dans le même temps, le solde migratoire est redevenu positif et supérieur au solde naturel (sous l'influence principale de l'évolution des relations transfrontalières).

L'évolution des facteurs de croissance (solde migratoire / solde naturel) est la suivante :

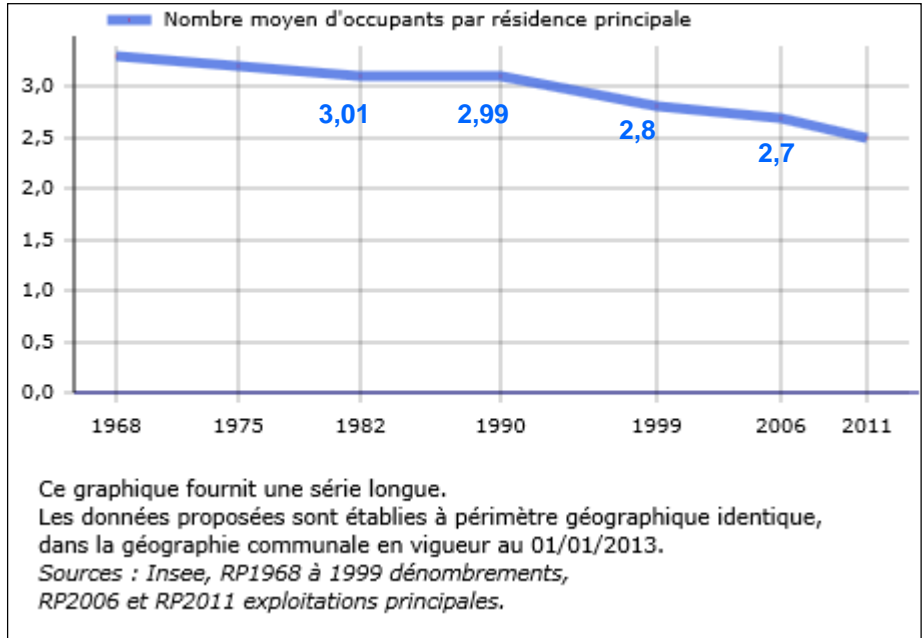
Facteurs de l'évolution démographique			
	1982/89	1990/98	1999/2012
Solde naturel	+ 61	+ 84	+ 129
Solde migratoire	+ 237	- 32	+ 198

2.1.2 – Des évolutions structurelles influentes, ... à prendre en compte :

- De plus en plus de petits ménages :

Le nombre moyen de personnes par ménage a diminué significativement depuis les années 60.

Evolution de la taille des ménages.



Mais avec 2,65 personnes par résidence principale en 2010¹, cette valeur demeure très supérieure aux moyennes du Chablais (2,38) et du Département (2,33) : Indicateur d'une population au caractère rural encore marqué (profil encore familial des ménages), mais qui n'échappe pas aux évolutions matrimoniales de la société.

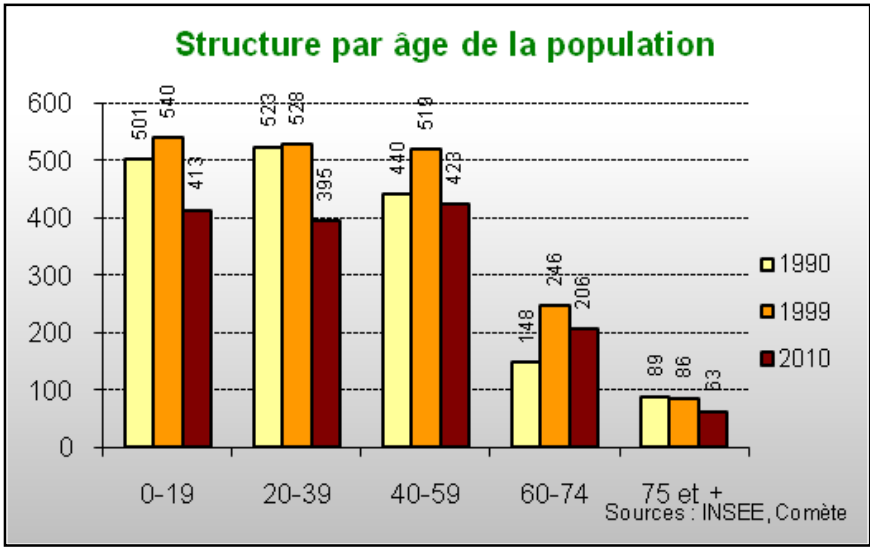
¹ 2,67 pour la CCCL.

La part des petits ménages était majoritaire en 1999, avec plus de 50 %, en restant néanmoins inférieure à la moyenne départementale (63 %). En 2006, on recensait 19,4 % de ménages d'une seule personne (contre 18,4 % en 1999) et 32,8 ménages de 2 personnes.

Le renforcement du poids des ménages de petite taille est une tendance structurelle lourde, en lien avec l'évolution matrimoniale des ménages, dont le nombre augmente.

Elle traduit de profondes modifications sociologiques, avec des ménages aux caractéristiques de plus en plus "urbaines" induisant une évolution des besoins en logements et de nouveaux modes d'aménagement du territoire : décohabitation, vieillissement et veuvage, séparation et diminution du nombre d'enfants par famille, accroissement des familles monoparentales.

C'est l'évolution des petits ménages qui alimente les besoins toujours plus importants en logements de taille plus réduite : ainsi, à population égale, un plus grand nombre et une plus grande diversité de taille de logement seront nécessaires. Mais il ne faut pas occulter non plus, les besoins croissants en grands logements des familles "recomposées".



- Une population vieillissante :

L'évolution de la population par tranche d'âge traduit un phénomène de vieillissement, ce qui constitue une tendance généralisée, mais qui reste encore modérée à l'échelle de PERRIGNIER, avec un indice de jeunesse supérieur aux moyennes du SIAC et du département.

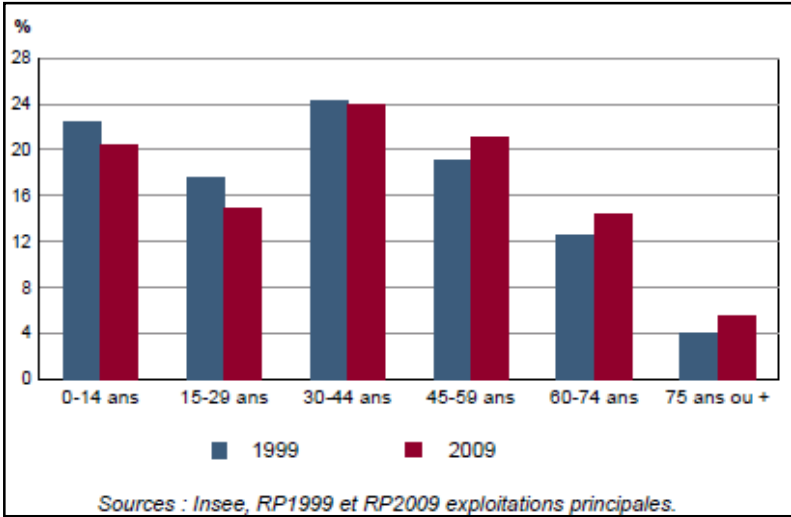
Evolution de l'indice de jeunesse (rapport moins de 20 ans / 60 ans et plus)			
PERRIGNIER	CCCL	SIAC	Haute-Savoie
1990 : 2,11	2,01	1,54	1,72
1999 : 1,60	1,69	1,35	1,48
2006 : 1,55		1,29	1,43
2010 : 1,48	1,5	1,24	

En 2011, cet indice de jeunesse s'élève à 1,30.

- La part des moins de 20 ans tend à diminuer (27,5% en 2010, contre 28,7 % en 1990) mais reste supérieure à la moyenne départementale (25,6 %), ainsi qu'à celle du Chablais (25,8 %).
- La part des jeunes actifs (20/39 ans) a diminué (25,6 % en 2010), devenant inférieure à la moyenne départementale (26,2 %).
- La part des plus de 60 ans augmente (18,5 % en 2010 contre 15,6 % en 1990), mais reste inférieure à la moyenne départementale (19,7 %).

- Une répartition par sexe stable :

En 2011, la part des hommes demeure légèrement supérieure à celle des femmes, avec 50,45 %, contre 51,4 % en 2006. Toutefois, la part des femmes est globalement supérieure dans les tranches d'âge comprises entre 20 et 64 ans (avec 60,3 %).



- Une part importante d'étrangers :

Malgré l'absence de chiffres actualisés, on constate qu'après avoir fortement progressé dans la seconde moitié des années 70, le nombre des étrangers diminue depuis 1990 et leur part régresse depuis le début des années 80.

Du fait de son histoire économique PERRIGNIER (+ Draillant), accueillait en 1999 la plus grosse part (~ 47%) des quelques 250 étrangers résidant aux Collines du Léman.

	1975	1982	1990	1999
Part des étrangers	6,7%	9,3%	7,8%	6,1%

En 1999, la part des étrangers à Perrignier (6,1 %) demeurait inférieure à la moyenne départementale (7,5%), qui diminue également (8,6% en 90).

Cette population est, pour une grande majorité, installée depuis relativement longtemps sur la commune, et employée par les entreprises industrielles locales.

On estime à un peu plus d'une vingtaine, le nombre de ressortissants suisses ayant une propriété bâtie à Perrignier.

- Une population socialement modeste (en moyenne), mais dont le niveau de vie augmente :

La proportion des "non actifs" tendrait à diminuer globalement : 29,3 % en 1999 (des 15-64 ans), contre 19 % en 2009, mais avec une part croissante de retraités ou pré-retraités : 7,3 % en 2009, contre 6,4 % en 1999.

Si l'on excepte ces catégories, la structure socioprofessionnelle de la population de PERRIGNIER (sur 838 actifs recensés en 2010) était marquée par une part importante des catégories modestes, mais qui tend à diminuer au profit de populations actives plus aisées, avec :

- 52,5 % d'employés et ouvriers (48,8 % à l'échelle du département), contre 56,5 % en 1999.
- 12,3 % de cadres et professions intellectuelles (12,4 % à l'échelle du département), contre 7,9 % en 1999.

Population active par catégorie socio-professionnelle (Source : INSEE).

Statut	1990	1999	2010
Agriculteurs exploitants	28	20	16
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	64	60	76
Cadres et prof. intellectuelles supérieures	52	68	103
Professions intermédiaires	160	172	203
Employés	124	228	249
Ouvriers	360	260	191
Sous-Total	788	808	838
Chômeurs	28	56	66
Total	816	864	904

La structure du tissu économique local, fortement marqué par l'industrie et l'artisan (avec plus de 35 % d'ouvriers), explique cette représentation.

- Indicateurs sociaux :
 - Le revenu net moyen par foyer fiscal tend à s'accroître (32 399 € en 2011, contre 20 765 en 2006), devenant supérieur à la moyenne départementale (32 107 € en 2011).
 - Sur 862 foyers fiscaux recensés en 2011, 38,6% étaient non imposables (contre 42,1 % en 2006).

- Mais la part des ménages à bas revenus tend à s'abaisser, avec 10,8 % des 651 allocataires CAF recensés au 1^{er} janvier 2013 (contre 11,6 % en 2007 et 16,3 % en 2011).
- Le nombre de bénéficiaires du RMI / RSA tend à augmenter, mais sa part demeure inférieures aux moyennes observées à l'échelle du SIAC et du Département.

Nombre de bénéficiaires du RMI / RSA (au 1 ^{er} janvier) et part dans la population				
Année	PERRIGNIER	CCCL	Chablais (SIAC)	Haute-Savoie
2013	12 (0,7 %)	50 (0,44 %)	1401 (1,04 %)	9 412 (1,22 %)
2007	6 (0,4 %)	12 (0,1 %)	780 (0,6 %)	5 376 (0,75 %)
2003	11	17	912	

Source : CAF.

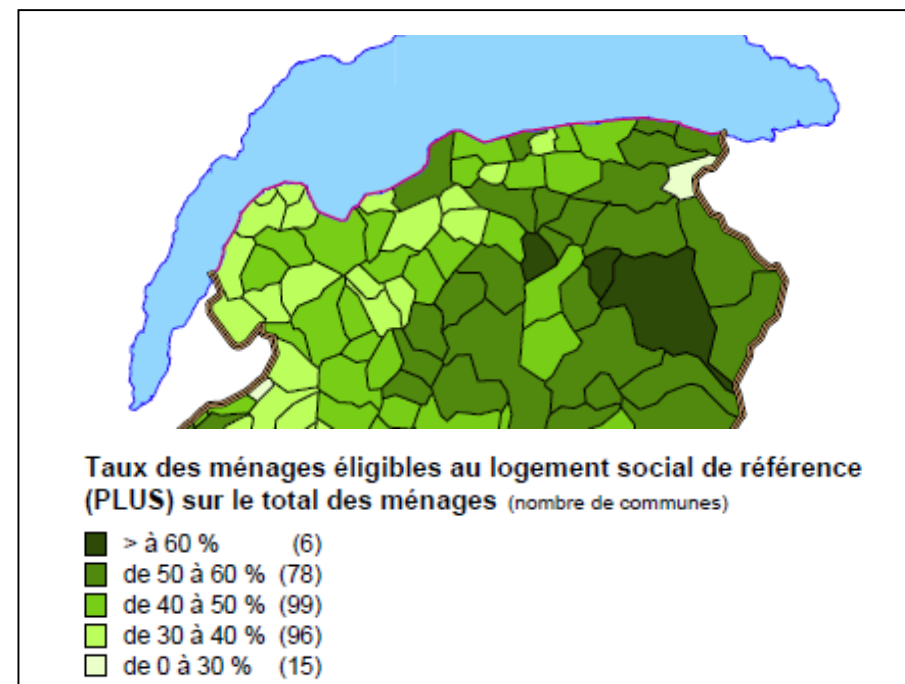
Les bénéficiaires d'autres aides sociales encore sont assez peu nombreux, mais ce type de besoin devrait augmenter avec le vieillissement de la population, tout comme l'ensemble des besoins en services à la personne.

Foyers bénéficiaires d'aides sociales en 2012		
TYPES D'AIDES	PERRIGNIER	CCCL
Aide à domicile (ADMR)	(14 en 2008)	
Soins à domicile (ADMR)		
Repas à domicile	5 (6 en 2008)	30
Paniers alimentaires	1	≈ 15

Source : Commune de PERRIGNIER / CCCL.

En 2009, 47,3 % des ménages hauts-savoyards (tous statuts confondus) avaient un niveau de ressources leur permettant d'avoir accès à un logement social ordinaire (PLUS).

A PERRIGNIER, la part des ménages pouvant prétendre à ce type de logement aidé se situe entre 30 % et 40 %.



Source : Filicom 2009.

En 2007, 49% des ménages de la CCCL étaient éligibles à un logement HLM de type "PLUS" (soit 1 832 ménages) contre 57% en moyenne départementale : donnée confirmant un niveau de ressources en moyenne des ménages plus élevé dans la CCCL (source : **Diagnostic du PLH, Bureau d'études Géodes - Novembre 2010**). Mais ce constat ne doit pas occulter les difficultés d'autant plus aiguës des ménages disposant de ressources faibles ou moyennes compte tenu des conditions du marché du logement.

NIVEAU DE RESSOURCES DES MÉNAGES par rapport aux plafonds HLM PLUS			
Source : Filicom 2007	CC Collines du Léman	Bassin de Vie	Département
Inférieur à 60%	20,3%	28,1%	27,0%
Entre 60% et 100%	28,7%	29,4%	30,3%
Entre 100% et 130%	19,0%	15,7%	16,4%
> 130% des plafonds	31,9%	26,8%	26,3%

Source : Etude DDT 4 / Amalia.

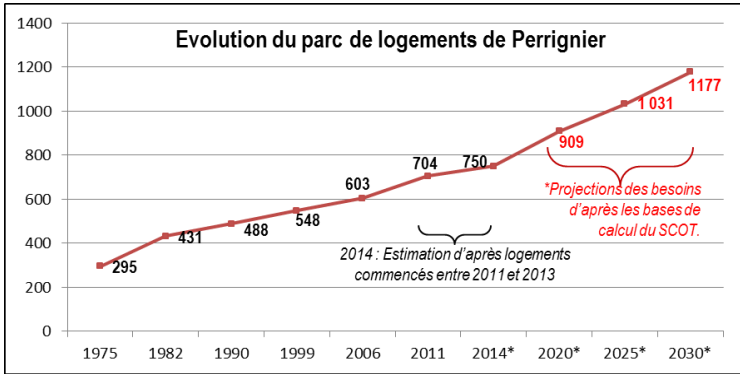
2.2. Le parc des logements.

2.2.1 – Evolution des logements :

- Une progression régulière du parc ...

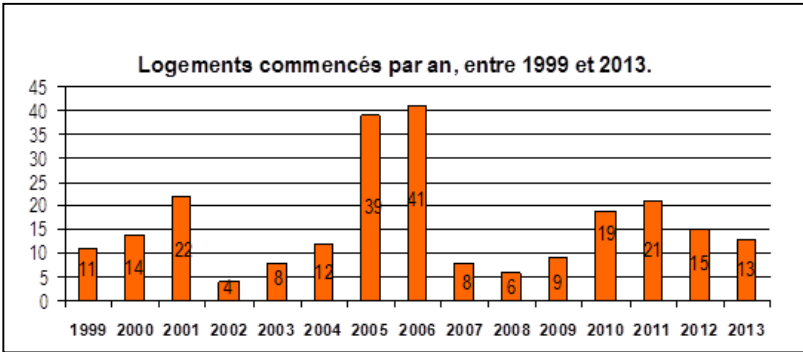
L'INSEE recensait 704 logements en 2011, soit environ 15 % des quelques 4 685 logements de la CCCL (contre 14,9 % en 2006).

La cinquantaine de logements commencés entre 2011 et 2013, permettent une estimation à un peu plus de 750 logements en 2014 (non compris les logements commencés en 2014).



Sources : INSEE (RGP jusqu'en 2011) et SITADEL.

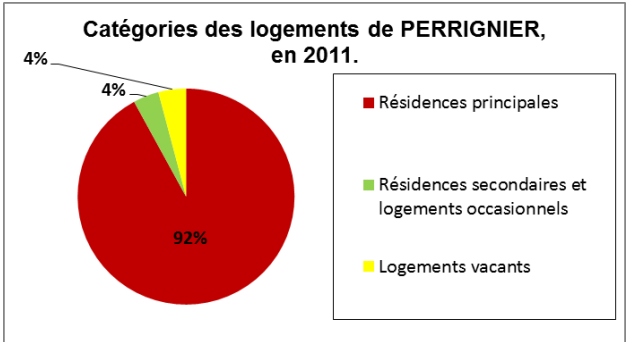
Il s'est construit environ 240 logements en 15 ans (de 1999 à 2013 inclus), soit une moyenne de 17 logements par an, répartis comme suit :



La construction a été plus marquée en 2005 et 2006, du fait d'opérations d'habitat collectif. Puis, après trois années modestes pour la construction les années 2010, témoignent d'un rythme de construction plus soutenu.

- ... Le fait essentiel des résidences principales :

La progression des logements est due pour l'essentiel à celle des résidences principales, qui ont progressé de plus de 21% entre 2006 et 2011 (+ 113 RP), et dont la proportion augmente, avec 92% en 2011 (contre (90,2% en 2009 et 88,7% en 2006), et se trouve supérieure à la moyenne communautaire (CCCL : 89,7 % en 2011).



Les nombre et la part de résidences secondaires (et logements occasionnels) diminue, avec 27 logements en 2011 (3,8 %), contre 35 en 2006 (5,8 %). Nombre de résidences secondaires tendent en effet à muter en résidences principales.

Quant au parc de logements vacants, il se maintient à +/- 30, soit une part d'environ 4,1% en 2011, qui tendrait à diminuer (elle était de 5,5% en 2006). La diminution de la vacance est un phénomène observable dans presque toutes les communes du Chablais, sous l'effet de la pression urbaine, qui conduit à vendre, acheter, réhabiliter, louer ou occuper tout logement susceptible de l'être.

En 2013, et d'après les Services fiscaux, PERRIGNIER comptait 745 logements, dont 696 résidences principales (93,4 %) et 49 résidences secondaires.

2.2.2 – Structure du parc :

Le diagnostic établi fin 2010 pour le PLH des Collines du Léman analyse dans le détail les caractéristiques du parc de logements sur le territoire communautaire. Certaines données ont pu être actualisées suite au recensement de l'INSEE en 2011.

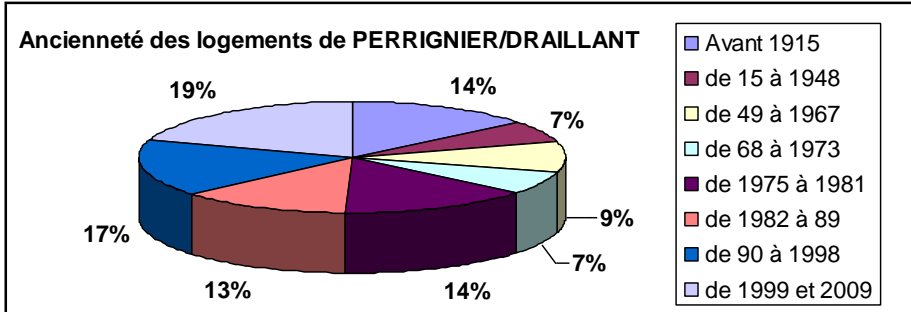
- Un parc relativement récent :

Plus du tiers des logements de Perrignier/Draillant a moins de 20 ans (environ 36 % construits après 1990).

Plus de 16 % des logements ont été construits après 2002.

La part du bâti traditionnel ou ancien (d'avant 1949) demeure importante :

- Au sein du parc communal, avec : environ 21 % des 710 logements de Perrignier estimés en 2010 (et près de 19 % des résidences principales en 2011).
- Au sein du parc communautaire, avec près de 21 % des quelques 760 logements anciens de la CCCL.



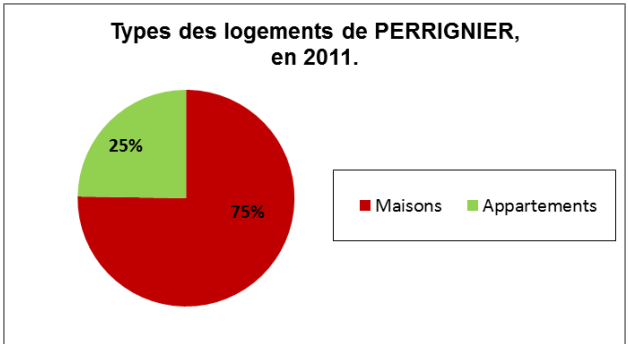
Le potentiel de réhabilitation d'une partie du bâti ancien de la commune n'est pas négligeable, que pourrait favoriser l'engagement d'une nouvelle OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) à l'échelle intercommunale (une OPAH ayant déjà été menée entre du 1er janvier 1991 au 31 décembre 1993, et prolongée jusqu'au 31 décembre 1995, sur : Armoys, Cervens, Draillant, Le Lyaud, Orcier et Perrignier.

Mais ce potentiel est difficile à estimer (et il ne peut être assimilé au nombre de logements vacants).

¹ Source : MEEDAT/FILOCOM 2005.

- Un niveau de confort (des résidences principales) qui progresse ... résultat combiné de la construction neuve récente, et de la réhabilitation de logements anciens. En 2011 :
 - Près de 77 % étaient dotées d'un chauffage, dont 54,6 % d'un chauffage central individuel ou collectif (le reste en chauffage individuel "tout électrique"), contre 61,1 % en 2006 :
 - 96,8 % étaient dotées d'une salle de bain avec une baignoire ou une douche.
- ... Mais des logements insalubre subsistent :
Une étude estimait en 2005, pour la Haute-Savoie, 8 931 logements potentiellement indignes (insalubres), au sein du parc privé.
A PERRIGNIER, il y aurait entre 33 et 58 logements potentiellement indignes.¹
- Un parc encore peu diversifié en types d'habitat :

Les logements individuels demeurent très largement majoritaires, avec près de 530 maisons recensés en 2011 (contre 495 en 2006), contre 174 appartements (104 en 2006).



Néanmoins, le nombre et la part des logements collectifs ont progressé significativement (passant de 17,2% en 2006 à 24,7% en 2011), avec les opérations commencées entre 2004 et 2006, soit environ 62 appartements supplémentaires.

Les années 2011 et 2013 ont vu la construction d'une vingtaine de logements collectifs supplémentaires (en plusieurs opérations localisées au Chef-lieu), dont une petite opération privée de 7 logements jouxtant la Mairie (achevée en 2013). ►



Au total, avec 194 appartements estimés en 2013, les logements collectifs représenteraient une part croissante, de l'ordre de 26 % du parc communal (tous logements confondus).

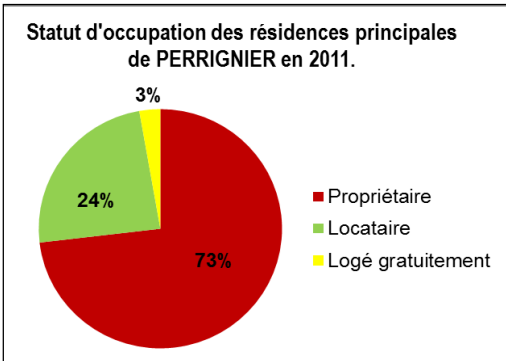
Les logements de type "intermédiaire" (individuel groupé ou jumelé, ...) sont encore peu représentés, mais tendent à se développer (les plus nombreux se situant à Brécorens).

Les logements sont en moyenne de plus en plus grands (en lien avec la prédominance des maisons individuelles) : En 2009, 75,8 % des résidences principales avaient 4 pièces ou plus, avec une moyenne de 4,6 pièces par logement (5 pour une maison, 3,2 pour un appartement).

- Un parc encore peu diversifié en modes d'habitat ...

La propriété demeure le mode d'occupation principal ...
... le plus souvent associé la maison individuelles.

A PERRIGNIER, la part des logements occupés par leurs propriétaires tend à diminuer (73,1% en 2011, contre 77,6% en 2006) est demeure inférieure à la moyenne communautaire (82,1%).



Source : INSEE (RGP).

A PERRIGNIER comme dans la plupart des communes du Chablais, **l'écart demeure important entre propriétaires occupants et locataires**, alors que le parc à la vente est de moins en moins accessible financièrement, et que le profil de la population laissent supposer des besoins en décohabitation à venir (jeunes qui quittent le domicile familial et se dirigent de fait vers le parc locatif privé ou public).

Bien que sa part tende à augmenter sur le territoire de la CCCL, l'offre locative privée s'avère à la fois insuffisante (en nombre) et inadaptée (en terme de typologie de logements (grands logements pour l'essentiel).

- Un parc socialement aidé, ancien et modeste.

PERRIGNIER comptait début 2013, 39 logements locatifs aidés concentrés vers la Gare (HLM des Campanules réalisés dans les années 70), et géré par l'OPAC (devenu "Haute-Savoie Habitat"). Avec le logement réalisé récemment dans la maison de Létroz (derrière le stade), le parc locatif social de Perrignier s'élève à 40 logements.

Parc locatif public de la CCCL en 2009.
Source : PLH.

Ces logements représentaient en 2011, 6 % des résidences principales, ou encore (début 2013, 23 logements sociaux pour 1000 habitants⁽¹⁾ (contre 27 en 2006) et 26,7 % du parc locatif social des Collines du Léman (146 logements début 2013). PERRIGNIER possède en sus, quelques logements non conventionnés (7, dont 2 logements d'urgence, à titre temporaire) qu'elle met à disposition gratuitement ou à loyer modéré.

	Nombre de résidences principales 2006 (insee)	parc locatif social (structures spécialisées)	Logements familiaux : parc locatif social en service en 2009 (hors structures spécialisées)	Logements locatifs sociaux publics TOTAL	% de logements sociaux
Allinges	1 256	24 (APEI)	41	65	5,2%
Armoy	410		0	0	0,0%
Cervens	321	72 (EPHAD)	37	109	34,0%
Draillant	244		0	0	0,0%
Le Lyaud	487		9	9	1,8%
Orcier	302		25	25	8,3%
Perrignier	535		39	39	7,3%
CC Collines du Léman	3 556		151	247	6,9%

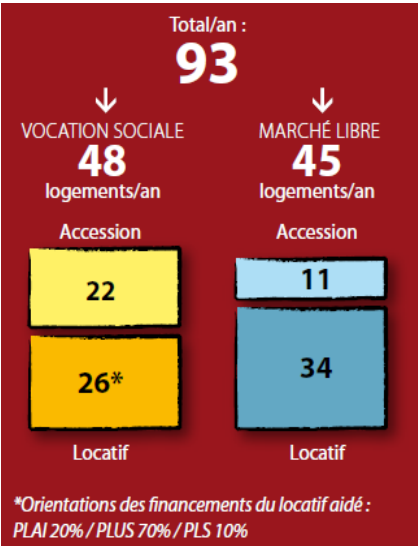
CCCL : 13 / Chablais : 48 / Haute-Savoie : 51.

- Un parc aidé insuffisant par rapport aux besoins :

Malgré une progression récente, l'insuffisance du parc socialement aidé demeure patente dans le Chablais, comme dans l'ensemble du département, avec des taux très inférieurs aux moyennes, régionale ou nationale (comprises entre 16 et 17 %).

L'étude CILSE-DDE sur les besoins en logements en Haute-Savoie pour la période 2010-2015 a estimé qu'il fallait réaliser (sur le territoire de la CCCL) 93 logements neufs par an, dont 48 à vocation sociale (contre 98 affichés lors de la précédente étude pour la période 2005-2010, dont 52 à vocation sociale).

Besoins globaux des Collines du Léman en logements neufs pour la période 2010-2015.



L'offre en logements aidés, et notamment l'offre locative aidée, ne suffit pas à satisfaire les besoins et demandes (qui ne sont pas toujours exprimées), et en particulier ceux des jeunes en début de parcours résidentiel.

Sur la seule commune de PERRIGNIER, on recensait 55 demandes en attente à la mi-2009 (contre 46 en 2006 et 52 en 2002), et 159 sur l'ensemble du territoire de la CCCL (hors doubles comptes).

La demande locative est particulièrement élevée sur le territoire communautaire, avec 105 demandes en attente pour 100 logements en service, alors que la moyenne départementale se situe en 2009 à 40.

	logements sociaux familiaux	nombre de demandes	nombre de demandes en attentes pour 100 logts loc aidé de type familial en service
ALLINGES	41	95	232
ARMOY	0	16	-
CERVEN	37	46	124
DRAILLANT	0	12	-
LYAUD	9	25	278
ORCIER	25	27	108
PERRIGNIER	39	55	141
CCCL	151	159	105

Source : diagnostic du PLH.

22 % des demandeurs résident déjà sur le territoire de la CCCL. La demande locative sociale porte en priorité sur les logements de taille moyenne (32% de Type 3) mais également sur les petits logements (15,7% des demandeurs souhaitent un T1, soit un point de plus que la moyenne départementale). Les demandes sont liées pour 27 % à la précarité ou l'inadaptation du logement. L'inadéquation du logement est signalée dans 44% des cas (logement actuel trop petit ou inconfortable pour 18% ; logement actuel trop cher pour 26%). La forte tension du marché de l'immobilier conduit les demandeurs à postuler dans plusieurs communes afin de multiplier les chances de prise en compte de leurs demandes. Ce contexte est aggravé par le faible taux de rotation au sein du parc financièrement aidé qui se traduit par de moins en moins de possibilités d'attributions.

Les efforts doivent donc être poursuivis, et ont été traduits dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté fin 2011, avec, pour la commune de PERRIGNIER, un objectif d'au moins 30 logements à construire sur la période d'application du PLH (2012-2017).

- Pas d'hébergements spécifiques :

Le territoire des Collines du Léman n'échappe pas, à l'instar des évolutions constatées à l'échelle nationale, à des situations de rupture de logements et aux difficultés croissantes des ménages en situations économiques et sociales précaires d'accéder au logement.

Seules ALLINGES et PERRIGNIER offrent respectivement 1 et 2 appartements (dont un vétuste) en propriété communale, destinés à des relogements d'urgence

Le territoire de la CCCL n'offre aucune autre solution d'hébergement temporaire ou spécifique (de type F.J.T., résidence sociale, ...) pour des populations en difficulté (d'acquiescer ou de se maintenir dans un logements autonome), ni pour les jeunes actifs en en recherche d'une solution de logement temporaire, sur des petits logements, notamment pour répondre à la problématique des intérimaires, apprentis ou stagiaires.

L'insuffisance de structures de ce type est notable à l'échelle de tout le Chablais.

Pour l'accueil des gens du voyage, le Schéma Départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (SDAHGV), approuvé le 20 janvier 2012 (pour la période 2012-2017), a identifié les besoins à satisfaire pour les gens du voyage, notamment en termes d'accueil et d'habitat.

La CCCL fait partie du Syndicat Mixte des gens du voyage sédentarisés ou non sédentarisés du Chablais (SYMAGEV), créé en 1999. A ce titre, elle est en règle en ce qui concerne les obligations du SDAHGV, puisque le SYMAGEV a rempli ses obligations.

En effet, et conformément au Schéma, une aire de grand passage de 150 places a été réalisée sur la commune limitrophe d'ALLINGES, et ouverte en juillet 2012.

Toutefois, concernant les besoins des ménages sédentarisés ou en voie de sédentarisation, le schéma préconise la réalisation de 64 place en terrains familiaux ou de 32 places en habitats adaptés sur le territoire du SYMAGEV. et qui prévoit pour le Chablais, 70 terrains familiaux + 35 habitats adaptés.

Ces terrains entrent dans la catégorie des logements individuels "très sociaux" (PLAI).

La commune de PERRIGNIER a déjà commencé à y pourvoir, en réservant, au lieu-dit "les Combettes", un terrain d'accueil pour famille en voie de sédentarisation d'environ 1 600 m² (2 emplacements pour 4 places), dont l'aménagement est prévu pour 2015 (mais déjà occupé en 2014).

Le territoire de la CCCL compte 1 seule structure d'accueil des personnes âgées (sur les 11 existantes dans le Chablais, totalisant plus de 1000 lits)¹

Le schéma gérontologique du Département a été adopté pour la période 2008/2012, avec 5 orientations prioritaires :

- Renforcer la prévention et le maintien du lien social.
- Sécuriser le maintien à domicile, souhait n° 1 des personnes âgées.
- Reconnaître le rôle des familles et soutenir les aidants naturels.
- Diversifier l'offre d'hébergement.
- Fédérer et coordonner tous les acteurs autour de la personne âgée

La CCCL s'est dotée d'un projet social pour la période 2015-2017, dont le programme prévoit (entre autres) des actions favorisant le "*bien vieillir dans son quartier et son village*".

A PERRIGNIER : Il est projeté à court terme, la construction d'un établissement pour personnes âgées (EPA) d'une soixante de lits, dont 50 % en PLUS (sociaux), avec comme liaison pour les personnes devenant de moins en moins autonomes l'EPHAD situé sur la commune limitrophe de CERVENS. Cette structure devrait être complétée par une maison médicale (sans ARS pour l'instant).

Un terrain communal a été réservé à cet effet au "Petit Lieu".

¹ EHPAD privé de Cervens : "Le Verger des Coudry" : 36 lits.

2.2.3 – Un marché du logement "tendu" et "sélectif".

A PERRIGNIER, comme dans l'ensemble du Chablais, l'augmentation des prix de l'immobilier (bâti ou non bâti), conjuguée à la rareté des biens proposés, et surtout, à la pénurie de logements adaptés aux besoins et aux moyens d'un nombre croissant de ménages :

- Induisent ainsi une "sélection" des candidats à l'achat de logement et surtout de maisons individuelles, alors que l'offre foncière de terrains à bâtir proposée sur le marché chablaisien reste importante.
- Creusent l'écart entre propriétaires occupants et locataires.
- Pénalisent la mixité sociale (avec déséquilibre croissant de la structure socio-professionnelle, notamment).
- Pénalisent l'économie locale, qui peine à trouver une main d'œuvre ayant de plus en plus de difficulté à se loger.
- Entraient les capacités d'intervention des collectivités locales.

L'Etablissement Public Foncier (EPF) du Département est déjà intervenu sur plusieurs communes de la CCCL pour le portage de projets de logements.

D'où l'émergence de nouvelles tendances :

- Un intérêt de plus en plus marqué pour la réhabilitation du bâti ancien, mais qui se heurte à des coûts de réhabilitation souvent dissuasifs.
- Une diminution de la surface moyenne consommée par logement, et surtout, par maison individuelle (action combinée de la raréfaction et du coût des terrains constructibles).

Malgré une stabilisation de la hausse des prix, voire une légère décrue amorcée 2007, et même si la crise immobilière a provoqué une chute de la production de logements en 2009, celle-ci n'a pas entraîné une chute des prix de l'immobilier et du foncier, ni du montant des loyers dans le parc privé.

Evolution des indices des prix de l'immobilier (en fin d'année)				
Base 100 en 1996	PERRIGNIER	CCCL	CHABLAIS	HAUTE-SAVOIE
Appartement				
2006		397	234	252
2009		373	228	253
2012		404	267	290
Maison				
2006	529	432	338	429
2009	531 (2010)	262	236	257
2012	232	328	334	383
Terrain à bâtir				
2006	448	460	372	409
2009	392 (2010)	430	418	509
2012	374	473	530	503

Source : Marché immobilier des Notaires (MIN).

On ne peut donc pas véritablement parler de détente du marché, même si les prix de l'immobilier et du foncier haut-savoyard ont cessé de s'emballer, car ils se maintiennent à un niveau très haut largement au-dessus de la moyenne nationale.

Le marché du logement demeure "sélectif", voire discriminatoire, et les familles défavorisées et modestes ont ainsi toujours autant de difficultés pour se loger ...

Une situation pénalisante, non seulement pour la mixité sociale, mais aussi pour l'économie locale (l'insuffisance de logements adaptés et l'attractivité des emplois suisses font "fuir" la main d'œuvre locale).

**Les fondements juridiques de la politique de l'habitat
(rappel du cadre légal) :**

- *L'article L. 121.1 du Code de l'Urbanisme impose :*
 - *Un principe général d'équilibre.*
 - *Un principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale,*
 - *Un principe de respect de l'environnement, par une utilisation économe de l'espace, la maîtrise des besoins en déplacement, la préservation du patrimoine naturel et paysager, la prévention des risques et des nuisances de toute nature.*

- *L'article L 110 du Code de l'Urbanisme stipule, que :*
"(...) Afin d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures, des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports, répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources (...), et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales (...), les collectivités publiques harmonisent (...) leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace".

- *Loi du 31 mai 1990 modifiée, relative à la mise en œuvre du droit au logement.*
- *Loi 05 juillet 2000 (dite loi Besson) relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage (complétée par la loi du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure).*
- *Loi Solidarité et Renouvellement Urbain ("SRU") du 13 décembre 2000 modifiée par la loi Urbanisme et Habitat ("UH") du 2 juillet 2003.*
- *Loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement (dite loi "ENL").*
- *Loi du 25 mars 2009, de "Mobilisation pour le logement & la lutte contre l'exclusion" (dite loi "MLLE").*
- *Loi du 24 mars 2014 pour l'accès au Logement et à un urbanisme rénové (dite loi "ALUR").*

2.3. LA CONSOMMATION SPATIALE.

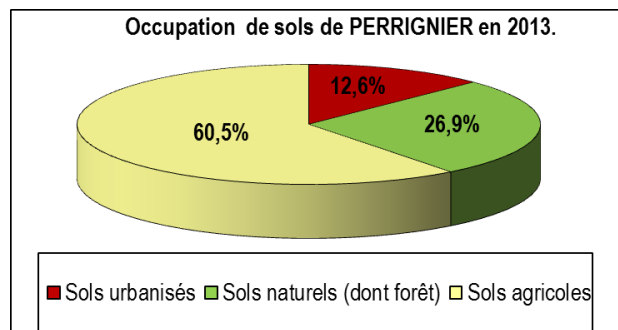
2.3.1 –L'approche de l'Etat (DDT 74 / DGI) .

L'évolution de l'urbanisation entre 1975 et 2004 s'illustre comme suit :

Evolution de l'occupation du sol en hectares					
Année →	2003	2007	2011	2013	△ 2003 / 2013
Type de sol ↓					
AGRICOLE	465	463	459	456	- 9
URBANISE	82	85	92	95	+ 13
NATUREL (dont forêts)	206	206 (169)	203 (169)	203 (169)	- 3

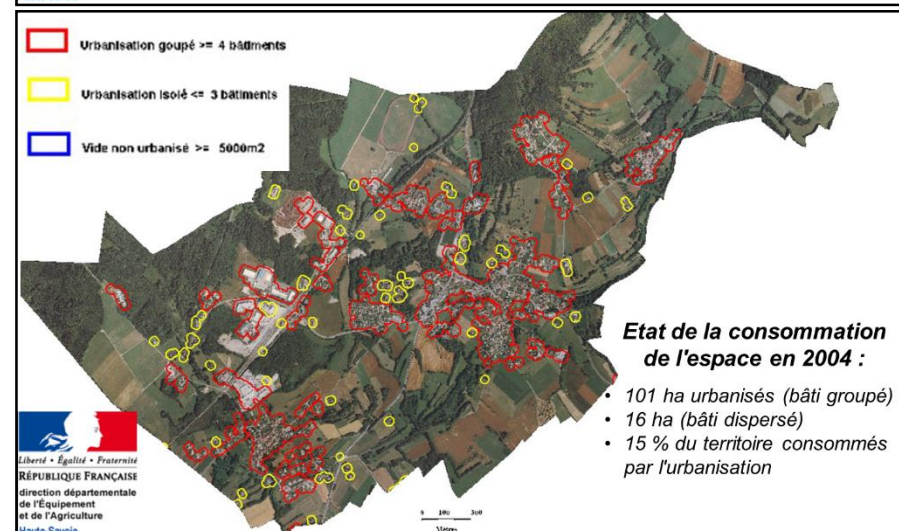
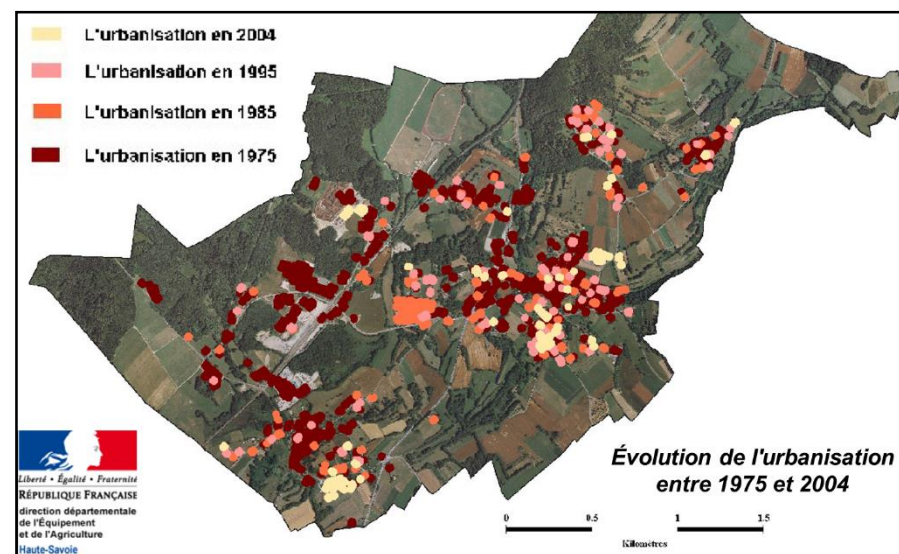
Sources : Services fiscaux.

En 2013, les sols classifiés urbanisés par la DGI¹ représentaient 95 ha, soit un peu plus de 12 % du territoire communal (785 ha).



L'évolution de l'urbanisation s'est faite principalement aux dépens des espaces agricoles, qui auraient perdu environ 9 ha entre 2003 et 2013.

¹ Les bases de données de la Direction Générale des Impôts (DGI) servent à l'identification des propriétaires et à l'établissement de leur impôt foncier. A chaque parcelle sont affectés un propriétaire, une nature cadastrale et un revenu cadastral. La nature cadastrale correspond théoriquement à l'occupation réelle



des terrains. Toutefois, la mise à jour des natures cadastrales s'effectuant sur déclaration du propriétaire, il subsiste certaines incertitudes et approximations.

En 2012, la DDT de Haute-Savoie a élaboré une méthode d'estimation de la consommation de l'espace agricole, d'après des bases de données d'une fiabilité "relative" : Le Registre Parcellaire Graphique (RPG, non exhaustif), qui compile (sur orthophotoplan), l'ensemble des îlots déclarés par tous les exploitants qui souhaitent bénéficier d'un aide spécifique dans le cadre de la Politique Agricole Commune.

2.3.2 L'approche communale actualisée et spatialisée .

■ Etat des lieux de l'espace "artificialisé" :

Par souci de compatibilité, la méthode retenue pour l'étude de l'enveloppe urbaine de PERRIGNIER est celle posée par le SCOT, induisant une délimitation "à la parcelle" qui apparaît plus réaliste et plus précise en termes d'identification des surfaces réellement artificialisées.

Cependant, cette méthode n'inclue pas l'ensemble des surfaces artificialisées, dans la mesure où ne sont pas comptabilisées les emprises des voiries (ou tronçons de voiries) situées en dehors de l'enveloppe urbaine. Néanmoins, ont été prises en considération :

- Les parcelles d'habitat diffus situées hors de l'enveloppe urbaine.
- L'emprise importante de la voie ferrée (qui compte-tenu de son ancienneté, n'influe pas sur l'évolution de la consommation d'espace telle qu'analysée sur la période de référence).

Enveloppes urbaines et espaces artificialisés en 2014.

Enveloppe Urbaine (EU) 148,88 hectares	<i>Espaces à vocation dominante d'habitat</i>	90,85 ha
	<i>Espaces à vocation dominante d'activités ou d'équipements</i>	50,01 ha
	<i>Voie ferrée</i>	7,17 ha
	<i>Espace naturel dans l'EU (« Forêt »)</i>	0,85 ha
Bâti diffus hors EU		5,5

Les enveloppes urbaines de PERRIGNIER, telles qu'identifiées et délimitées sur la carte ci-après, approchent une surface totale de 142 ha (hors emprises ferroviaires), y compris les espaces interstitiels (EI) et les espaces non bâtis en "dents creuses" (DC), qui sont analysés sous le chapitre 4.2 / 3^{ème} partie, du présent rapport.

Au total, **les enveloppes urbaines et l'emprise de l'habitat diffus représentent une surface d'environ 154 ha**, consommée ou potentiellement consommable (pour les EI et les DC).

Analyse de l'évolution de la consommation d'espace :

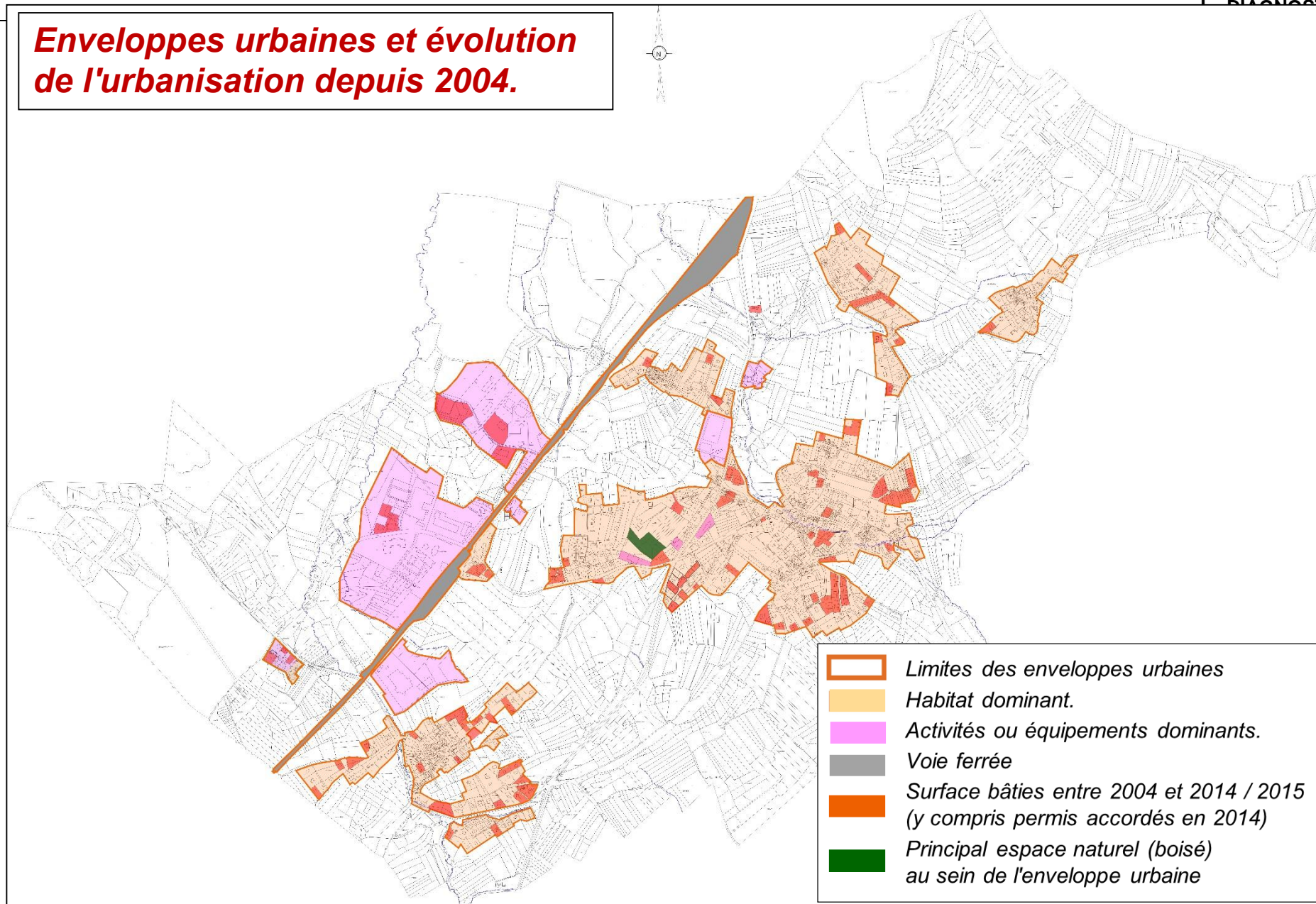
Cette analyse s'est fondée sur une lecture comparative de la photo aérienne de 2004 et du cadastre mise à jour du bâti en novembre 2014.

Ainsi cette analyse combine-t-elle la dimension spatiale et la dimension temporelle de la consommation d'espace.

Sur une période de près de 11 ans (2004-novembre 2014), un peu plus de 13 hectares de terrains "nus" ont été "consommés" par l'urbanisation, ou en voie de l'être courant 2015 (parcelles identifiées en rouge sur le plan ci-après), dont :

- 3,3 ha. pour la construction de locaux d'activités et d'équipements (siège de la CCCL, extension du groupe scolaire des Chaînettes), soit :
 - 0,4 % du territoire communal.
 - Une moyenne d'environ 3 000 m² / par an.
- Environ 10 ha. pour la construction de 186 logements (logements commencés entre courant 2004 et 2014) + 7 logements autorisés (en 2014), soit 193 logements :
 - 1,3 % du territoire communal..
 - Près de 1 ha / an (en moyenne).
 - Une moyenne d'environ 520 m² de terrain / logement (tous types confondus).

Enveloppes urbaines et évolution de l'urbanisation depuis 2004.



Le tableau ci-dessous illustre les espaces consommés (entre 2004 et 2012) selon le type de logement.

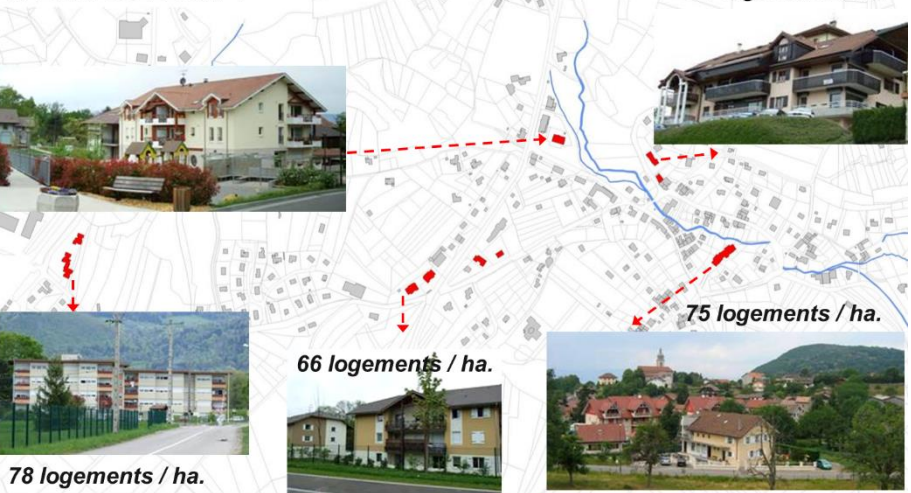
Types de logements construits (entre 2004 et sept.2012)	Nombre (137) et <i>proportion</i>	Surface consommée (arrondie à la dizaine supérieure) et <i>proportion</i>	Surface moyenne par type de logement et <i>proportion</i>
- Individuel « Pur »	53 (37,6 %)	52 810 m ² (75,7 %)	996 m ²
- Intermédiaire (individuel jumelé)	16 (11,3 %)	8 680 m ² (12,5 %)	543 m ²
- Collectif	72 (51,1 %)	8 260 m ² (11,8 %)	115 m ²

Ces surfaces consommées par l'urbanisation s'inscrivent logiquement dans les limites de constructibilité du POS en vigueur :

- Il s'agit, pour l'essentiel, de "dents creuses" qui, bien que souvent "entretenues" par leurs propriétaires ou des agriculteurs, présentaient (de par leur surface et leur morcellement), un intérêt marginal pour l'exploitation agricole et sa pérennité.
- Les surfaces forestières consommées (parmi les 13 ha) sont anecdotiques (une parcelle de 1300 m² déboisée pour une construction individuelle, en limite nord et amont du hameau du Noyer) ; Et si certaines "dents creuses" pouvaient être partiellement boisées ou arborées, cette occupation n'était pas assimilable à une surface forestière.

Les exemples ci-contre, illustrent les surfaces consommées sur la commune (en nombre de logements par hectare) selon la nature de l'opération d'habitat et le type de logement produit :

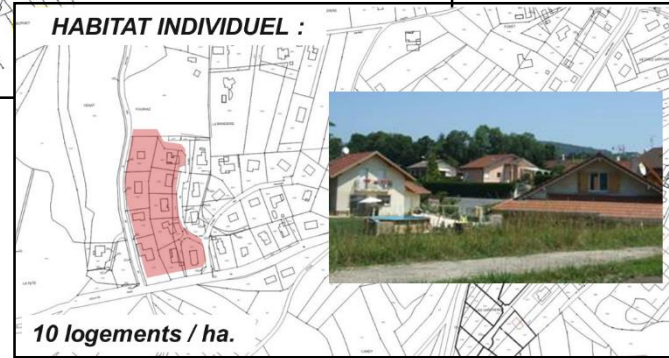
HABITAT COLLECTIF :



HABITAT INTERMEDIAIRE :



HABITAT INDIVIDUEL :



3 – L'emploi et les activités économiques

3.1 LA POPULATION ACTIVE.

■ Une population de plus en plus active ...

PERRIGNIER comptait 859 actifs en 2011 (contre 728 en 2006), soit un taux d'activités (des 15-64 ans) de 81 %, proportion supérieure aux moyennes, et en augmentation (76,3 % en 2006).

Le nombre d'actifs occupés (hors chômeurs) s'élève à 794 en 2011 (contre 680 en 2006), soit un taux d'emploi de 74,8 %, également en augmentation (il était de 71,5% en 2006).

■ Un chômage qui progresse ...

Avec 65 chômeurs recensés en 2011 (contre 46 en 2006), le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement), s'élevait à 7,6 % (de la population active), contre 6,3 % en 2006. Traditionnellement, le chômage touche plus les femmes (10,4 % en 2011), que les hommes (5%). Mais il reste inférieur à la moyenne départementale (9 %).

Source : Pôle Emploi
Pour 2011 :
Situation au 31 décembre.



■ Un part majoritaire de salariés ...

La densité du tissu industriel local, marqué par une part importante d'ouvriers (23 % des actifs en 2011) et d'employés (28,4 %), explique la forte proportion des salariés : 86,7 % (692 salariés, contre 600 en 2006).

¹ L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Parmi les 106 actifs non salariés recensés en 2011 (82 en 2006), les employeurs (46) étaient un peu moins nombreux que les travailleurs indépendants (56), ce qui n'était pas le cas en 2006.

■ Une certaine dépendance à l'emploi extérieur, malgré le pôle d'emplois important que représente PERRIGNIER ...

Une part croissante d'actifs travaillait hors leur commune de résidence : 82,1 % en 2011 (contre 76,5% en 2006), dont 23,9 % à l'étranger (191), autrement dit, en Suisse pour l'essentiel (contre 21,6% en 2006). L'indicateur de concentration d'emplois¹ a fortement décru, passant de 98,6% en 2006 et 82,7% en 2011.

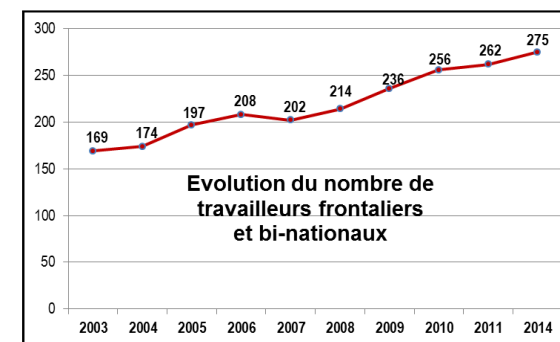
D'où une forte mobilité des actifs et des migrations "pendulaires" de plus en plus nombreuses. Une écrasante majorité des actifs occupés se rendent à leur travail par voie motorisée (83,2 %), hors transports en commun (5,5 %).

Source : Mairie de PERRIGNIER.

Malgré la crise, le nombre de travailleurs frontaliers poursuit sa croissance, et le phénomène de résidentialisation de la commune se renforce.

Les salariés frontaliers représentaient en 2011, 36 % de la population salariée de la commune contre 27 % en 2000.

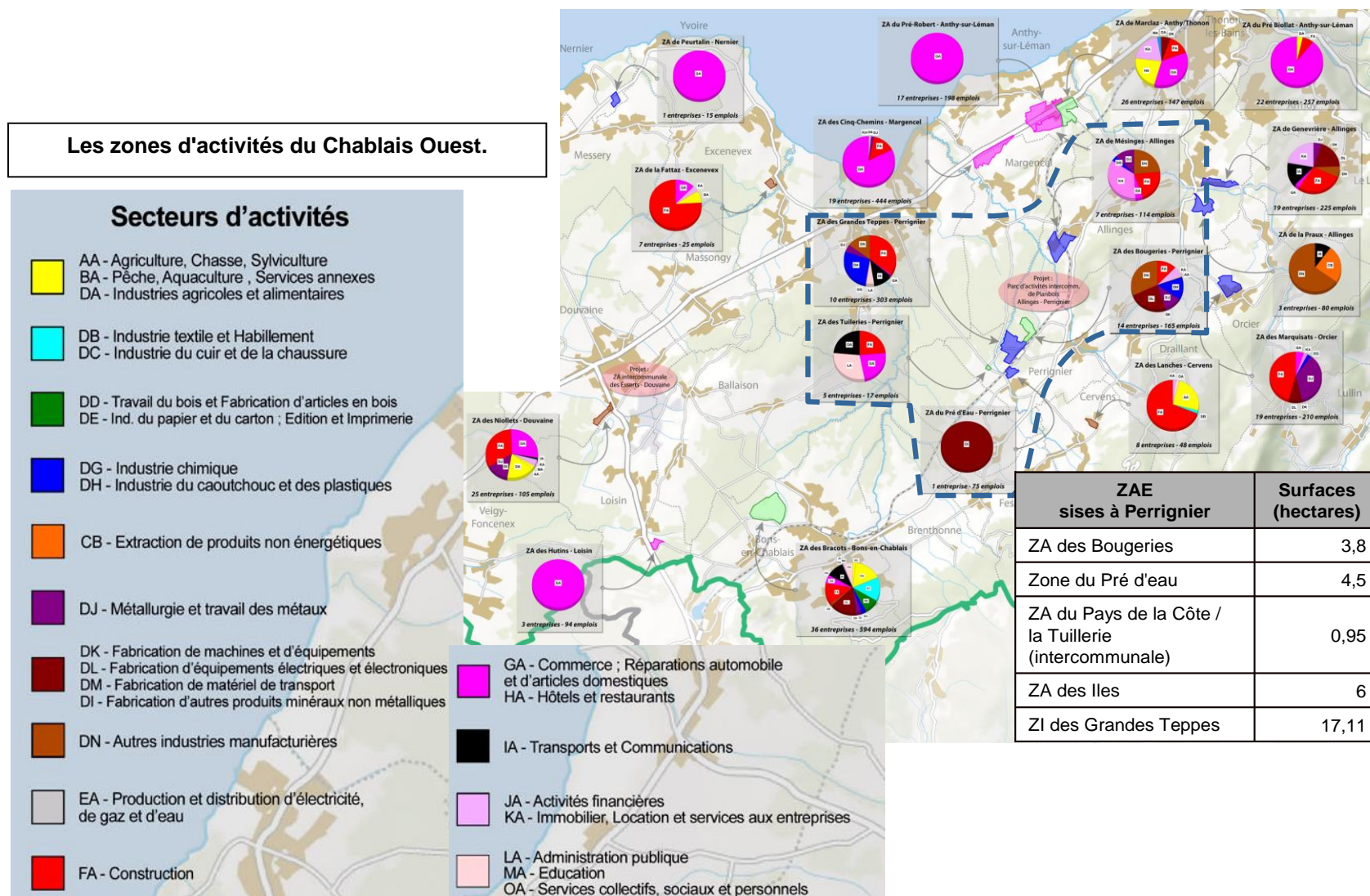
En 2014, 275 frontaliers (252) et bi-nationaux (23) résidaient à PERRIGNIER, (contre 262 en 2011). Cette tendance augmente le niveau moyen de revenus des résidents de PERRIGNIER, et influe globalement sur l'évolution des prix de l'immobilier.



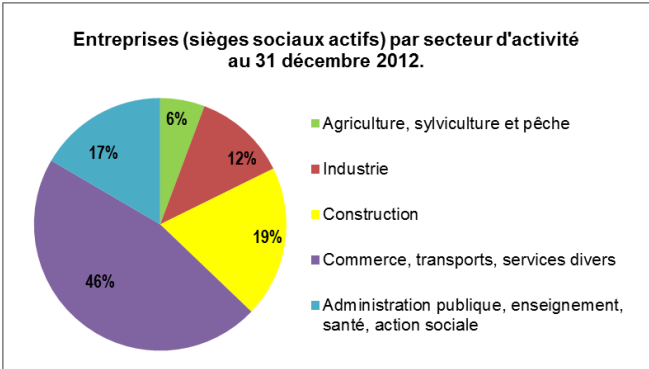
3.2 LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET LES EMPLOIS.

Un pôle économique significatif à l'échelle du Chablais.

■ **PERRIGNIER :**



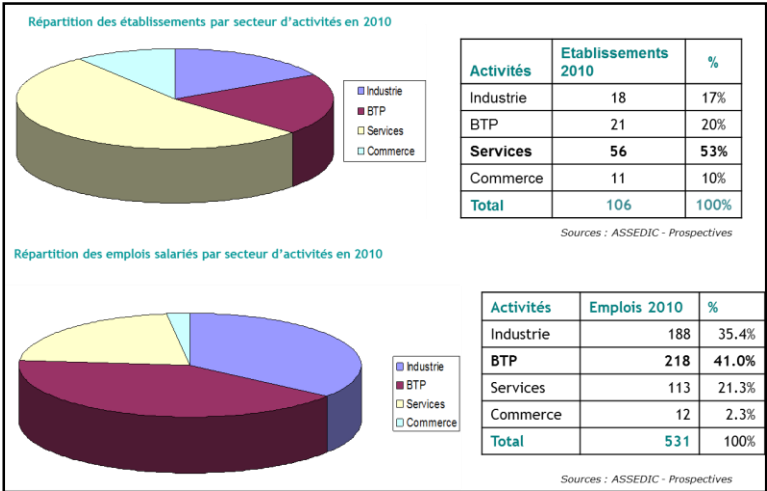
- PERRIGNIER comptait au 31 décembre 2012 :
- 192 établissements actifs, soit 21,7 % des quelques 883 établissements de la CCCL, dont une majorité (69,8 %) n'employait aucun salarié, et seulement 8 employait chacun plus de 20 salariés..
- 175 entreprises (sièges sociaux actifs), dominées par le secteur tertiaire, et se répartissant comme suit :



Source : Insee, CLAP.

- Au 1^{er} janvier 2013 la commune comptait 122 entreprises d'activités marchandes, hors agriculture, dont 56 (45,9 %) dans le domaine du commerce, des transports et des services divers.
 - Sur la période 2002/2013¹, le nombre d'établissement a progressé de 79 à 90 (+13,9%). Cette tendance souligne (même si les chiffres en valeur absolue sont faibles), une vraie dynamique de l'esprit entrepreneurial sur ce territoire.
 - En 2011, 660 emplois étaient pourvus sur le territoire communal (contre 673 en 2006 (la majorité dans les quatre zones communales), soit environ 29 % des quelques 2270 emplois offerts sur l'ensemble du territoire communautaire, avec une forte prédominance des emplois salariés (83,1 % en 2011), mais qui tend à diminuer (88,9 % en 2006).
- Un pôle d'emplois dominé par le secteur industriel :

¹ Source : CMA 74, CCI 74, INSEE + SIRENE.



La structure de l'emploi révèle un "marquage" industriel encore important (35,4 % des emplois salariés en 2010) dont le nombre se maintient, mais dont la part diminue.

Ainsi, sur la période d'observation 2000 / 2010 :

- Le secteur ayant perdu le plus d'emploi est à l'image de la tendance nationale : l'industrie et ce malgré une bonne résistance du nombre des établissements qui ont dû s'adapter et accroître leur productivité pour conserver leur pérennité.
- L'agriculture perd également des emplois (- 13 entre 1990 et 2006).
- Les emplois du BTP sont de mieux en mieux représentés (25,1 %).
- Le tissu des PME artisanales représente une richesse non négligeable pour la vie économique et sociale de la commune, même si une certaine part d'entre elles n'emploient que peu, voire aucun salarié.
- La part des emplois du secteur tertiaire (commerce + services = 24,3 %) augmente également.

Evolution du nombre d'établissements et d'emplois salariés du territoire de la commune de Perrignier par secteur d'activité

Etablissements/ Activités	2000	2003	2007	2010	Evolution 2000/2010
Industrie	16	19	18	18	12,5%
BTP	21	20	23	21	0%
Services	23	29	37	56	143,8%
Commerce	10	9	11	11	10%
Total	70	77	89	106	51,53%

Emplois salariés / Activités	2000	2003	2007	2010	Évolution 2000/2010
Industrie*	230	250	222	188	- 18,3 %
BTP	131	113	144	218	+ 66,4 %
Services	88	112	103	113	+ 28,4 %
Commerce	21	19	19	12	- 42,9 %
Total	470	494	488	531	+13 %

* La nomenclature Assedic et Insee positionne les boulangeries pâtisseries dans les industries agroalimentaire et non dans les commerces.

■ **Un pôle tertiaire modeste ... mais conforté par la présence d'institutions intercommunales :**

La tertiarisation de l'économie (tendance généralisée) est palpable, mais demeure modeste sur le territoire de la CCCL (de par son caractère encore rural et la proximité du pôle commercial Thonon/Anthy/Margencel). Néanmoins, les commerces et services employeurs progressent.

PERRIGNIER accueillant les sièges de la Communauté de Communes et du Syndicat Intercommunal des Eaux des Moises, les emplois publics représentent une part non négligeable au sein des services non marchands : 19,6 % des (565) postes salariés recensés en 2009.

Depuis début 2010, le siège de la CCCL accueille une pépinière d'entreprises sur 150 m², pouvant accueillir une dizaine de jeunes structures (soit une quinzaine d'emplois environ), bénéficiant des bienfaits d'une mise en réseau (dynamique d'entreprise, échange d'expériences, accompagnement personnalisé, logistique mutualisée), et ce, dans des locaux neufs, fonctionnels et faciles d'accès.

Début 2013, cette pépinière hébergeait 8 sociétés.

PERRIGNIER comptait en 2013, près d'une vingtaine de commerces et services (marchands) de proximité, qui se concentrent pour l'essentiel le long de la RD 903, et au Chef-lieu :

- Boulangerie- Pâtisserie.
- Alimentation générale.
- Bar-tabac-presse.
- Garage,-Station service.
- Coiffeurs (2).
- Soins de Beauté.
- Fleuriste.
- Pharmacie.
- Médecin.
- Orthophonistes (2).
- Cabinet infirmiers.
- Masseurs-kinési-thérapeutes (3).
- Dentistes (2).

■ **Quelques établissements privés de taille moyenne à importante ...**
marquent le tissu économique de PERRIGNIER :

Établissements les plus importants, par tranche d'effectifs.	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50-99 salariés
• Maine-Peillex SA (extrusion matières plastiques)			1 (56)
• Girard-Sopréva (fabrication d'éléments en béton)		1	
• Promedif (mobilier métallique)		1	
• Thermoplast Profils (transformation de matériaux)		1	
• Transports Magnin SARL (transports de marchandises)		1 (37)	
• Gurit France (tubes et tuyaux en caoutchouc et plastique)	1		
• Perrier TP (Travaux Publics, canalisations)			
• France Filière Plastiques SAS (mécanique générale)	1 (17)		
• Compostière de Savoie Morand SARL	1 (16)		
TOTAL : 8	3	4	1

■ L'analyse de la démographie des entreprises

révèle qu'il se crée plus d'entreprises qu'il n'en disparaît (surtout dans le secteur tertiaire), même s'il s'agit pour l'essentiel, d'auto-entrepreneurs :

Les dernières années ont vu la création de :

- 15 entreprises en 2010.
- 23 entreprises en 2011, dont 10 individuelles.
- 18 entreprises en 2012 (dont 11 dans le commerces, les transports et services divers, dont 14 individuelles.
- 21 entreprises en 2013 (dont 16 dans le commerces, les transports et services divers, dont 11 individuelles.

■ Un secteur touristique encore peu développé ...

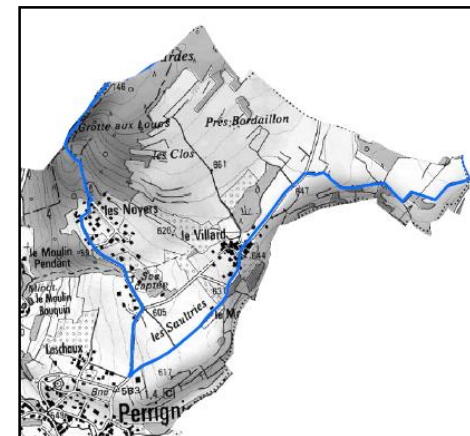
en dépit des potentialités offertes par le cadre rural et forestier de "l'arrière-pays" lémanique, et notamment :

- La forêt de Planbois, les sites collinaires proches (Allinges, Hermones, ...).
- Le patrimoine historique et rural, dont la ferme Rolland (812 visiteurs en 2002). ↓



- Le réseau rural de sentiers piétonniers, parmi lesquels une boucle reconnue "d'intérêt départemental" au au Plan Départemental des Itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) :

la boucle de la Maladière, en partie nord-est de PERRIGNIER. ➡



L'offre communale en hébergements est très réduite et sans diversité, avec :

- 1 meublés totalisant 5 lits.
- Une trentaine de résidences secondaires totalisant +/-130 lits.

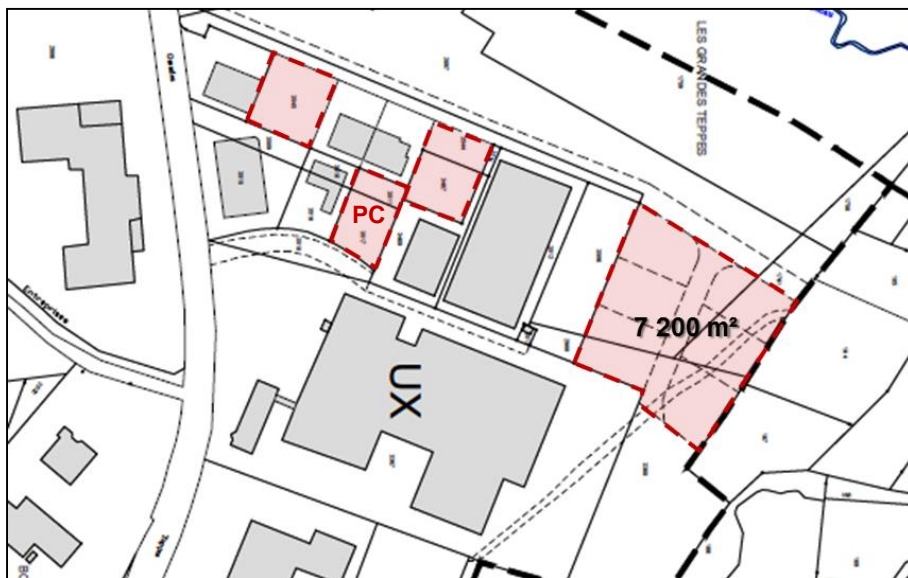
Cette offre représente 9,8 % des lits touristiques de la CCCL en 2013 (source : SMTB).

■ La construction de locaux d'activités :

Les années 2000 à 2012 ont vu la construction de plus de près de 700 m² de locaux d'activités sur le territoire de PERRIGNIER, des surfaces industrielles et de stockage pour l'essentiel (65 %).

Cette surface représente près de 22% % des quelques 3 130 m² de locaux d'activités construits sur le territoire de la CCCL.

Cette construction se poursuit avec l'installation récente d'une centrale à béton, et la construction en cours de 7 lots offerts par la commune (sur 8 500 m²), au sein de la zone industrielle des Grandes Teppes : lots qui ont tous trouvés preneurs, et pour lesquels des permis de construire ont été délivrés.



Surfaces économiques disponibles fin 2014 et permis accordés (PC).

Avec l'achèvement (courant 2015) de l'urbanisation du secteur d'activités des Grandes Teppes, les capacités d'accueil économiques arrivent à saturation sur l'ensemble des zones d'activités (existantes) de la commune (indépendamment des zones classées UX/NAx du POS en vigueur, évoquées ci-après).

3.3 L'ETUDE DE POSITIONNEMENT ECONOMIQUE.

Une étude de positionnement économique a été réalisée en 2009, à l'échelle du territoire des Collines du Léman, par le bureau PROSPECTIVES.

Le diagnostic préalable effectué dans ce cadre a souligné :

■ Sur le plan quantitatif :

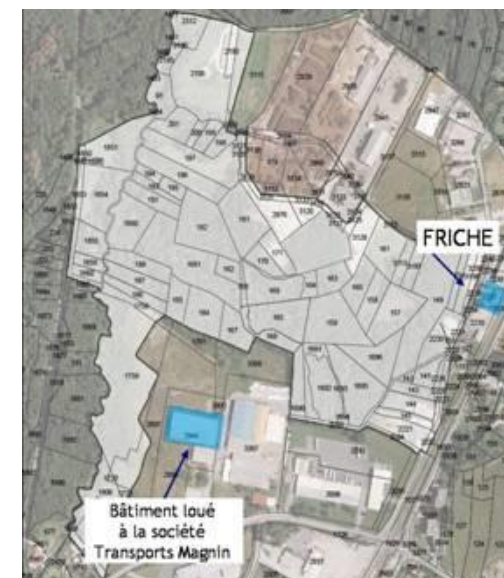
Les zones classées UX et NAx du POS en vigueur, offrent un potentiel d'accueil important :

- 20,57 ha de zones NAx.
- 2,80 ha dans la zone UX de la Mulaz.
- Quelques parcelles encore disponibles (moins de 2 ha. : voir ci-contre) et quelques friches en zones UX.

Sur l'ensemble de la CCCL, ces zones couvrent 31 ha (sur 88,25 ha au total), avec la création projetée de deux zones d'activités intercommunales :

- Sur Allinges : ZAI de Planbois Est : 13 ha.
- Sur Perrignier : ZAI de Planbois Ouest : 16 ha. ↓

*Zones jouxtant la future
ZAI de Planbois Ouest.*



■ Sur le plan qualitatif :

Des zones industrielles et artisanales vieillissantes (bâtiments, abords, ...), au bâti hétéroclite, et qui souffrent globalement d'un manque d'image et de positionnement.

Des constats qui ont motivé l'engagement d'une "Approche Environnementale de l'Urbanisme" (AEU, en cours), visant :

- La création du parc d'activités intercommunal de Planbois et
- La requalification des zones d'activités communales limitrophes.

... D'après les entretiens menés auprès des différents acteurs du territoire :

■ L'avis des chefs d'entreprises :

L'amélioration des zones d'activités est perçue comme une urgence et la réalisation du projet routier Machilly-Thonon est un souhait ardent, d'autant plus que la problématique logistique est déterminante pour les secteurs de l'industrie, pour certains services et pour certaines entreprises du BTP.

La démarche AEU a reçu un accueil plutôt favorable, dans l'attente néanmoins de précisions (de la part des élus) sur la dimension du HQE.

- L'avis des élus et des institutionnels :
 - Développer une zone de positionnement fort sur le Chablais, en partant davantage d'un développement endogène quitte à l'élargir ultérieurement.
 - Adosser ce projet ambitieux de ZAI à une nouvelle infrastructure routière nécessaire voire vitale économiquement pour le Chablais.
 - Intégrer dans la réflexion l'infrastructure ferrée (et le projet de plateforme de fret).
 - Créer les conditions du dynamisme en réalisant un travail de fond avec les chefs d'entreprise locaux (de la CCCL et du Chablais).

Le diagnostic et les entretiens ont débouché sur l'émergence de deux notions clés pour le positionnement économique du territoire communautaire : celle du développement endogène, et celle de l'éco-développement.

■ Le développement endogène :

Par opposition au développement exogène (qui cherche à attirer des entreprises et capitaux extérieurs représentant un très faible pourcentage par rapport à l'endogène), le développement endogène vise à soutenir les forces économiques internes pour les aider à se développer localement.

Le développement endogène se rapporte à des actions territoriales conscientes qui influencent l'émergence et la localisation d'activités économiques sur un territoire donné.

Alors que miser sur l'exogène paraît peu crédible dans le contexte territorial de la CCCL, ce territoire bénéficie par contre, de pré-requis intéressants pour miser sur un développement endogène, et notamment :

- Un sentiment d'appartenance et un attachement au territoire.
- Un tissu d'entreprises existantes dynamique.
- Des entreprises ayant des activités complémentaires, voire travaillant les unes pour les autres.
- Les acteurs du territoire, notamment les acteurs politiques, ont les moyens de favoriser ce développement sur le territoire de la CCCL.

La recherche d'un développement endogène permet de stimuler la création de richesses sur le territoire de la CCCL, en contribuant ainsi au développement et à l'attractivité du Chablais

Avec ou sans la 2X2 voies express Machilly-Thonon, le secteur de Planbois peut bénéficier d'une attractivité au niveau du territoire du Chablais (voire un peu élargi) : parce qu'il bénéficie d'une position centrale sur ce territoire, et donc, qu'il peut séduire des entreprises qui ont un marché à dimension du Chablais.

Grâce à la nouvelle voie de contournement de Thonon, Perrignier et Allinges se sont rapprochées de ce pôle économique (physiquement et psychologiquement) : le secteur de Planbois peut donc apparaître à moyen terme comme le prolongement naturel des activités économiques du pôle de Thonon-les-Bains ; et il peut bénéficier du réservoir de main d'œuvre que constitue ce bassin de vie.

■ L'éco développement :

L'éco-développement constitue une option de positionnement qui présente plusieurs avantages :

- Crédibilité :

L'éco développement est en phase avec l'image qualitative du territoire (respect de l'environnement, proximité du Lac, etc.)

Il tient compte de l'existant, car il peut fédérer une partie du tissu existant déjà sur les zones (exemple : BTP, plasturgie)

Il est "raisonnable" en termes de localisation et de perspectives de développement.

- Désirabilité :

Il s'agit d'une tendance porteuse, véhiculant une image très positive.

Il sera donc valorisant pour une entreprise de revendiquer sa localisation sur une zone positionnée sur ce créneau.

La désirabilité de la zone dépendra par la suite des aménagements concrets de celle-ci (voir phase opérationnelle).

- Originalité :

Il n'existe à l'heure actuelle que peu de parc d'activités revendiquant et affichant ce positionnement, avec autant de clarté. Toutefois, ces dernières années ce positionnement est en train de se développer.

Trop d'originalité pourrait nuire à l'attractivité du parc d'activités et à sa crédibilité (en l'enfermant sur un créneau trop réduit par exemple). Mais un positionnement éco développement permet d'afficher à la fois une vitrine claire et source de différenciation, et de regrouper sous sa bannière un panel d'activités suffisamment large pour ne pas entraver son développement.

- Simplicité :

Le terme "éco développement" est intuitivement compréhensible par tous.

Il représente un "slogan" mémorisable et facilement illustrable.

Le dénominateur commun est la préoccupation autour l'empreinte énergétique et pouvant se décliner autour :

- Du BTP : éco-construction, (la partie TP étant à exclure), etc.
- Des services : bureaux d'études, architectes, etc.
- De l'artisanat : entreprises gravitant autour de l'éco-développement, par leur savoir-faire, le produit vendu, le procédé de fabrication, ou les matériaux utilisés.
- De l'industrie : entreprises gravitant autour de l'éco-développement, par leur savoir-faire, le produit vendu, le procédé de fabrication, ou les matériaux utilisés.

L'éco-développement a des implications en termes d'équipements connexes :

- Le développement d'un pôle de formation : ... autour des métiers de l'éco développement, ou formations techniques plus génériques (en profitant de la position du pôle comme "épicerie du Chablais").
- Le développement d'une pépinière voire uniquement d'un hôtel d'entreprises.

SYNTHESE DE L'ETUDE :

Trois scénarii d'éco-développement ont été soumis (en mai 2009) au choix politique des élus de la CCCL, pour apporter les amendements nécessaires et en favoriser le portage devant les différentes instances afin de pouvoir trouver les financements nécessaires à sa réalisation.

1. Scénario 1 (18 ha de consommation foncière) : Positionnement fort centré sur l'éco développement. => Accessibilité liée à la future 2X2 voies. Village d'entreprises orienté éco construction avec une forte dynamique
2. Scénario 2 (10 ha de consommation foncière) : Positionnement fort centré sur l'éco développement et conservant le village d'entreprise (orienté éco construction) avec une dynamique plus faible du fait de l'absence de la 2X2 voies.
3. Scénario 3 (6 ha de consommation foncière) : Positionnement marketing uniquement. Village d'entreprises possible mais sans la dimension éco construction => pas d'effet vitrine.

3.4 Le diagnostic agricole.

(d'après l'étude réalisée par la Chambre d'Agriculture).

Les résultats des Recensements Généraux Agricoles (RGA) sont à considérer avec prudence et demeurent d'ordre indicatif. En effet, réalisé tous les 10 ans environ, le RGA recense toutes les personnes ayant une activité agricole même anecdotique (le seuil de recensement fixé à 1 ha).

Il permet une approche très générale mais ne donne pas une image de l'agriculture dite "professionnelle", et surtout ne donne pas d'indication de localisation des exploitations.

A la différence du RGA, l'étude locale ne recense que les exploitations ayant un minimum de caractère économique.

Il est cependant intéressant de noter, que, comme dans la plupart des communes du Bas Chablais, l'évolution générale sur le canton ouest de Thonon est une diminution nette du nombre d'exploitations.

Elle est liée à l'économie au sens large, aux difficultés du métier, à la nécessaire restructuration pour conserver la compétitivité, et dans notre département, à la pression foncière liée à l'urbanisation.

Il en est de même pour le nombre de bovins qui illustre le recul de l'activité laitière.

Les surfaces agricoles se sont réduites également entre 1979 et 2000.

Ce n'est pas le cas de toutes les communes de la CCCL mais plus spécifiquement le cas du Bas Chablais.

La baisse des indicateurs agricoles est cependant plus importante à PERRIGNIER que pour le canton.

■ Evolution sur la commune :

	1979	1988	2000	Evolution 1979/88	Evolution 1988/2000	Evolution 1979/2000
Nombre total d'exploitations	59	36	22	-39%	-39%	-63%
Dont nombre d'exploitations professionnelles	23	17	9	-26%	-47%	-61%
SAU en Ha	925	788	710	-15%	-10%	-23%
Surface en herbe en Ha	638	513	417	-20%	-19%	-35%
Nombre total de bovins	1333	1121	775	-16%	-31%	-42%

■ Evolution sur le canton de Thonon-Ouest en comparaison :

	1979	1988	2000	Evolution 1979/88	Evolution 1988/2000	Evolution 1979/2000
Nombre total d'exploitations	255	217	150	-15%	-31%	-41%
Dont nombre d'exploitations professionnelles	91	73	48	-20%	-34%	-47%
SAU en Ha	3584	3051	2854	-15%	-6%	-20%
Surface en herbe en Ha	2227	1759	1741	-21%	-1%	-22%
Nombre total de bovins	4297	3523	2631	-18%	-25%	-39%

Les chiffres bruts du RGA fournissent une bonne indication quant aux évolutions générales de l'agriculture, mais l'enquête réalisée en 2009 nous donne une plus grande précision quant à la situation exacte et actualisée de l'agriculture communale

■ L'enquête de 2009 :

Ont fait l'objet de cette étude 4 exploitations qui ont leur siège social sur la commune de PERRIGNIER. Sur les 4 exploitations, 3 exploitations sont sous forme individuelle et 1 exploitation est sous forme sociétaire.

- Les surfaces exploitées :

Sur les 785 hectares communaux, la ¹Surface Agricoles Utile (SAU) des agriculteurs de PERRIGNIER s'élève à 332 ha dont 252 sont situés sur le périmètre de la commune. Ils exploitent donc 80 ha sur des communes alentour. Notons que la SAU² communale était évaluée à 654 ha en 2000.

La répartition des surfaces exploitées par les agriculteurs de la commune est la suivante :

- 61 % en prairies, soit 211 ha
- 36 % en céréales, soit 120 ha
- moins de 1% d'arboriculture, maraîchage et autres.

Une exploitation dispose d'un alpage individuel (Vailly, Vallée du Brevon) de 14 ha.

Le cahier des charges concernant l'AOC Reblochon (qui concerne la seule exploitation laitière) implique pour l'alimentation des troupeaux une production d'herbe et de fourrage de l'aire AOC. L'appellation à des conséquences sur les surfaces nécessaires à la production de foin, ainsi que sur les pâtures de proximité indispensables (maximum : 1 km) créant des problèmes de circulation pour les troupeaux.

- Les exploitations :

Le lait n'est pas l'activité dominante comme cela a pu être le cas il y a trente ans (plus de 440 vaches laitières en 1979 contre 55 aujourd'hui). Néanmoins, on recense bon nombre de productions végétales, allant des céréales à l'arboriculture en passant par la production de foin dont les multiples centres équestres du secteur sont demandeurs. Sont recensées ainsi sur la commune de PERRIGNIER :

- 1 exploitation en production laitière et grandes cultures.
- 1 exploitation en grandes cultures avec élevage ovin.
- 1 exploitation en élevage équin (chevaux de course).
- 1 exploitation en arboriculture complétée par du maraîchage, des grandes cultures et de la production de foin.

Trois exploitations ont donc une activité d'élevage. Le cheptel se répartit de la façon suivante :

- 55 vaches laitières (VL) et 60 génisses de renouvellement pour une exploitation.
- 300 ovins.
- 45 chevaux de course.

Remarque : On peut rajouter à cela 20 génisses prises en pension pour pâturer une partie du domaine équestre en complément des chevaux.

Les centres équestres sont, depuis la Loi Orientation Agricole de 2005, considérés comme "exploitations agricoles".

Deux exploitations agricoles sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental (ovins et équins) et une exploitation est soumise à Déclaration au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et produit du fumier.

- Les exploitants :

12 personnes travaillent sur les 4 exploitations pour un équivalent de 9,25 UTH (Unité de Travail Humain), c'est-à-dire 9 équivalent temps-plein.

9 personnes sont des chefs d'exploitation, conjoints ou aides familiaux ; 3 personnes sont des salariés. Aucun chef d'exploitation n'est double-actif (avec une activité extérieure à l'activité agricole).

L'âge moyen des exploitants et associés travaillant sur les exploitations de PERRIGNIER est de 42 ans (ce qui place la commune légèrement en dessous de la moyenne du secteur).

Même s'ils sont peu nombreux, les chefs d'exploitations les plus jeunes (4 = autant que d'exploitations) ont en moyenne 38 ans. Cela montre que

¹ Rappel: un agriculteur exploite en moyenne des terres sur 3 communes en Haute Savoie. (Source : étude agricole 2007 réalisée par la chambre d'Agriculture).

² C'est à dire la SAU exploitée sur la commune par tous les agriculteurs, y compris si leur siège n'est pas situé sur la commune.

l'agriculture se renouvelle malgré tout, d'autant qu'elle emploie 3 salariés et que plusieurs aides familiaux travaillent dans les exploitations (ils ont vocation à s'installer plus tard).

La pérennité des 4 exploitations professionnelles de PERRIGNIER semble donc assurée, d'autant que 3 sur 4 ont des projets de développement de leurs activités et que leur localisation laisse entrevoir de bonnes perspectives.

- Les débouchés :

L'exploitation laitière produit 240 000 litres de lait, livrés à la Coopérative Laitière du Massif des Moises à Cervens, où il est transformé en Reblochon AOC par le gérant, la Fromagerie Chabert.

Les productions de viande sont commercialisées auprès de négociants (vaches de réforme et veaux) et de coopérative (agneaux).

Les fruits (pommes/poires) sont vendus en circuits court (sur place et sur le marché de Thonon, idem pour les légumes).

L'activité équestre s'inscrit dans le monde des courses de chevaux au plus haut niveau.

■ **Élément d'actualisation 2013 :**

Depuis le diagnostic réalisé par la Chambre d'Agriculture en juin 2009, une nouvelle exploitation agricole a débuté en août 2010, en lieu et place d'une ancienne exploitation (élevage de veaux) qui avait cessé son activité en mars 2005 : cette exploitation, et la maison d'habitat qui y est rattachée, sont situées au sortir de la forêt de Planbois (en venant de Sciez, le long de la RD 25) : il s'agit d'une activité de pension canine adossée à une activité d'élevage (et donc "recensable" à ce titre par la Chambre d'Agriculture). ↓



■ **Les règles applicables à toutes les communes sur les rapports entre les sièges d'exploitations agricoles et l'urbanisation :**

- Exploitations soumises au Règlement Sanitaire Départemental : arrêtés préfectoraux du 18 décembre 1985 et du 03 août 1987 indiquant notamment le respect d'une distance de 50 mètres environ entre bâtiments d'élevage et urbanisation.
- Exploitations soumises à Déclaration au titre des Installations Classées : arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 indiquant notamment le respect d'une distance de 100 mètres entre les bâtiments d'élevage (et leurs annexes) et les habitations et les locaux occupés par des tiers ainsi que les zones destinées à l'urbanisation par des documents d'urbanisme opposable aux tiers.
Cette classification traduit les contraintes réglementaires qui s'appliquent aux exploitations, notamment :
 - Pour la durée de stockage des effluents et la distance d'épandage vis à vis des habitations.
 - En matière d'Urbanisme: elle détermine les distances d'implantation des bâtiments agricoles vis à vis des zones constructibles, et vis à vis des constructions tiers et également pour l'application de la règle de réciprocité (article L.111.3 du Code Rural) : *"Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction précitée à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes"*.

Certaines de ces règles sont adaptables à la marge au contexte local, notamment lorsque les exploitations sont d'ores et déjà très proches des zones urbanisées, et dans la mesure où l'esprit de ces règles est respecté, sur avis de La Chambre d'Agriculture.

Préconisations de la Chambre d'Agriculture

- Maintenir les circulations agricoles et les accès : d'une part, les passages permettant l'accès aux zones agricoles (situées à l'arrière des zones d'urbanisation) ; d'autre part la praticabilité des chemins ruraux desservant ou traversant les zones d'urbanisation (pour maintenir les accès).
- Protéger les sièges d'exploitation vis à vis de l'urbanisation, en prenant en compte les "parcelles de proximité" nécessaires au fonctionnement des exploitations (pâturage, accès et circulation des cheptels, circulation des engins autour des bâtiments), et en maintenant, là où la configuration le permet encore, une ouverture suffisante en direction des zones exploitées.

La profession agricole préconise en outre :

- Le respect de 100 m de distance (au tiers le plus proche) afin d'assurer des conditions de travail et de voisinage décentes limitant les risques de conflit et nuisances olfactives et de bruits.
- La préservation d'un angle d'ouverture de 120° sur les parcelles attenantes aux bâtiments est nécessaire pour la circulation du bétail et engins agricoles.
- La préservation des grands espaces agricoles, d'où un regroupement souhaitable de l'urbanisation autour des pôles construits (chefs-lieux, villages et hameaux existants).

Les zones d'intérêt agricole ont été identifiées et cartographiées (avec la légende ci-dessous), dans le but de maintenir les espaces agricoles homogènes à enjeux et les sièges d'exploitations en place.

REPERAGE DES SIEGES D'EXPLOITATIONS ET DE LEUR PERENNITE



REGLEMENTATION

- R** Installation soumise au Règlement Sanitaire Départemental
D Installation classée soumise à déclaration
A Installation classée soumise à autorisation

→ ACCES STRATEGIQUES

FUNCTION DES PARCELLES



FUNCTION DES BATIMENTS



PRODUCTIONS AGRICOLES

Productions animales :



Productions végétales :



OCCUPATION DU SOL

Issu de la combinaison des catégories d'occupation du sol.
 RGD73-74 - 2008 -



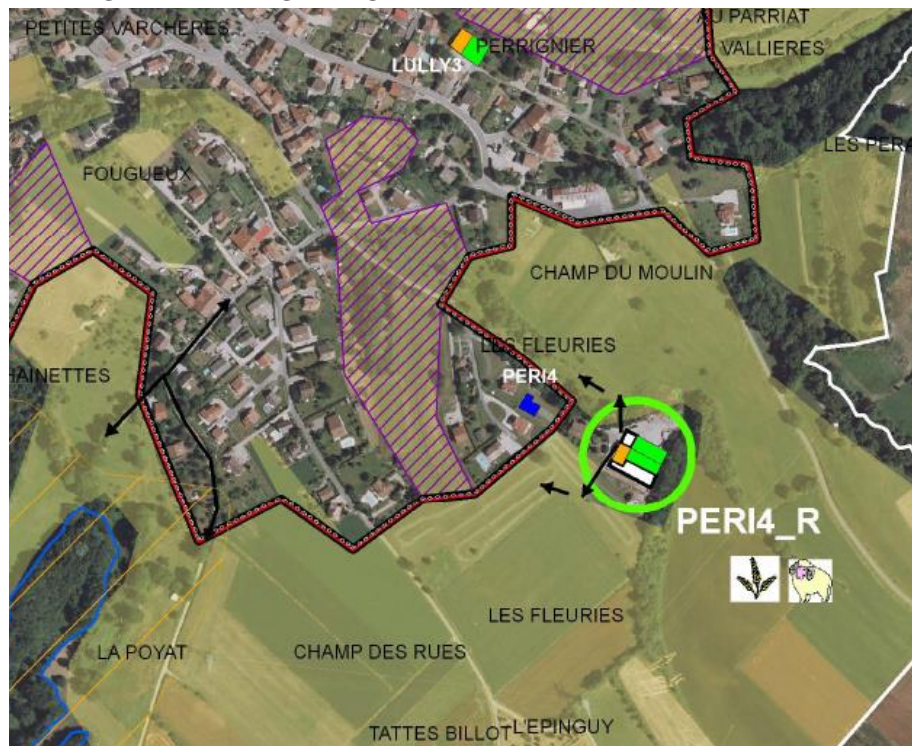
ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX



Identification des principaux pôles urbanisés à densifier dans le but de maintenir les espaces agricoles à enjeux et les sièges d'exploitations agricoles



PERRIGNIER-TATTES BILLOT :



Elevage de brebis avec production d'agneaux et production de céréales. Exploitation pérenne, tenue par un jeune agriculteur avec projet d'augmentation du cheptel à 300 brebis (nécessitant un nouveau bâtiment) et de vente de viande sur place.

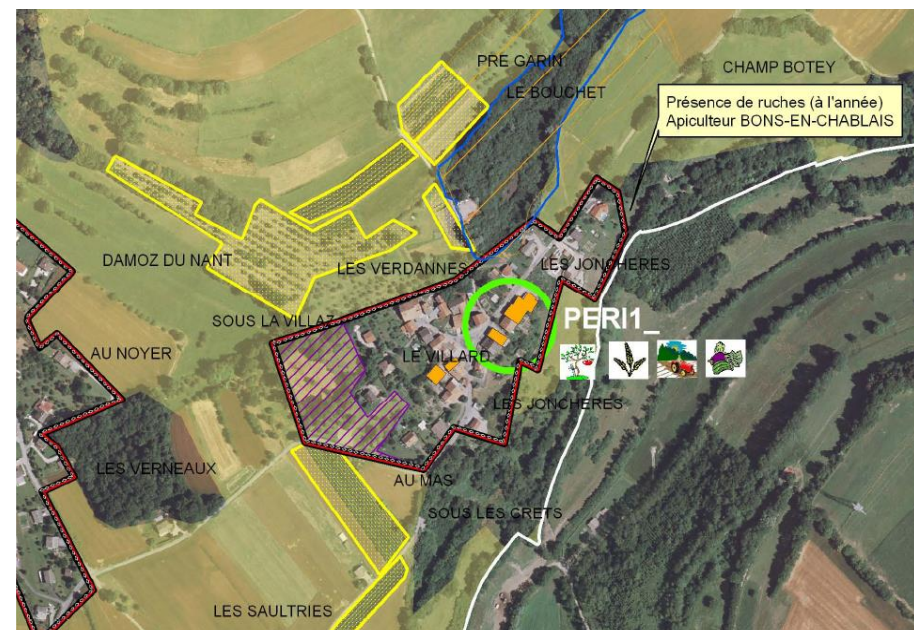
Recommandation de la Chambre d'Agriculture :

Garder l'homogénéité des pâturages autour du bâtiment d'élevage et, d'autre part, à garder des reculs suffisants avec la zone urbanisée afin de ne pas compromettre le développement de cette exploitation.



Exploitation en maraîchage et arboriculture avec production de céréales et foin avec vente directe sur le marché de THONON. L'exploitant a pour projet de développer davantage son activité de maraîchage.

A noter également, la présence d'une trentaine de ruches dans cette zone.



LE VILLARD-LES GRANDS CHAMPS-AU NOYER :

Recommandation de la Chambre d'Agriculture :

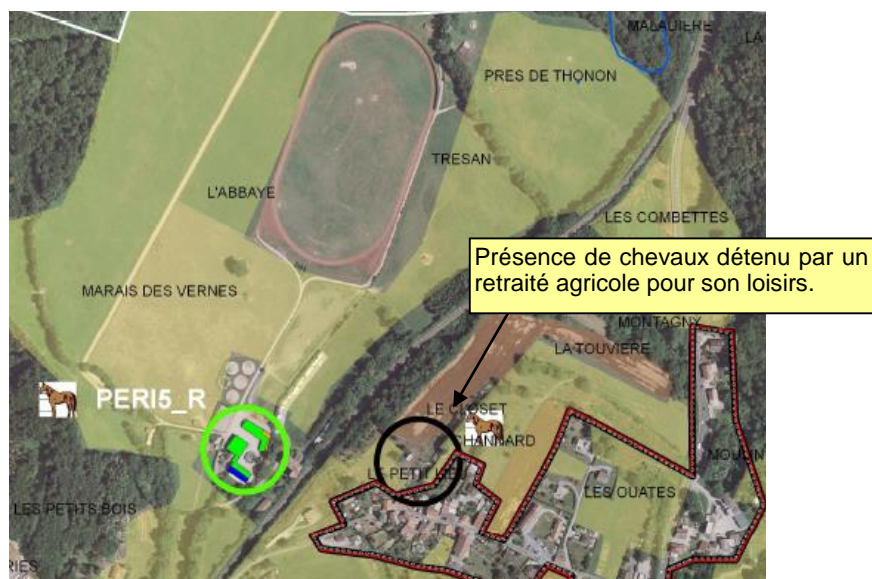
Bien que n'ayant pas d'animaux, cette exploitation peut être considérée comme "enclavée", aussi, il faudra veiller, d'une part, à préserver l'angle d'ouverture tel qu'il existe et, d'autre part, à maintenir l'accessibilité au siège d'exploitation (gabarit engins agricoles à prendre en compte).

L'ABBAYE-LE PETIT LIEU :

Elevage et entraînement de chevaux de courses avec projet de construction d'un manège couvert avec une vingtaine de boxes attenants pour passer de 45 à 70 chevaux.

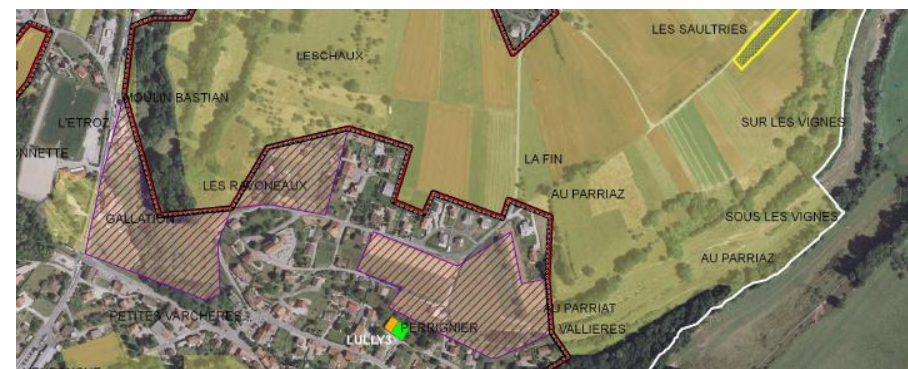
Recommandation de la Chambre d'Agriculture :

Cette structure a des conditions très favorables, disposant d'un espace agricole homogène nécessaire à cette activité équestre. Aussi, dans le cadre du projet de désenclavement du chablais, il faudra absolument veiller à cantonner l'ouvrage routier côté bois, le long du cours d'eau.

**LESCHAUX-PERRIGNIER :**

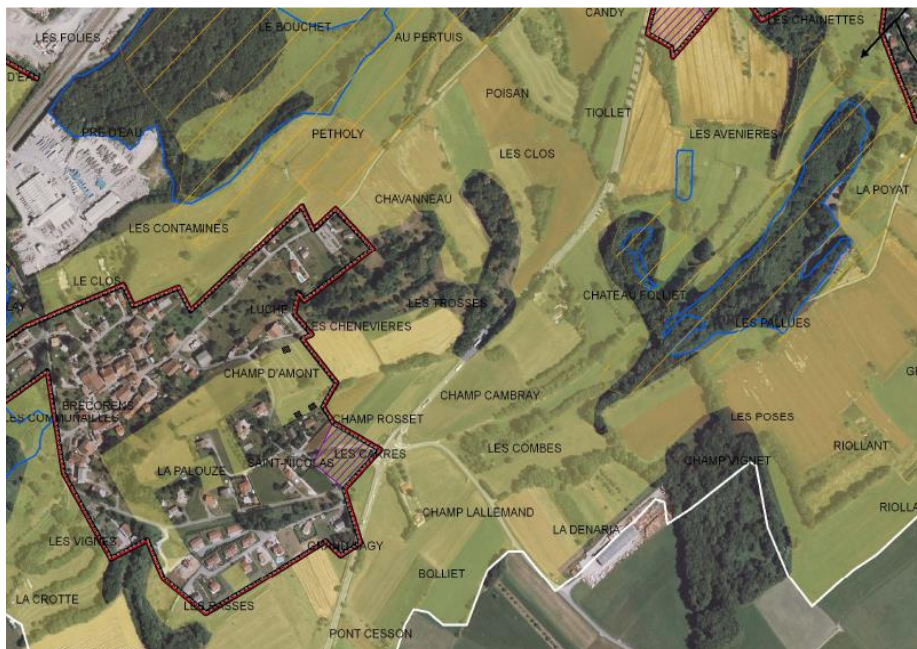
"Leschaux" : Secteur de pâturage et de cultures à préserver. "La Fin-Au Parriaz" constitue un beau secteur agricole homogène à préserver.

"Perrignier" : Il faut signaler la présence d'un bâtiment où sont entreposés des bêtes à viande pour le compte d'un exploitant dont le siège d'exploitation est sur la commune de LULLY.



BRECORENS-LES POSES-POISAN :**Recommandation de la Chambre d'Agriculture :**

Les secteurs homogènes de cultures "Poisan"- "Champ Lallemand" constituent des continuités naturelles à préserver en zones agricole et naturelle (Arrêté de Biotope et Natura 2000).



A noter : La porcherie (classée ICPE) sise au lieu-dit "les Bougeries Nord" a cessé son activité.

COMMUNAUX DE BRECORENS :

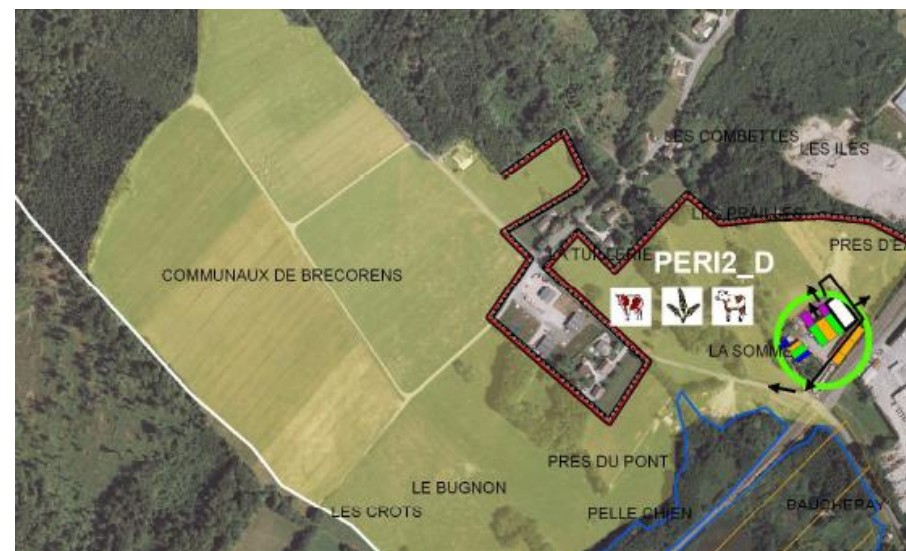
Seule exploitation laitière de la commune qui est une installation classée soumise à déclaration.

Cette exploitation a des conditions relativement favorables pour son développement et le projet d'installer prochainement deux jeunes agriculteurs (le fils et le neveu de l'exploitant) ce qui nécessitera d'augmenter le cheptel à 80 vaches laitières et donc de faire un nouveau bâtiment.

Recommandation de la Chambre d'Agriculture :

S'agissant du projet de désenclavement du Chablais, l'exploitation laitière sera très touchée car elle va se trouver isolée de ses secteurs de pâturage ce qui nécessitera la création de passages à bovins spécifiques, indépendants de la circulation automobile, pour permettre les retours bi-quotidiens des vaches laitières à la salle de traite.

La profession agricole souhaite que le tracé favorise le passage en bordure de bois plutôt que la traversée des parcelles communales qui, à plus ou moins long terme, pourraient comporter le risque d'un changement de la vocation agricole de ces parcelles au profit de zones à vocation économique.



- Synthèse sur l'activité agricole -

La commune de Perrignier reste une commune agricole, malgré le petit nombre d'exploitations, avec une agriculture bien présente sur l'ensemble du territoire.

La caractéristique première de l'activité agricole de Perrignier est la présence d'une diversité d'activités d'élevage et de productions végétales, ce qui caractérise aussi le paysage façonné par l'agriculture : 2/3 de surfaces en prairies, et 1/3 de cultures céréalières.

Il ne faut pas oublier que l'activité agricole, au delà de sa fonction de production entretient un cadre de vie pour plus de 1500 habitants.

La dynamique agricole est forte, l'ensemble des exploitations a un avenir assuré (des exploitants jeunes, des reprises ou une pérennité assurées à 100 %).

L'ensemble des exploitations de la commune a la possibilité d'évoluer sans contraintes (réglementaire ou de fonctionnement).

L'un des enjeux du PLU est de confirmer la préservation durable de ces exploitations en préservant un maximum de surfaces agricoles (parcelles de proximité notamment) et de prévoir des possibilités d'évolution en évitant la perspective de délocalisation coûteuse.



Les fondements juridiques de la politique économique (rappel du cadre légal) :

Concernant l'activité agricole :

- *L'article L. 121.1 du Code de l'Urbanisme précise que les PLU déterminent les conditions permettant d'assurer :*
- *(1°) "L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières (...) d'autre part (...)"*.
- *(3°) "Une utilisation économe et équilibrée des espaces agricoles et naturels, urbains, périurbains et ruraux".*

Concernant les autres activités :

- *L'article L 110 du Code de l'Urbanisme pose le principe d'une harmonisation des prévisions et décisions d'utilisation de l'espace, notamment pour "assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures, des conditions (d'habitat), d'emploi, de services (...) répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources".*
- *L'article L 121.1 précise ce principe général (entre autres) de "diversité des fonctions urbaines (...) imposant de prévoir "des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'activités économiques, notamment commerciales, et d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général, en tenant compte en particulier, de l'équilibre entre emploi et habitat (...)"*.

4 – LE FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE

4.1. LES EQUIPEMENTS PUBLICS ET COLLECTIFS.

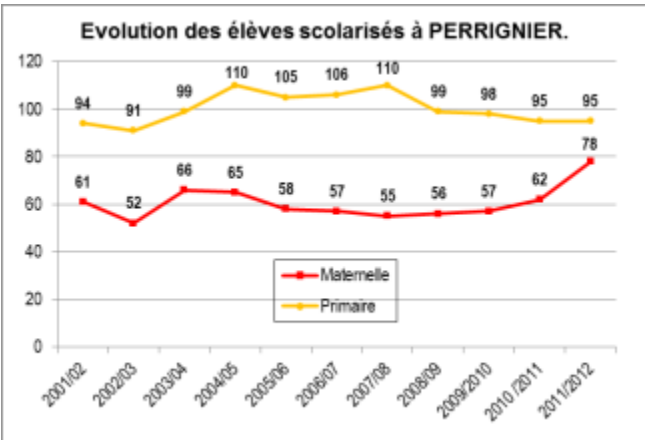
4.1.1 – Les équipements scolaires :

PERRIGNIER dispose :

- D'une école maternelle intercommunale (les Chaînettes), dont les effectifs (de Perrignier-Draillant-Cervens), répartis dans 5 classes, connaissant une forte progression récente
- D'une école élémentaire communale (4 classes), dont les effectifs tendent à diminuer, ayant entraîné la fermeture d'une classe en 2008.



Au total, les élèves scolarisés à PERRIGNIER s'élevaient à 326 (pour la rentrée 2011/2012), ... auxquels s'ajoutaient 153 élèves scolarisés au collège de Bons en Chablais et aux Lycées de Thonon (pour l'essentiel).



La délocalisation de l'école primaire (obsolète et de moins en moins fonctionnelle, dans un espace de faible capacité ...) est envisagée, en regroupement avec les équipements du secteur des Chaînettes.

4.1.2 – Équipements et services périscolaires :

Une nouvelle cantine ouverte en mars 2009 au sein de l'école maternelle des Chaînettes, bénéficie à une quarantaine d'enfants. Cet équipement a fait l'objet d'une extension récente (de 300 m²).

Il n'existe pas d'autre service périscolaire sur le territoire communal, mais une crèche intercommunale est située à ALLINGES (site du centre aéré) et l'association de parents d'élèves ("Sou des écoles") est active.

4.1.3 – Équipements culturels :

PERRIGNIER bénéficie des locaux récents et performants, résultat d'une politique de restructuration des équipements publics, engagée par la commune au début des années 2000, avec principalement :

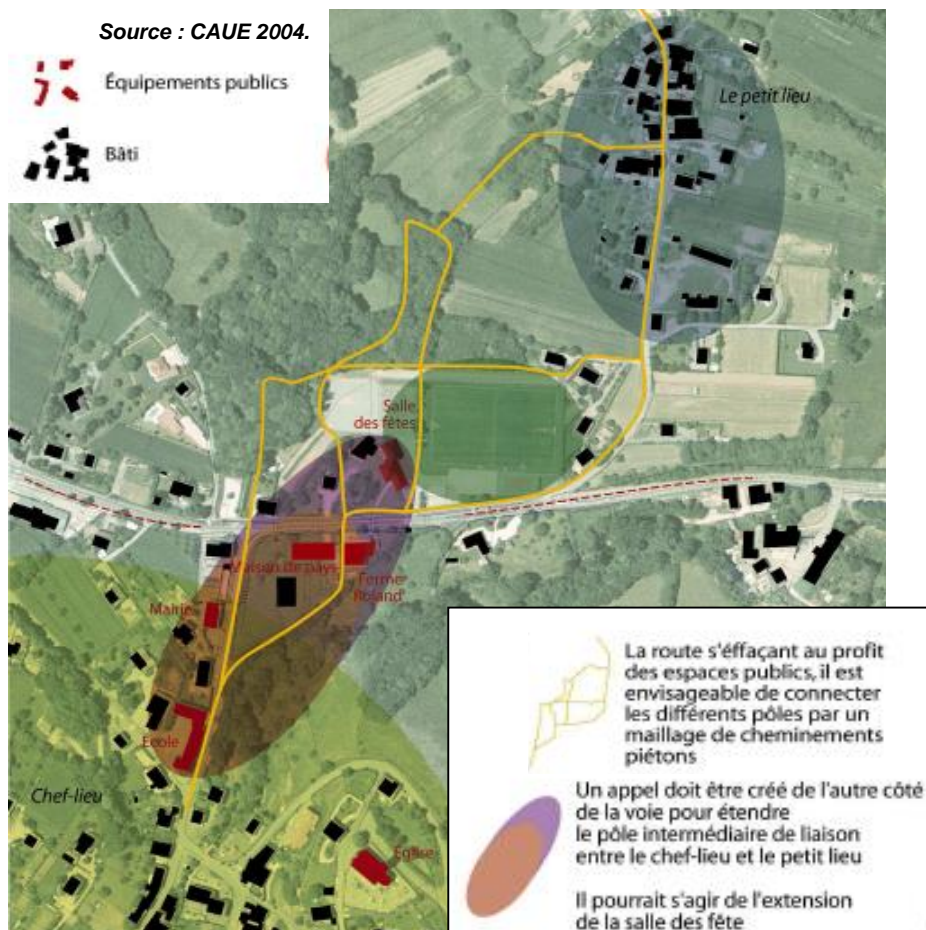
- Une médiathèque municipale.
- Une salle polyvalente.



Ces aménagements, associés au traitement urbain la RD 903, ont contribué à :

- Renforcer la centralité et l'urbanité du Chef-lieu.
- Estomper l'effet de coupure généré par la route départementale.
- Accroître les capacités de stationnement.
- Faciliter et sécuriser les circulations piétonnes entre les pôles d'équipements (de part et d'autre de la route), avec un maillage piétonnier qui reste à développer.

Source : CAUE 2004.



4.1.4 – Équipements sportifs :

Ils sont situés pour l'essentiel à l'ouest et à proximité de la RD 903.

- Un terrain de football (dont l'extension est envisagée de longue date).



- Une plateforme multisports (agorospace inauguré en octobre 2011),
- Un local de pétanque (au Petit Lieu).
- Une aire de jeux d'enfants à proximité de la médiathèque.



A noter également, la présence à l'ouest du Petit-Lieu, d'un centre privé d'élevage et d'entraînement de chevaux de course ("chez Macheret"), avec une piste adaptée.



4.1.5 – Équipements institutionnels :

PERRIGNIER est doté d'équipements bénéficiant de locaux récents, performants et accessibles facilement :

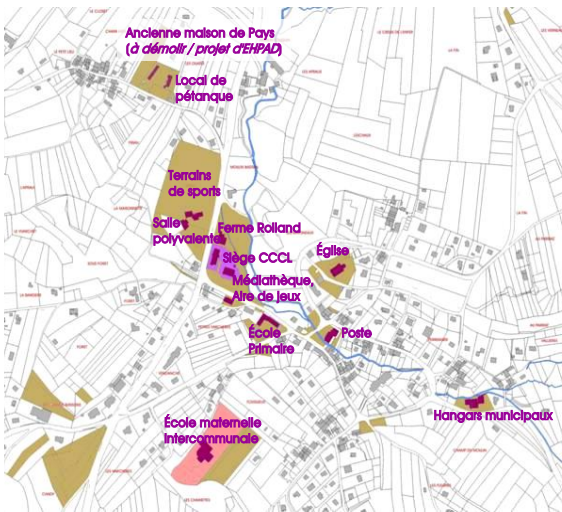
- Mairie.



- Siège de la CCCL.
- Agence postale.



- Lieux de culte : Église (Chef-lieu), Chapelle de Brécovens, 2 cimetières (Perrignier, Brécovens).



4.1.6 – Le tissu associatif :

Il est assez modeste, avec moins d'une quinzaine d'associations communales. Certaines ont une dimension intercommunale, telles que l'Aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR). L'action associative peine parfois à se maintenir (la MJC s'est dissoute en 2009 ...) et mérite d'être encouragée, dans la mesure où elle contribue à l'animation de la commune, à l'organisation de diverses manifestations, et à la satisfaction de besoins, éducatifs, culturels, sportifs, sanitaires et sociaux, parfois essentiels. La commune met quelques locaux à disposition des associations :



- Ancienne école de Brécovens (association des "Amis du Vieux Brécovens").
- Ancienne "maison des communes" au Petit Lieu (association "Fring'halle").
- Salle polyvalente et sous-sol (club du 3ème âge, club de football). Etc.

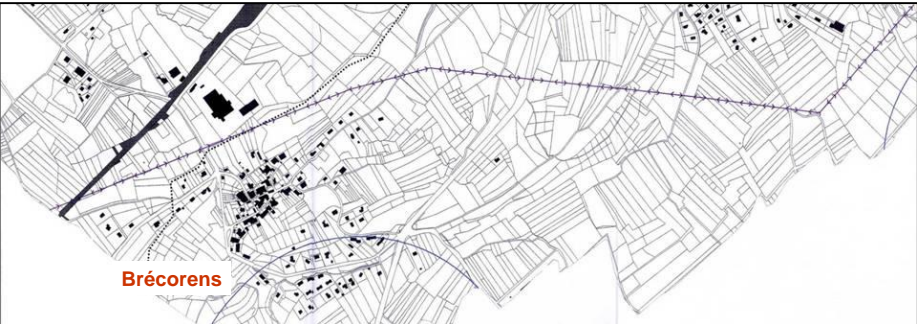
4.2. AUTRES RESEAUX ET OUVRAGES TECHNIQUES.

4.2.1 – Canalisations électriques :

Le passage de la ligne électrique à 225 kV Allinges-Cornier (dont la gestion est confiée à RTE : Réseau de Transport d'Électricité), induit des limitations administratives au droit de propriété :

- Servitude d'ancrage, d'appui, de surplomb pour les lignes aériennes.
- Servitude de tréfonds pour les lignes souterraines.
- Servitude d'élagage, branchage et d'abattage des arbres.

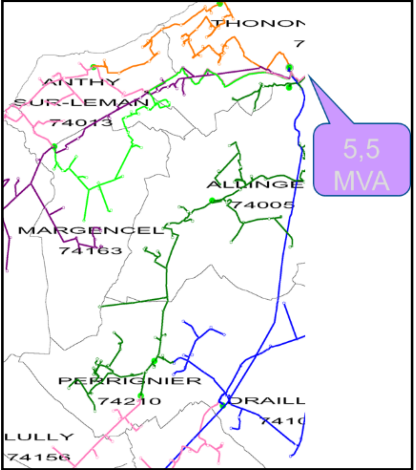
Obligation est faite (pour le propriétaire) de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire, pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations.



Demande est faite (par le RTE), d'intégrer au règlement du PLU :

- La possibilité de surélever et de modifier ses ouvrages pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
- Que les règles de prospect, d'implantation et de hauteur des constructions ne soient pas applicables aux lignes de transport d'électricité HTB (> à 50 000 volts), faisant l'objet d'un report dans les documents graphique et mentionnés dans la liste des servitudes.
- Que ne soient pas classés au titre de l'article L 130.1 (du Code de l'urbanisme) les espaces boisés situés dans les couloirs d'exploitation des lignes (sur une largeur de 80 mètres sous les lignes).

Après consultation du service compétent d'ERDF (Electricité Réseau Distribution France), il s'avère que l'état de l'alimentation électrique de la commune ne soulève pas d'inquiétude particulière pour l'avenir : le maillage du réseau est bon, la puissance est suffisante partout, et la légère faiblesse pouvant être constatée est compensée par le relais possible des transformateurs électriques.



4.2.2 – Canalisation de distribution et de transport de gaz :

Le territoire de Perrignier est impacté par une canalisation et un poste de transport de gaz naturel haute pression : ces ouvrages sont susceptibles, par perte de confinement accidentelle suivie de l'inflammation, de générer des risques très importants pour la santé ou la sécurité des populations voisines.

Le passage de la canalisation de gaz - Antenne de Thonon DN 200 mm Ville la Grand / Thonon les bains (déclarée d'utilité publique par arrêté ministériel du 26/01/1978) induit des zones de danger proportionnelles au diamètre de la canalisation et à la nature du produit transporté :

Une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) de 4 mètres de large (1 m à gauche et 3 m à droite de l'axe de la canalisation, en allant en direction de Thonon les bains), doit être respectée.

Y sont interdites, les constructions en dur, la modification de profil du terrain, la pose de branchements en parallèle à la canalisation, les plantations d'arbres et d'arbustes de plus de 2,70 m de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 m.

Cet ouvrage doit figurer sur la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

GRT Gaz demande :

- Que le tracé des canalisations et des zones de dangers soient représentés sur les documents graphiques du PLU, ainsi d'attirer l'attention sur les risques potentiels que présentent les canalisations, et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers pour la vie humaine, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (très graves, graves, significatifs).

Canalisation	DN	PMS (bar)	(1) Zone de dangers très graves Distance (m)	(1) Zone de dangers graves Distance (m)	(1) Zone de dangers significatifs Distance (m)
ANTENNE DE THONON LES BAINS	200	67,7	35	55	70
Poste					
PERRIGNIER DP			25	25	25

- Qu'en application du § 3 de la circulaire du 4 août 2006, les orientations d'aménagement et de programmation et le zonage du PLU soient cohérents avec le risque représenté par chacun des trois niveaux de dangers.
- Qu'en application du § 3 de ladite circulaire et en application des articles L.555-16 et R.555-30 du Code de l'Environnement et de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, le règlement du PLU précise que :
- Les ERP de plus de 100 personnes, les Immeubles de Grande Hauteur et les Installations Nucléaires de Base ne peuvent être en l'état autorisé dans la zone de dangers graves pour la vie humaine ("distance PEL", suivant le tableau ci-dessous).
- Dans la zone de dangers significatifs, c'est-à-dire à moins de "distance IRE" (suivant le tableau ci-dessous) des ouvrages, GRT Gaz – Région Rhône-Méditerranée soit consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

(1) Zones de dangers définies par la circulaire 2006-55 ou BSEI n°06-254.

- Enfin, l'article 6 de l'arrêté du 5 mars 2014 impose également des règles de densité dans les zones d'effets létaux significatifs.

4.2.3 – Réseaux numériques :

Le Syndicat des énergies et de l'aménagement numérique de Haute-Savoie (SYANE) a engagé en 2010 la réalisation d'un réseau d'initiative publique très haut débit en fibre optique, desservant toutes les communes de la Haute-Savoie.

- Le 16 décembre 2011, le Comité du SYANE a approuvé le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de la Haute-Savoie, élaboré et porté par le Syndicat.
- Le plan d'aménagement numérique de la Haute-Savoie, récemment renommé "HSN" (Haute-Savoie numérique) regroupe toutes les actions du SYANE dans le numérique, tout d'abord sur les infrastructures très haut débit avec le réseau HSN en fibre optique en cours de construction depuis début 2013, mais aussi avec le plan "Zones blanches" réalisé en 2010-2011 pour améliorer le haut débit ADSL, lui-même complété par le plan "Satellite", porté en partenariat avec le Conseil Général.
- Avec un 1er marché de travaux signé courant 2012, le SYANE a entrepris en 2013 la construction des artères principales du réseau HSN, le réseau public très haut débit en fibre optique de la Haute-Savoie.
La construction du réseau se poursuit, avec la mise en service, dès 2014, d'une première partie du réseau public fibre optique départemental.
- Destiné en priorité au monde économique, le réseau HSN sera donc ouvert dans un premier temps aux entreprises installées en zone d'activité économique, ainsi qu'aux sites d'enseignement supérieur et de santé situés sur son tracé.
Les secteurs géographiques concernés correspondent aux zones couvertes par les artères principales du réseau réalisées en 2013 et 2014. Ils devraient être rapidement étendus à l'ensemble du territoire départemental d'ici la fin 2016.

Si la commune de PERRIGNIER ne dispose pas (encore) de la fibre optique (réseaux FTTH ou FTTL), ni de réseau Wimax, la couverture numérique du territoire progresse : le réseau structurant (de maillage) a traversé la commune, et notamment la zone industrielle.

4.3. TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET STATIONNEMENTS.

4.3.1 – Flux et pratiques de mobilité :

La mobilité est une problématique importante dans le Chablais et le bassin franco-valdo-genevois, avec :

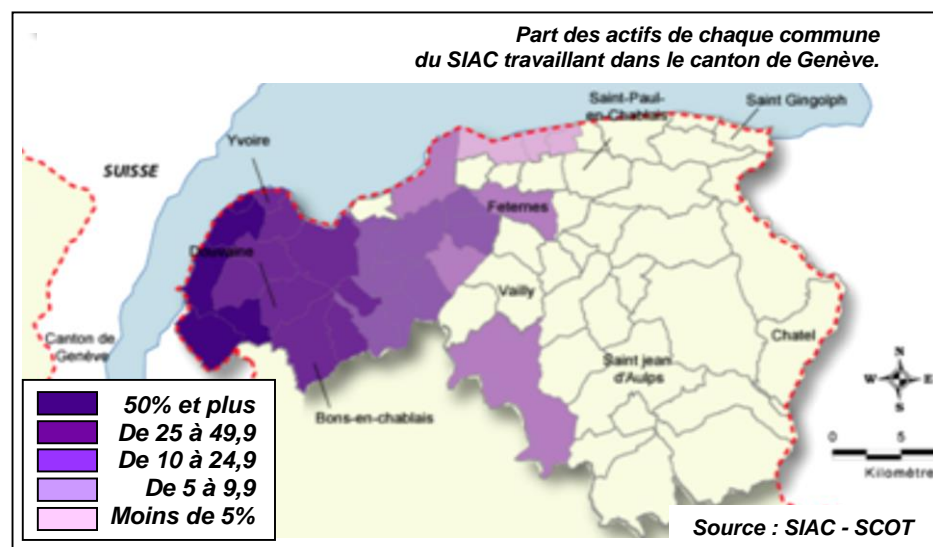
■ Des besoins croissants en mobilité :

Aller au travail, à l'école, faire des courses, se divertir, se dépenser, se rencontrer : le mode de vie urbain, qui se généralise, induit des déplacements de plus en plus nombreux, pour des motifs divers.

Qu'il s'agisse de déplacements de longue distance ou de déplacements locaux, la mobilité augmente à la fois en nombre, en fréquence et en longueur des déplacements.

En 2011, le taux de motorisation des ménages de PERRIGNIER s'élevait à 95,7 % (94,2 % en 2006 / 93 % en 1999), et 56,3 % des ménages avaient 2 voitures ou plus.

■ Un phénomène amplifié dans le bassin de vie transfrontalier... qui connaît d'importantes migrations pendulaires.

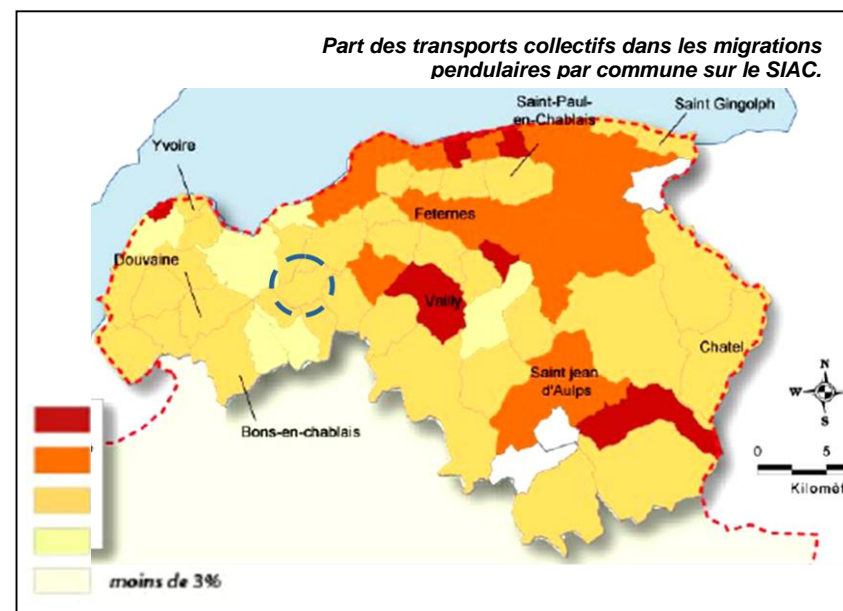


Le flux des travailleurs frontaliers (désigné sous le terme de “navetteurs”) ne cesse de croître à Genève. En 2009, il concerne 69 000 actifs pour le seul Bassin d'emploi du Genevois français.

Une très large majorité des actifs occupés se rendent à leur travail en voiture particulière (83,2 %). En 2011 à PERRIGNIER, près de 200 actifs se rendaient en Suisse (Genève, pour l'essentiel), la plupart avec leur véhicule particulière.

■ Une faible attractivité de l'offre ferroviaire et des transports collectifs :

L'utilisation des transports en commun dans les déplacements pendulaires varie fortement selon la commune de résidence.



D'où une prédominance des déplacements individuels motorisés, avec un taux de motorisation de plus en plus important, et une très faible part des autres modes de déplacement, ainsi que de leur multimodalité.

Conséquences :

- Des tronçons routiers de plus en plus saturés, ...
... pendant des périodes de plus en plus longues de la journée (trafic routier en augmentation sur la RD 903, surtout en période de pointe).

Malgré une notable observée en 2008, le trafic routier sur la RD 903 en augmentation globale de + 15,6 % sur 13 ans, approchant les 14 000 véhicules par jour (en moyenne annuelle).

Trafic sur la RD 903	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moyenne Journalière Annuelle	11 100	11 400	11 250	11 450	11 300	11 885	11 668	10 891	11 061	11 855	12 472	12 674	12 833
Dont poids lourds	7,7 %	NC	8,9 %	7,7 %	6,4 %	6,85 %	6,5 %	6,04 %	6,2 %	6,36 %	6,12 %	4,9 %	5,2 %
Pointe	13 800	NC	14 900	14 370	14 940	14 962	16 879	13 898	15 275	15 783	16 559	19 063	16 845

Outre les ralentissements constatés dans les deux sens aux heures de pointe dans la traversée du bourg (au niveau du carrefour à feux), les nuisances environnementales induites s'en trouvent logiquement accentuées, notamment en matière de pollution atmosphérique et sonore.

- Un accroissement des risques d'accidents :

Source : Conseil général 74.

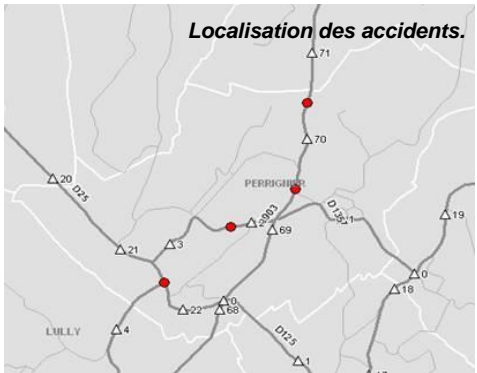
TABLEAU DE BORD DE L'ACCIDENTOLOGIE A PERRIGNIER	Période étudiée : 01/01/2003 au 31/12/2007
Nombre d'accidents corporels	6 (dont 5 sur le réseau départemental)
dont mortels	1 (sur RD 135)
Nombre de victimes	8
dont tués	1
dont total blessés (1)	7
dont Blessés Hospitalisés (2)	5

(1) BH + BNH pour les années > = 2005, BG + BL pour les années < 2005

(2) BH pour les années > = 2005, BG pour les années < 2005

(3) une cellule indique 'sans objet' quand la période d'étude est > 12 mois, ou quand l'année précédente est indiquée absente

**RD 903 : 2 accidents.
RD 25 : 2 accidents.
RD 135 : 1 accident.**



4.3.2 – Caractéristiques du réseau de voiries.

■ **La Voirie Départementale :**

Le réseau est composé de 4 routes départementales totalisant 9 147 km.



- **La RD 903** : tronçon de 2,905 km :

Itinéraire de transit classée voie structurante à grande circulation (niveau de service S1) : il constitue une alternative (la seule) à la RD 1005 pour les déplacements de Thonon à Annemasse et à l'autoroute.

Les dispositions de l'article L 111-1-4 du Code de l'urbanisme s'appliquent en dehors des espaces urbanisés, de part et d'autre de cette voie, qui a été aménagée et sécurisée il y a quelques années, dans sa traverse de PERRIGNIER avec une lisibilité qui s'en est trouvée améliorée, entre :

- Des tronçons routiers "de rase campagne" (entrées nord et sud).
- Un tronçon urbain très linéaire, aménagé pour réguler la vitesse de circulation, sécuriser les circulations piétonnes (accès aux commerces et aux équipements), notamment au niveau des deux carrefours (dont un carrefour à feux alternatifs, en entrée sud).



Suite à un accident mortel survenu en 2012, le carrefour entre la RD 903 et la RD 25 (carrefour de l'Oratoire) a été récemment sécurisé. ▼



- **La RD 25** : tronçon de 2,315 km :

Voie de liaison entre SCIEZ et CERVENS, classée en 2^{ème} catégorie (S2).

Voie au tracé très rectiligne en partie nord, environné d'espaces agricoles et boisés, jusqu'au niveau de "la Tuillerie".



Carrefour RD 125 / RD 25 / RD 903, récemment aménagé.

- **La RD 125** : tronçon de 0,395 km., classé en 3^{ème} catégorie (S3) :

1^{er} tronçon de la route de Cervens, au sud de Brécovens, connecté à la RD 903, au niveau du carrefour de l'Oratoire.

Elle traverse ensuite la voie ferrée, et dessert le hameau de Brécovens avant de se connecter à la RD 903.



- **La RD 135** : tronçon de 3,532 km.

Voie de liaison entre la RD 903 (depuis Lully) et la RD 35 (Drailant), classée en 3^{ème} catégorie.

Elle dessert Brécovens (depuis l'ouest), la gare (en longeant la voie ferrée) et le Chef-lieu de PERRIGNIER (avec carrefour à feux à sa jonction avec la RD 903).

Elle présente des caractéristiques variables selon les lieux traversés, et fait l'objet d'aménagements de sécurité et de limitation à "30km/h" dans la partie déclassée du domaine routier départemental (rue des Varchères).



*Rue des Varchères :
Tronçon urbain aménagé (récemment déclassé de la RD 135°.*



■ Le réseau secondaire :

Il se compose pour l'essentiel de 37 voies "communales" répertoriées et numérotées, totalisant près de 18 kms.

Trois axes ont une importance stratégique pour la commune de PERRIGNIER : les VC n°103, 105 et 112, qui créent un maillage important et nécessaire avec les communes de Margencel, Allinges, Cervens, et permettent de desservir les principaux hameaux de la commune.



VC n° 111 : route de l'Oratoire (Brécorens).



VC n°101 du Petit Lieu (et travaux 2009 sur le réseau d'eau potable).



VC n°103 (route du Villard).



VC n°105 (rue des Frasses).



VC n°112 (route de Jouvemex).

Les voies secondaires sont rattachées pour partie au domaine public communal :

- 11 voies classées intégralement (n° 101 à 111) ;
- Environ 10 kms (56 % du linéaire total) ;
- Certains tronçons présentent un caractère de rue assez étroite, bordée ou non, de trottoirs. La plupart sont "baptisées".

Les autres voies ont un caractère de voie privée ou de chemin rural (non carrossables pour certains).

Les gabarits de voies sont généralement suffisants sur la plupart des voies communales principales (5 à 6,50 m. de largeur moyenne) mais les aménagements sont souvent insuffisants au regard de leurs fonctions (trafic VL, dont délestage, circulations piétonnes et cyclistes).

Le classement de la voirie communale est à actualiser nécessitant :

- De reclasser certaines voies privées et des chemins ruraux dans le domaine public communal (voies privées communales, pour l'essentiel) ;
- Et de classer certaines voies privées en chemin rural.

Le nouveau projet de classement devra faire l'objet d'une enquête publique.

■ **Les dysfonctionnements constatés et prévisibles :** (Diagnostic réalisé par la DDT, UT du Chablais, Mai 2009).

- Tronçon route des Varchères (ex. RD 135)-Secteur de l'école :

Des aménagements notamment des systèmes de ralentissement, ont été réalisés pour répondre à des demandes ponctuelles. La configuration actuelle donne une impression de route de type rase campagne, en agglomération.

A proximité de l'école, l'offre de stationnement est insuffisante. Cependant, à une centaine de mètres, l'offre existe (secteur de la poste...). A noter, l'aménagement réalisé (chicanes, offre de stationnement pour le bus...) représente un danger du fait de sa conception, qui manque de lisibilité. La signalisation de police n'est pas conforme.



- VC 103 - Route de l'église / du Villard :

Cette route dangereuse sert de raccourci pour les usagers entre Allinges et Sciez :

- vitesses excessives,
- forte déclivité,
- faible largeur au niveau de l'habitat,
- manque de visibilité,
- absence d'infrastructure pour les déplacements doux, ...

D'où une insécurité pour l'ensemble des modes de déplacements.

La pose de coussins berlinois et de signalisation de police pas toujours adaptée, voire non conforme, a tenté d'améliorer la sécurité sur cette section à l'approche de l'église.



- Limite d'agglomération – Limitation à 30 km/h :

Les panneaux d'agglomérations et de limitation à 30km/h, quand ils existent, incitent peu l'automobiliste à respecter la réglementation et à ralentir (implantations anarchiques, peu de lisibilité).

Les sections limitées à 30km/h sont peu crédibles et n'ont pas fait l'objet de mesures d'accompagnement (zone d'approche, aménagements spécifiques et cohérents des zones d'insécurité, ...).



- Panneau de police et signalisation directionnelle :

La signalisation en place est souvent non conforme avec la réglementation du code de la route et de l'accessibilité, pouvant ainsi générer de l'insécurité dans les secteurs urbanisés traversés.



- Les dysfonctionnements prévisibles sont principalement liés à la perspective de mise en service du futur diffuseur de la future voie express, les RD 25, 135 et VC 113 verront leur trafic augmenter, à terme.

La VC 113 pourrait être utilisée comme raccourci entre le diffuseur et la zone d'activité Margencel / Anthy. Son gabarit et sa structure ne seront pas adaptés à un trafic supplémentaire.

L'augmentation significative du trafic VL et PL sur les voies susvisées ne facilitera pas le partage des voies.

L'absence à ce jour, d'aménagements et d'emprises pour les modes doux sur ces tronçons (hormis sur une partie de la RD 25), ne va pas faciliter la mise en sécurité de ces voies.

Le trafic routier et ferré pourrait connaître une évolution qui risque de ne pas être en adéquation avec les infrastructures existantes notamment les deux franchissements RFF de la ligne de chemin de fer.

Le carrefour RD25 / RD 903 risque de ne plus être adapté avec l'augmentation du trafic prévisible voulant rejoindre le diffuseur.



■ **Les secteurs à enjeux :**

- Le chef-lieu :

On soulignera que depuis l'établissement de ce diagnostic, le réseau de voirie du Centre-Bourg a bénéficié de réfection, suivant le plan d'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR).

Les aménagements réalisés récemment, ont permis de sécuriser les échanges et de renforcer l'identité de la commune (secteur mairie, siège de la CCCL, commerces, habitat collectif, zone de loisirs...).



Rue du Redon.

Toutefois, des tènements libre de toutes construction (espaces interstitiels) restent à aménager au sein du Chef-lieu, devront faire l'objet d'aménagements adaptés, afin :

- De limiter les accès sur les RD 903 et 135, voire les regrouper.
- De créer des carrefours sécurisés.
- D'éviter la traversée des zones d'habitat par un trafic de transit.

Pour les circulations internes à la commune, le développement des modes doux ainsi que les liaisons inter-quartiers sont à poursuivre.

- Le secteur de la Bandière :

Lieu de vie encore peu urbanisé et proche des zones d'activités de la commune, une attention doit être portée aux différents modes de déplacements en augmentant les accès piétons à la RD 903.

La voie communale existante pourrait être recalibrée, en réservant les emprises pour améliorer ses caractéristiques techniques (gabarit...) et donc la sécurité. La requalification du hameau devrait faire l'objet d'une réflexion globale du point de vue de l'urbanisation existante et future et de sa desserte sécurisée.

- Le secteur les Barlières :

Une grande zone reste à aménager aux Barlières.

Une attention particulière devrait être menée, pour ne pas développer les accès sur la RD 135, et pour favoriser les relations tous modes avec le chef-lieu, tout en redonnant une identité à ce lieu.

4.3.3 – Inventaire et analyse des capacités de stationnement :

■ Inventaire :

L'offre en stationnement public de la commune s'est fortement développée ces dernières années, notamment aux abords de la RD 903 réaménagée et des principaux équipements institutionnels du centre-bourg.



En 2014, la commune dénombrait plus de 640 places de stationnement public (plus des places de stationnement privées ouverts au public, telles que la dizaine de place du parking de la pharmacie) :

- 200 places aux abords de la gare (routes de Prés d'Eau), et qui sont aujourd'hui proches de la saturation. ▼



- 57 places associées au secteur sportif. ▼



- 39 places associées à la salle polyvalente.
- 48 places associées au groupe scolaires des Chaînettes.
- 12 places réservées aux personnes à mobilité réduite (PMR) dont 11 réparties en 7 lieux du centre-bourg (et 1 à la gare).
- 20 places possibles sur terrain en stabilisé, au départ d'itinéraires de promenade, à l'amont du hameau du Noyer. ▼

Dans le cadre de l'étude d'aménagement d'une interface multimodale à PERRIGNIER (étude en cours), l'aménagement d'un parking d'échanges (P+R) est à l'étude, sans qu'une localisation précise (à proximité de la gare) n'ait été encore arrêtée.

■ Dysfonctionnement constatés et prévisibles :

- La commune n'offre pas encore de places dédiées aux véhicules hybrides et électriques (avec bornes de recharge), ni aux vélos, alors que la tendance est au développement (même modeste) des déplacements par ces types de véhicules
- Certains lieux stratégiques du chef-lieu (église, école...) demeurent sous équipés ou déficitaires en offre d'emplacements.
- Le stationnement au cœur des hameaux anciens demeurent problématiques, du fait de leurs caractéristiques morphologiques qui contraignent le stationnement privatif, et la quasi absence de places publique de stationnement (si ce n'est la vingtaine de places existante à Brécors, dont 14 associées à l'ancienne école).
- Le stationnement "sauvage" des riverains en bord de voie se généralise en bordure des voies, ce qui peut engendrer des conflits d'usage (automobilistes, piétons, ...), notamment lors de croisements.



- Les possibilités de stationnement pour l'accès aux espaces naturels et sentiers de promenade sont pour ainsi dire inexistantes (ou en tout cas, non matérialisés), si ce n'est à l'amont du hameau du Noyer.

La question du stationnement, outre les problèmes de sécurité qu'elle pose lorsqu'il se fait en dehors de places (privées ou publiques) réservées à cette effet, va devenir d'autant plus importante, du fait des récentes évolutions législatives (en particulier la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014), qui réduit le nombre de places de stationnement exigibles par logement, dans certains cas.

A moins d'une montée en puissance de l'offre en transports collectifs (et notamment ferroviaire), d'une évolution notable des comportements individuels de déplacements, et d'une diminution du taux de motorisation des ménages, la diminution prévisible du nombre des places privatives associées aux opérations d'habitat, risque d'entraîner une "suroccupation" et d'une "appropriation privative" des places publiques existantes à proximité.

Ce problème risque de se poser plus particulièrement dans les secteurs de mixité fonctionnelle habitat / équipements / commerces et services, tel que le centre-bourg de PERRIGNIER.

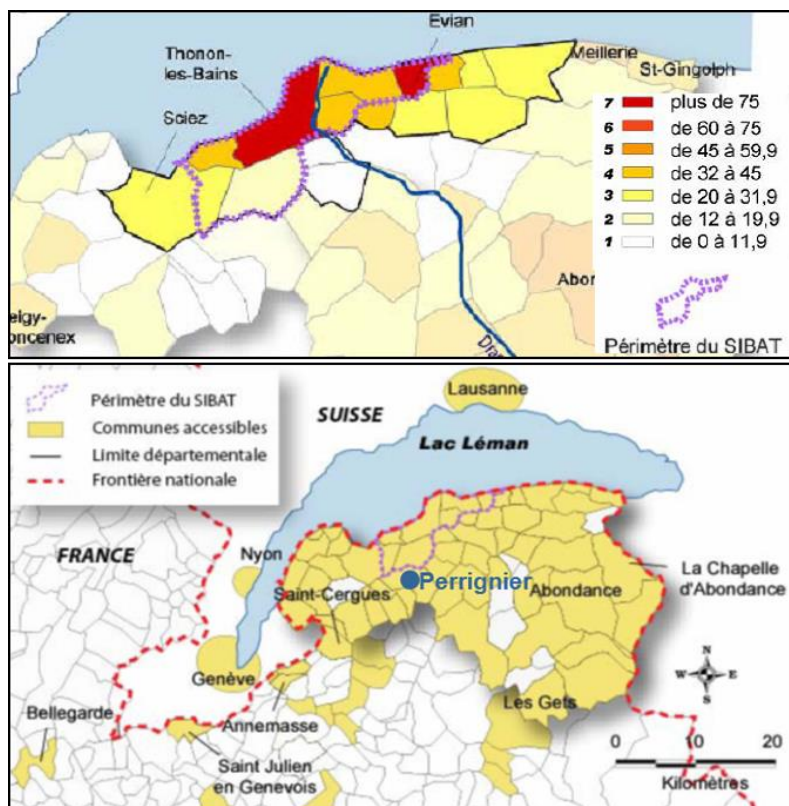
4.3.4 – Transports collectifs.

- **L'offre globale :**

Le territoire du SIAC bénéficie d'un niveau de service très hétérogène en transports collectifs.

PERRIGNIER ne fait pas partie du SIBAT (Syndicat Intercommunal des Bus de l'Agglomération Thononaise) et n'est pas desservie par le réseau des bus urbains thononais (BUT), qui s'arrête à Anthy et Allinges.

Mais le plan global de déplacements (PGD) porte sur un périmètre de 14 communes, dépassant le cadre actuel du SIBAT. ▼

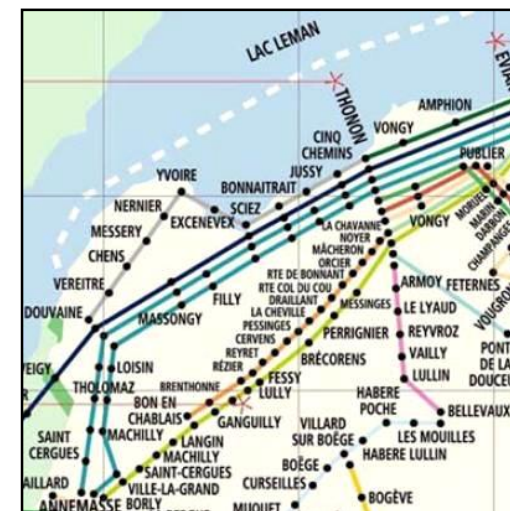


- **Lignes transfrontalières et interurbaines :**

Le Conseil Général a mis en place un réseau de transports interurbains (16 lignes desservant le Chablais), dont l'exploitation est déléguée à des entreprises locales (par convention).

La commune est concernée par la ligne régulière interurbaine LIHSA 141 Evian/Bons-en-Chablais/Annemasse, via la RD 903, et ses adaptations scolaires.

- Deux arrêts sont assurés sur cette ligne (dont le service est assuré par la SAT) : "Brécorens" (carrefour RD 25 / RD 903) et "Chez Daude".
- La fréquence est de 5 allers-retours par jour.



Plus anecdotique : la ligne L 142 Thonon-Cervens-Fessy-Bons assure un arrêt par jour (chez Daude et à Brécorens), dans le sens Thonon-Bons uniquement.

Ces lignes de TC demeurent peu concurrentielles par rapport à la voiture particulière (VP), même si le ratio temps TC / temps VP est acceptable (<2).

La restructuration du réseau (engagée en 2001) a conduit à diminuer l'offre sur l'axe Thonon / Annemasse (qui était de 8 AR en 2001) : une orientation censée favoriser un report sur le mode ferré. Mais à ce jour, aucune ligne de transport en commun assure la desserte de la gare ferroviaire.

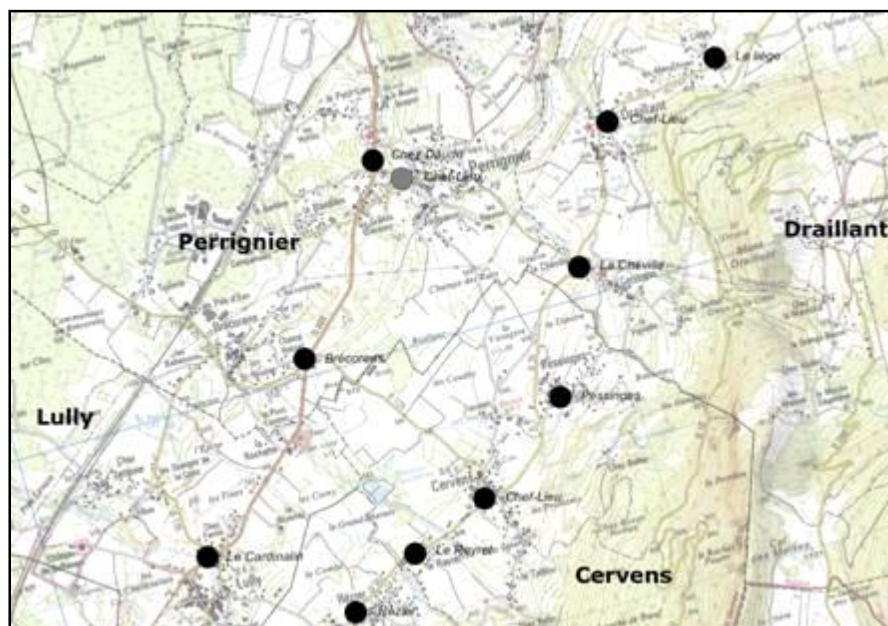
■ Transports scolaires :

La CCCL gère et organise le transport des élèves de l'école maternelle intercommunale des Chaînettes (avec l'appui financier du Département), dans le cadre d'un circuit entre CERVENS et PERRIGNIER.

Aucun service n'est assuré pour le transport des élèves du primaire.

Les effectifs scolaires utilisent les lignes régulières interurbaines.

Dans les secteurs non desservis, des circuits spéciaux complémentaires sont créés pour ces transports spécifiques.



Légende

- Arrêts ramassage scolaire
- Arrêts ramassage scolaire sur lignes régulières
- Limites communales

■ Transports ferroviaires :

PERRIGNIER est traversée par la voie ferrée unique Annemasse / Evian : l'une des trois branches existantes de l'étoile ferroviaire d'Annemasse.

Cette voie coupe la commune en deux sur la partie Nord boisée composée de la zone industrielle et de l'autre au sud la zone d'habitat et de service de proximité.

Deux passages à niveau et un passage sous voie permettent son franchissement.



Passage sous voie depuis le chemin de la Barlière (VC 101).



Passage à niveau de la Gare (RD 135).



Passage à niveau de Brécourrens (RD 25).

La commune accueille l'une des quatre gares du Chablais, qui voit passer quotidiennement 34 trains (17 allers/retours, soit environ 1 train toutes les 30 minutes), dont 24 s'arrêtent en gare de Perrignier, dans un sens ou dans l'autre.



Les gares de PERRIGNIER et de BONS-EN-CHABLAIS offrent une réponse réelle ou potentielle aux attentes des pendulaires dans leurs déplacements quotidiens :

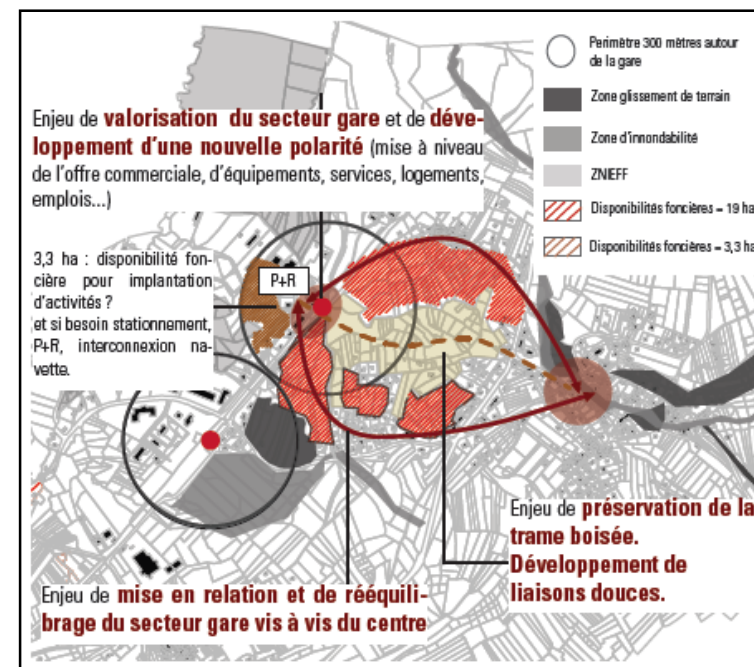
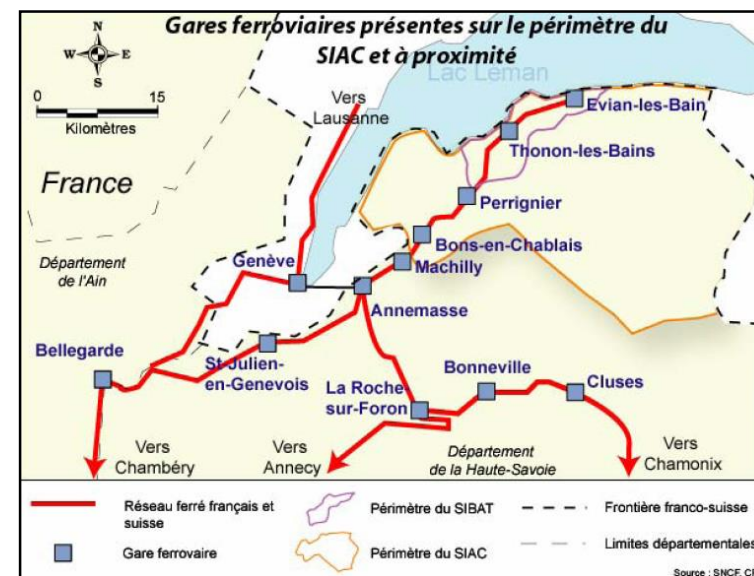
- La gare de Bons-en-Chablais : potentiellement la plus importante du SIAC, de par sa relative proximité avec Genève.
- La gare de PERRIGNIER : une porte d'accès à Thonon pour l'Ouest du SIAC, et les habitants des deux vallées (Abondance et Aulps) : environ 4 700 actifs potentiellement concernés.

En tant que pôle intermodal, PERRIGNIER figure parmi les sites d'accueil de parkings-relais (notamment dans le Projet d'Agglomération franco-valdo-genevois).

En effet, le secteur de la gare est reconnu stratégique (par l'étude du projet Stratégique de développement : Pré-PSD), dans une logique de polarisation de l'urbanisation en lien avec les transports collectifs (préconisée par le nouveau Projet d'Agglomération transfrontalier : PA2).

Une étude d'aménagement d'une interface multimodale est en cours :

Le diagnostic (achevé en février 2013), a intégré les résultats d'une enquête sur la fréquentation de la gare, menée du 2 au 20 novembre 2012. Il a mis en évidence les différentes composantes fonctionnelles (mobilité, environnement, urbanisme, économie) techniques et financières permettant l'élaboration d'un programme d'aménagement et d'un schéma d'organisation pour la requalification du quartier de la gare et de ses environs (zones économique, échangeurs, hiérarchisation des voiries, lien avec le centre bourg, projet de plateforme fret) en un véritable pôle d'échange multimodal.



Le volet "Transport et mobilité" de ce diagnostic a mis en évidence une liaison "modes doux" difficile ou mal définie, entre la gare et le centre-bourg de PERRIGNIER.

4.3.4 – Modes "doux" :

Deux modes de déplacements "doux" (piétons et cycles) sont à distinguer :

- D'une part les déplacements fonctionnels, quotidiens, pour rejoindre les équipements, commerces et services, points de transports collectifs et les habitations. Ces déplacements doivent être sécurisés et encouragés dans un objectif de développement durable, d'alternative aux déplacements automobiles.
- D'autre part ce sont des déplacements d'agrément, de promenade, qui concernent aussi bien les habitants de PERRIGNIER que les visiteurs, et constituent un facteur d'attractivité de la commune ainsi que de valorisation du patrimoine et des paysages.

■ **Les déplacements fonctionnels (de proximité) :**

Le réseau piétonnier est encore peu étendu et discontinu, bien que des aménagements récents ou projetés qui tendent à améliorer la situation :

- Pas de réseau cyclable en secteur urbain / Itinéraire cyclable mal jalonné entre la gare et le centre-bourg, alors que la gare dispose d'une consigne à vélo.
- Faible linéaire de trottoirs, réseau piétonnier discontinu, en dehors de la traversée de Perrignier (RD 903) et des voies d'accès au Chef-lieu (RD 135, VC 104, ...).
- Pas de liaisonnement entre les hameaux, ni entre des principaux pôles générateurs de déplacements (écoles, équipements), mais ... l'aménagement d'un parcours piétonnier entre Brécorens et la gare a été réalisé en 2014.



Le décret du 17 mai 2006 (relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation) met en œuvre le principe d'accessibilité généralisée des personnes à mobilité réduite, posé par la loi du 11 février 2005.

Avant le 1er janvier 2015, toute personne handicapée doit pouvoir accéder, dans une partie du bâtiment, à l'ensemble des services offerts au public.

Dans ce cadre, une étude d'accessibilité a été réalisée fin 2009 sur la commune de PERRIGNIER : 32 contraintes de cheminements ont été identifiées et des actions d'amélioration ont été proposées.

Des travaux ont été récemment réalisés en application de ce plan (PMR) : mises en conformité (jalonnements piétons, largeurs de trottoirs, parking accessibilité commerces, signalisations), reprise des podo-tactiles aux PP.

■ **Les déplacements "d'agrément" :**

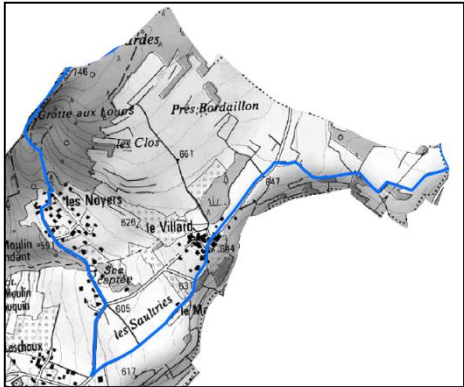
Les itinéraires se développent dans le cadre de la politique menée par le Conseil Général, et par la CCCL.

Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR), élaboré par le Conseil Général, encourage le développement de la randonnée, pédestre, équestre, et Vélo Tout Terrain, et l'ouverture au public des espaces naturels.

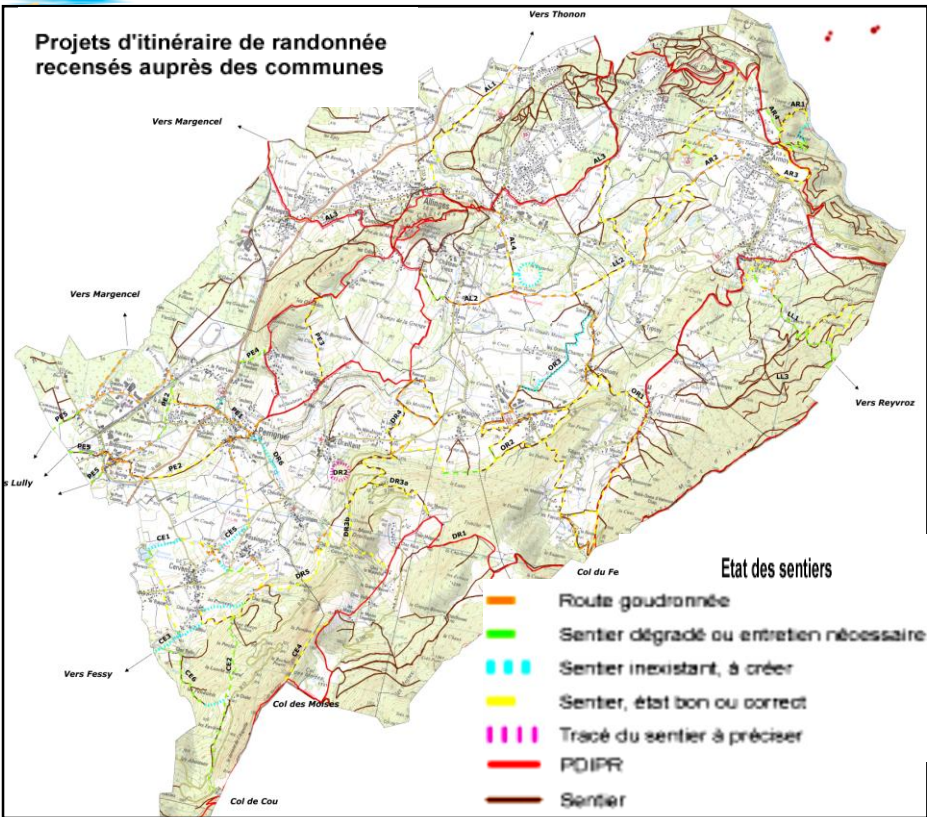
Une Charte départementale de balisage a été créée, incluant une partie Vélo-nature, avec les orientations du volet VTT / VTC du PDIPR.

La partie nord-est de Perrignier est concernée par une boucle reconnue "d'intérêt départemental" au PDIPR (boucle de la Maladière). ►

Sous l'égide de la CCCL, des itinéraires équestres et pédestres à l'étude sur le territoire communal et communautaire (carte de l'état des sentiers proposés ▼).



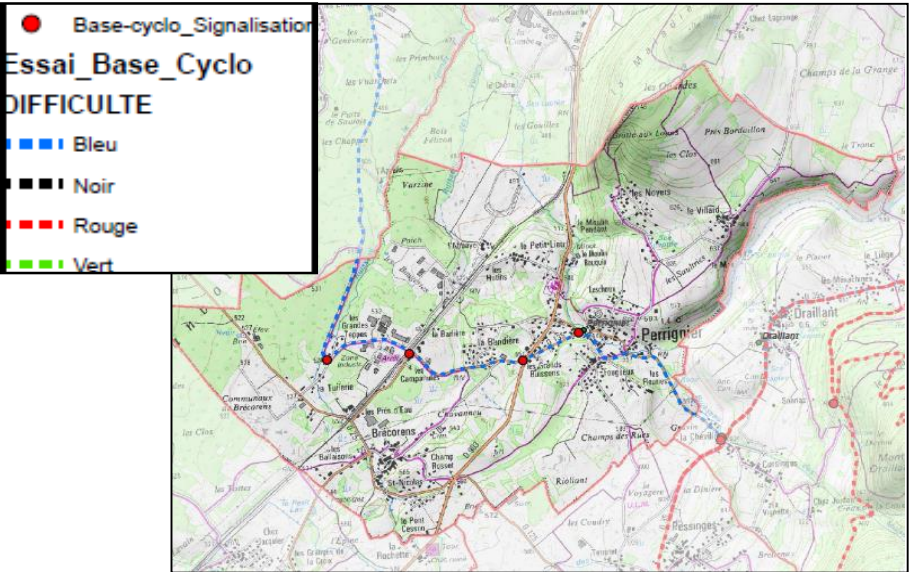
Communauté de Communes
des Collines du Léman



- Le projet "Haute-Savoie Vélo Voies Vertes" :
Dans un département touristique et face à l'utilisation croissante du vélo tant pour les déplacements quotidiens que pour les déplacements de loisirs, le Conseil Général a établi en 2000, un plan départemental d'aménagements cyclables et de voies vertes, intitulé " Haute-Savoie Vélo Voies Vertes".
L'objectif est de créer un réseau cyclable continu afin de :

- promouvoir l'usage du vélo comme moyen de déplacement de proximité ;
- accompagner le développement des loisirs ;
- sécuriser la pratique cyclable ;
- valoriser l'image touristique du Département et fédérer toutes les actions pour un réseau homogène.

La commune de PERRIGNIER n'est pas concernée par le projet de véloroute sud-Léman (dont le tracé traverse les communes littorales du Chablais), mais elle **est concernée par une boucle cyclotouristique balisée : le Parcours n°50 : Circuit de Planbois**, pour la valorisation et la sécurisation duquel des aménagements sont envisageables (bandes et pistes cyclables), avec maîtrise d'ouvrage ou accompagnement technique et financier du Conseil Général).



4.3.5 – Le projet de désenclavement du Chablais :

■ Le volet routier :

Après le contournement de Thonon, en service depuis juillet 2008, sont projetés:

- La réalisation d'un tronçon entre l'A40 et le carrefour des chasseurs.
- La mise à 2x2 voies de la RD 1206 entre le carrefour des Chasseurs et Machilly.
- La réalisation d'une nouvelle voie de liaison (à statut de route express) entre Machilly et le contournement de Thonon, qui allégera le trafic sur les RD 903 et 1005.
- La création d'un barreau routier entre Veigy-Foncenex et Machilly.
- Et à plus long terme : une liaison éventuelle entre Thonon et Saint-Gingolph.

Le projet de voie "express" Machilly-Thonon :

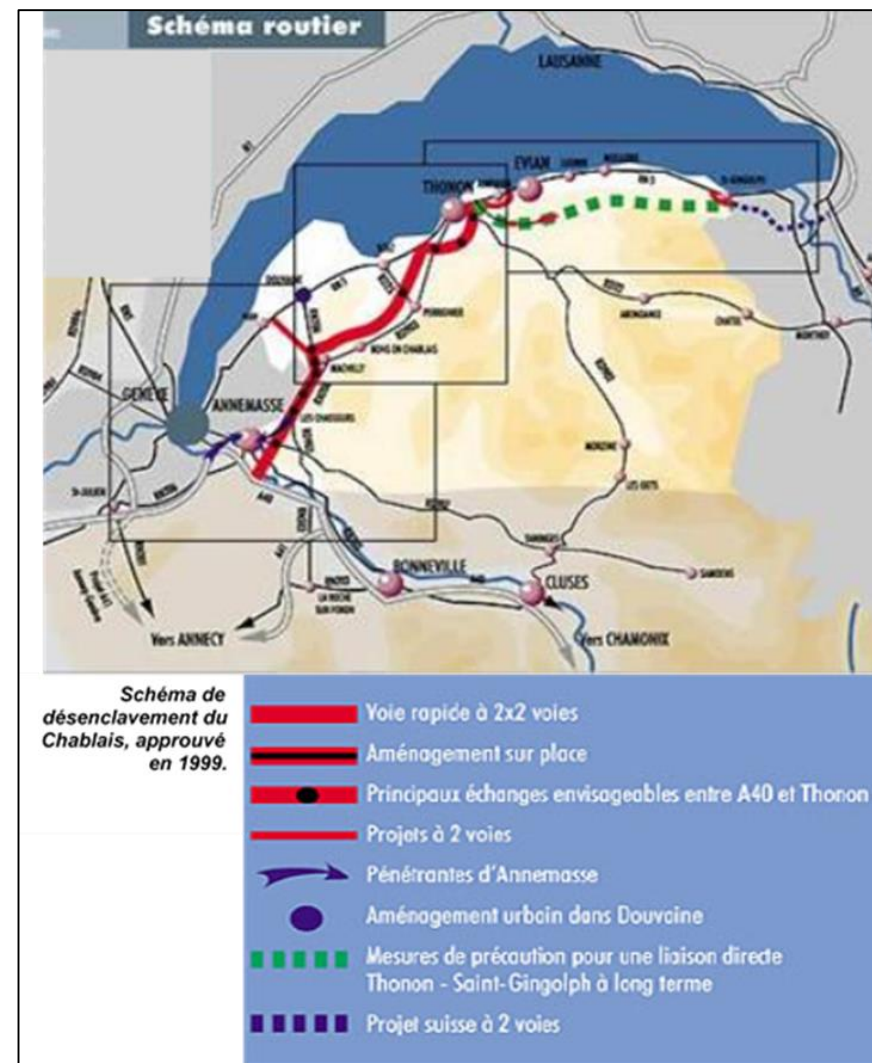
3 variantes (sur 4 initiales) situées dans le fuseau dit "Sud Planbois", concernaient directement le territoire Perrignier.

Ce projet routier a été déclaré d'utilité publique le 17/07/2006, avec la variante sud Planbois-voie ferrée retenue, car répondant seule à l'ensemble des objectifs de l'opération et des contraintes initiales (permettant, en se calant en bordure de voie ferrée, de limiter les effets sur l'activité et la structure agricoles).

Les incertitudes demeurent, quant au statut et au financement de cette voie, dont le SIAC a demandé le classement dans le réseau routier national.

Un point d'échange intermédiaire (diffuseur) au sein du site d'activités de PERRIGNIER (le seul projeté sur l'ensemble du tracé la voie express), permettra :

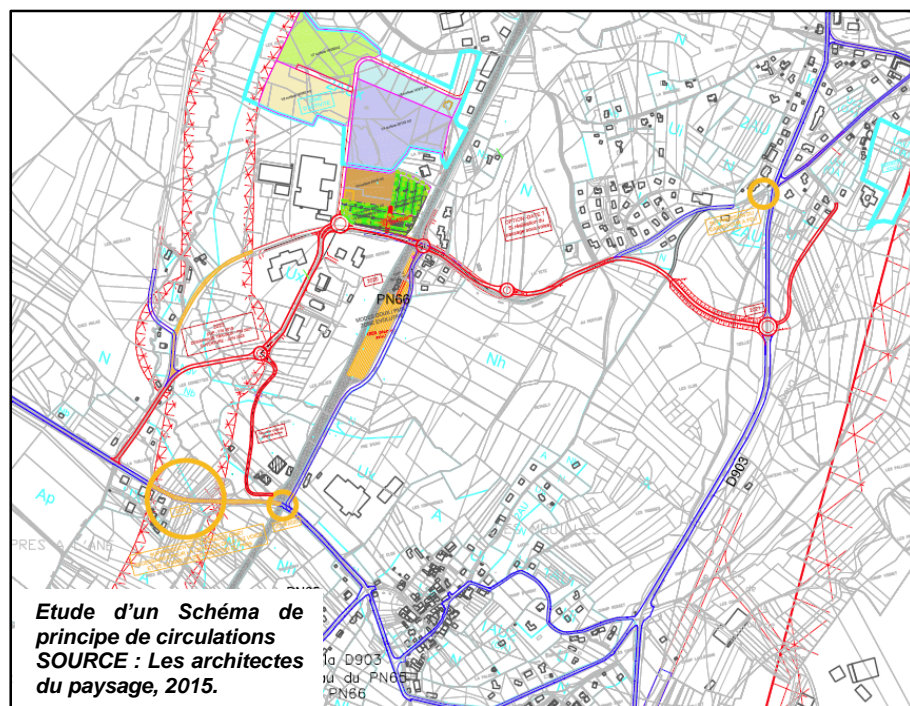
- D'assurer une bonne desserte locale, en irriguant l'ensemble du territoire situé à l'ouest et au sud-ouest de l'agglomération.
- D'équilibrer les perspectives de développement avec Bons-en-Chablais et Douvaine, déjà desservis de manière plus satisfaisante.
- De participer au marquage et à l'image du site économique de PERRIGNIER comme nouvelle "porte d'entrée" du Chablais ("effet vitrine").
- De créer une synergie favorable à la valorisation touristique de la forêt de Planbois.



Les études sur la localisation et la configuration de ce diffuseur, ainsi que son raccordement au réseau routier existant, se poursuivent. Mais en tout état de cause, il aura certainement un impact favorable sur la commune, notamment, par délestage d'une partie du trafic automobile sur la RD 903, ainsi qu'en termes de développement économique, en lien avec le PAE intercommunal de Planbois Ouest.

C'est pourquoi une réflexion sur la hiérarchisation du réseau interne et des infrastructures routières envisagées a été engagée en marge des études du PLU, en lien avec les projets supra-communaux en gestion, parmi lesquels, le projet de plateforme multimodale.

Cette réflexion, qui intègre également les déplacements des modes doux (entre la gare et le Chef-lieu de PERRIGNIER), a été synthétisée sur un plan présenté au Conseil Départemental (réunion du 26 juin 2015), qui l'a pris en considération. ↓

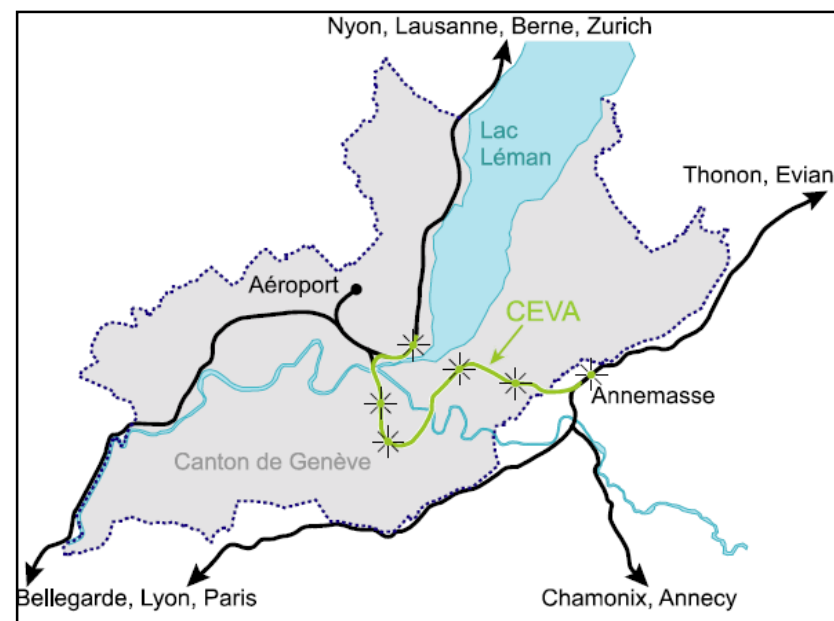


■ Le volet ferroviaire :

La concertation de 1998 sur le désenclavement du Chablais a révélé toute l'importance d'une amélioration significative des transports par voie ferroviaire.

- L'ouest chablaisien est concerné par un projet ambitieux de mobilité et d'aménagement : le CEVA :

Le développement des liaisons avec Annemasse et Genève, en s'appuyant sur le futur raccordement du réseau ferré haut-savoyard à la gare principale de Genève-Cornavin (projet CEVA) : cette nouvelle liaison constitue "l'épine dorsale" du futur Réseau Express Régional Franco-Valdo-Genevois, la connexion indispensable entre les réseaux ferrés suisse et français de l'agglomération genevoise, qui est en pleine mutation.

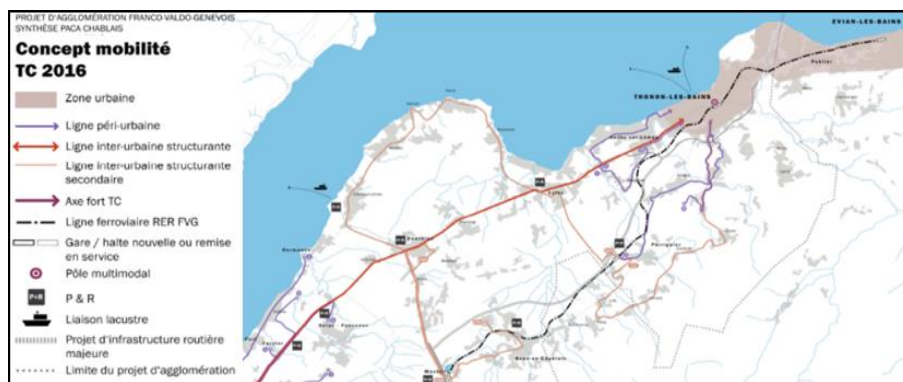


A l'horizon 2019/2022, l'ouverture du CEVA et le développement du Réseau Express Régional (RER) à l'échelle de l'agglomération franco-valdo-genevoise va offrir une liaison rapide par train entre Thonon-les-Bains et le centre de Genève, en passant par Annemasse, Bons, et Perrignier. Elle aura des retombées essentielles sur l'ensemble du territoire du Chablais, avec :

- La résolution d'une partie des problèmes de trafic et de déplacements "pendulaires" ;
- Le développement économique induit par la facilité d'accès au canton de Genève pour les travailleurs frontaliers qui s'y rendent quotidiennement (le pôle d'emplois suisse conditionne la vie économique du Chablais) ;
- Le développement touristique suscité par la facilité d'accès au Chablais, dont l'enclavement est pénalisant pour les visiteurs potentiels ;
- L'amélioration de la qualité de vie des habitants.

Avec cette nouvelle offre, le réseau de transports en commun (TC) associé doit évoluer et des lignes de rabattements doivent être mises en place afin d'encourager l'utilisation des transports collectifs.

Les deux axes devant être priorisés et adaptés afin de pouvoir absorber l'augmentation des déplacements sont la RD 1005 et l'axe ferroviaire.



- Les autres axes de développement dans le domaine du ferroviaire concernent :
 - Le développement des liaisons avec Paris, en s'appuyant sur le projet de modernisation de la ligne du Haut-Bugey entre Bourg-en-Bresse et Bellegarde, qui permettra de gagner une demi-heure.
 - Le développement des liaisons avec les pôles départementaux et régionaux, en s'appuyant sur le schéma régional des transports établi par la région Rhône-Alpes, qui permettra aussi de relier le Chablais au TGV Méditerranée et à la future liaison Lyon-Turin.
 - L'amélioration sensible de la ligne ferroviaire Annemasse / Evian, afin d'en augmenter la capacité et de permettre l'accroissement de l'offre.
 - Des actions d'accompagnement portant sur l'amélioration des gares et leur accessibilité, objet d'une étude particulière sur le pôle d'échange multimodal de la gare de Perrignier (évoquée ci-avant). Les diverses composantes d'aménagement de ce pôle ont été étudiées :
 - Aménagement qualitatif du projet notamment par un aménagement paysager en adéquation avec la qualité environnementale du projet de parc d'activités de Planbois.
 - Création d'un P+R de 400 places.
 - Création d'une desserte en transports en communs / taxis.
 - Implantation de places d'autopartage.
 - Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.
 - Création de modes doux entre la gare et le futur parc d'activités mais également entre la gare et le centre bourg de Perrignier (1-2 km).
 - Nécessité de sécurisation et de fluidification du trafic sur tout le secteur en vue de la création de la 2x2 voies.
 - Aménagement qualitatif de la gare qui doit s'adapter à l'arrivée du CEVA
 - Volonté de dynamisation de la zone par une offre de commerces et/ou de services par l'implantation d'un bâtiment multiservices le long du P+R.
 - Aucun des scénarii proposés, à l'appui de cette étude n'a été encore validé (à la date d'approbation du PLU de PERRIGNIER). Mais avec la modernisation des infrastructures qui sera engagée en prévision de l'arrivée du RER Franco Valdo Genevois, le Département a d'ores et déjà prévu la desserte de la gare de Perrignier (avec aménagement d'un arrêt) par des cars du réseau LIHSA à l'horizon du RER (commission transport du 10 juillet 2013, et courriel du Conseil Départemental au Président de la CCCL, en date du 2 août 2013).

- Le projet de plateforme ferroviaire de fret :

Une étude de faisabilité réalisée en 2004, sur commande du SIAC, a fourni des éclairages concernant le projet de création d'une plateforme ferroviaire, portant à la fois sur son potentiel de développement futur, son interaction avec le projet de voie nouvelle Machilly-Thonon et ses impacts environnementaux.

La 1ère phase de cette étude a mis en évidence les besoins actuels et futurs d'une plateforme de fret ferroviaire sise sur les communes de Lully et Perrignier, à l'ouest de la gare actuelle et du côté nord de la voie ferrée. L'étude s'est fondée sur de nombreux entretiens avec des élus locaux, des industriels, des structures associatives et des instances techniques de gestion et d'exploitation d'infrastructures (RFF, SNCF, Région Rhône-Alpes, D.D.E., etc.).

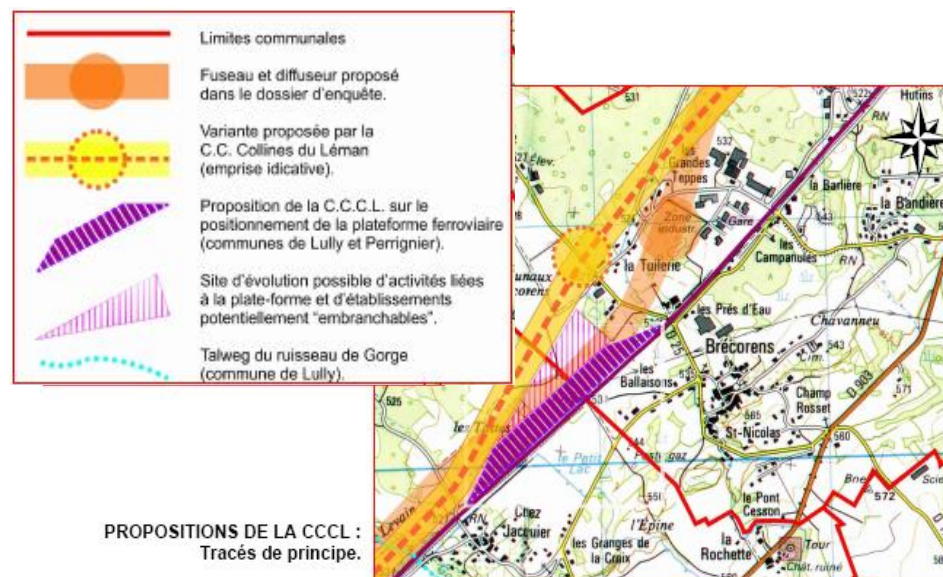
Cette étude a conclu à :

- La faisabilité technique du projet.
- La forte dépendance du projet, à :
 - L'évolution de la gare d'Annemasse, avec : augmentation de la capacité de l'étoile d'Annemasse, diminution progressive des activités de fret à la gare d'Annemasse, transfert du fret du site de Saint-Julien sur celui de Viry, arrivée de la ligne CEVA.
 - L'organisation des moyens d'exploitation de la S.N.C.F.
 - Les possibilités de réponse aux besoins propres à la société des Eaux d'Evian (recomposition des trains vides à destination de l'usine d'Amphion-Publier).
- La nécessité d'apporter des adaptations au tracé routier, afin de rendre compatible la réalisation des deux projets (voie routière et plate-forme de fret dont l'utilité est démontrée).
- Les incertitudes et les difficultés relatives au financement de cette infrastructure.

Ce projet est indissociable de celui de la 2X2 voies express entre Machilly et Thonon-les-bains.

A l'occasion de l'enquête publique relative à ce projet routier, la CCCL a donc demandé :

"...le léger décalage proposé du tracé de base (et de son diffuseur) vers le nord-ouest, associé à un "glissement" vers le nord, de la plateforme de fret, qui dégagerait ainsi un espace suffisant au maintien et au développement des utilisations économiques et ferroviaires de ce site".



Au vu de cette requête, la commission d'enquête a recommandé :

"Que soit examinée avec la plus grande attention et, si possible dans un sens favorable, la demande d'adaptation de ce tracé, en direction de la lisière de la forêt, sur les communes de Lully et PERRIGNIER, pour préserver la possibilité de réaliser ultérieurement une plate-forme multimodale de fret..."

Cette adaptation du tracé a été prise en compte par les services de l'État.

En 2007, le tracé retenu a fait l'objet d'études plus précises (sur commande du SIAC). Des solutions et adaptations locales du tracé initial ont été proposées, telles que une contre-allée parallèle à la route express, qui permettrait :

- La jonction des zones d'activités de Perrignier et de Mésinges (commune d'Allinges).
- De solutionner les difficultés du secteur de Mésinges (actuellement traversé par les poids lourds de la zone économique et les flux routiers en direction et en provenance de Margencel).
- D'organiser la desserte de la future aire d'accueil des grands rassemblements des gens du voyage (aujourd'hui réalisée).
- D'envisager dans de bonnes conditions la jonction avec le secteur de Sciez, la desserte de la future plateforme de fret ferroviaire et son raccordement à l'ouest en contournant le centre bourg de Lully.

Des études plus précises se poursuivent à la date d'approbation du PLU.

Les préconisations du Conseil Départemental (gestionnaire de la voirie départementale) :

Pour les espaces non urbanisés bordant la RD 903 :

Respecter l'article L 111.1.4 du Code de l'urbanisme, visant à mieux maîtriser le développement urbain aux abords de cet axe routier structurant :
Inconstructibilité des espaces non urbanisés situés dans une bande de 75 m. de part et d'autre de l'axe de la RD 903, sauf projet urbain justifié au regard d'un certain nombre de critères :

- Qualité de l'urbanisation et des paysages (surtout en entrée de ville),
- Qualité architecturale,
- Nuisances sonores (critères de la loi sur le bruit du 31/12/1992),
- Sécurité.
- .../...

Dans les autres cas, hors agglomération :

Respecter les reculs minimum de 25 m. de l'axe de la RD 903 et de 18 m. de l'axe des autres routes départementales (RD n°125, 25 et 135).

Les préconisations du Conseil Départemental (suite) :

En agglomération : définir des reculs minimum respectant les règles de sécurité (visibilité au droit des accès et des carrefours), et en prenant en compte, le cas échéant, la possibilité de réaliser des trottoirs ou bandes cyclables.

Limitier strictement tout accès nouveau (hors agglomération), donc limiter l'extension de l'urbanisation le long du réseau routier principal, surtout le long de la RD 903, et donc : Privilégier la desserte des constructions via le réseau viaire secondaire, sous réserve que les carrefours de ce réseau secondaire avec la RD 903 garantissent la sécurité des usagers.

En concertation avec le Conseil Général (article R 110-2 du Code de la Route) : étudier la meilleure correspondance possible entre les limites d'agglomération sur les R.D., et la notion réelle de bâti rapproché.

Rechercher des dispositifs "effet de porte" à mettre en place aux entrées d'agglomération et hors agglomération, ainsi que les dispositifs permettant de renforcer le caractère urbain des itinéraires situés en agglomération, et de garantir la sécurité des piétons et cyclistes.

Ne pas compromettre (sur le plan foncier) l'aménagement du réseau de voiries existantes ou projetées et prendre les mesures de sauvegarde nécessaires, en particulier pour les arrêts de car ou futurs couloirs de bus :

Inscription d'emplacements réservés / Non classement d'espaces boisés sur 10 m. aux abords des routes départementales / Éviter le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale (pour éviter d'endommager sa chaussée).

Pour le développement des transports collectifs :

- Prendre en compte les lignes interurbaines de TC par autocar, et matérialiser les aires d'arrêt au bord des RD.
- Sécuriser les arrêts de car (matérialisés, signalés) et faciliter leur accessibilité par les modes doux (cheminements).
- Intégrer les arrêts de car et leurs cheminements dans les OAP.
- Favoriser les pôles d'échanges intermodaux, et renforcer le développement de l'urbanisation autour de ces pôles.

Les fondements juridiques de la politique d'équipements et de transports (rappel du cadre réglementaire) :

Principes généraux :

L'article L. 121.1 du Code de l'Urbanisme pose le principe de la diversité des fonctions urbaines (...),

"en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière (...) d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général, ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier (...) des moyens de transports et de la gestion des eaux".

Concernant les transports et les déplacements : à travers le Porter à Connaissance établi par le Préfet du département, l'Etat a émis les souhaits ou préconisations suivants :

- Permettre la réalisation du projet de "Désenclavement du Chablais".
- Favoriser les transports des personnes vers des modes plus respectueux de l'environnement.
- Développer des modes doux pour les circulations internes à la commune, ainsi que les liaisons inter-quartiers.
- Pour ce faire : Possibilité de prévoir au PLU l'inscription d'emplacements réservés pour des pistes cyclables, des aires de stationnement pour les vélos et des cheminements piétonniers.
- Traitement des accès dans les zones d'extension d'urbanisation et d'entrées d'agglomération (les regrouper pour améliorer la perception des usagers).
- Prévoir une offre de stationnement à Brécurens et au Petit Lieu et de l'améliorer à proximité de l'école, de l'église...
- Prendre en compte de la desserte en transport en commun dans le développement des zones d'activités, afin de renforcer l'intégration du développement durable.
- S'appuyer sur les enjeux définis dans le Plan Global de Déplacements de l'agglomération de Thonon approuvé en 2007.

4.4. RESEAUX SANITAIRES ET DECHETS.

Les diagnostics relatifs à l'alimentation en eau potable, à l'assainissement collectif et non collectif, à l'évacuation des eaux pluviales ainsi qu'à la gestion des déchets, font l'objet des annexes sanitaires du PLU (pièces n°4-3), auxquelles on se reportera.

Ces thématiques sont abordées par ailleurs sous l'angle de l'état initial de l'environnement (partie II ci-après).

Les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) concernant la défense incendie.

- Poursuivre le renforcement du réseau conformément aux normes de la circulaire n°465 du 10 décembre 1951.
- Améliorer la défense incendie de la commune en implantant des hydrants normalisés et conformes de 100 mm, – NFS 61-213.
- S'assurer du dimensionnement des réservoirs de défense incendie (120 m3 minimum).
- Mettre en conformité les hydrants et les canalisations non conformes.
- Renforcer la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) dans les zones de développement (étude spécifique pour le calcul des besoins en eau).
- S'assurer du dimensionnement des besoins en eau nécessaires à la défense des exploitations agricoles.
- Prendre en compte la présence du réseau de gaz naturel haute pression (GRT Gaz) sur la commune, et respecter les règles de sécurité associées (dispositions constructives).
- Renforcer la défense incendie des secteurs et lieux-dits : chemin de Saint-Nicolas, route de Sciez (limite communale et chemin de la Poyat).

Le cadre juridique applicable à la défense extérieure contre l'incendie (DECI) est codifié sous les articles L 2213-32 et L 2225-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. (CGCT), et complétés localement par le règlement opérationnel du SDIS 74 (arrêté préfectoral du 15 mars 2012).

La maîtrise publique du foncier :Un préalable indispensable à la poursuite de la politique communale en faveur :

- Du développement des équipements et des espaces publics et collectifs ;
- D'une amélioration des conditions de circulation et de stationnement ;
- D'une plus grande mixité sociale de l'habitat ;
- Mais aussi un outil de la politique économique communale et intercommunale.

Une aide possible de l'EPF :

Depuis décembre 2004, la CCCL adhère à l'Établissement Public Foncier de la Haute-Savoie (EPF), qui a pour compétences et les missions :

- Acquisitions, portage foncier, gestion, remise en état et dépollution, vente des terrains à la collectivité adhérente ou à son opérateur.
- Prestations techniques et d'ingénierie, accompagnement des collectivités territoriales y compris lorsqu'il n'assure pas le portage lui-même.

Le troisième programme pluriannuel de l'EPF pour la période 2014-2018 décline ses priorités en 5 thèmes, représentant un portage financier total de 120 millions d'euros :

- Les logements (50 %).
- Les équipements publics (38 %).
- Les activités économiques et agricoles (6 %).
- Les secteurs stratégiques nécessaires à l'intérêt général (5 %).
- Les espaces naturels (1%).

